Communauté de Communes PAYS DES SORGUES MONTS DE VAUCLUSE

Syndicat Mixte du SCoT du bassin de vie Cavaillon, Coustellet L'Isle sur la Sorgue

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

PLAN CLIMAT

# PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL

# PLAN D'ACTIONS 2022-2027

JUIN 2022 / ADOPTION PCAET

Solagro

IN VIVO Denis Savanne

inddigo

**SOMMAIRE**


**1. DEMARCHE ET METHODE ..... 6**

**1.1 Concertation ..... 6**

1.1.1 Acteurs socio-économiques et institutionnels ..... 6
1.1.2 Habitants ..... 7

**1.2 Structuration et temporalité du plan ..... 9**

**1.3 Stratégie de financement ..... 10**

**1.4 Dispositif de suivi et d'évaluation ..... 17**

1.4.1 Instances de pilotage et validation ..... 17
1.4.2 Indicateurs ..... 17
1.4.3 Processus ..... 18
1.4.4 Pilotes, opérateurs et partenaires ..... 18

**2. REDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET AMELIORER LA QUALITE DE L'AIR 19**

**2.1 Rénover l'habitat, favoriser la sobriété énergétique, réduire la précarité énergétique 19**

2.1.1 Action n° 1 - Renforcer l'accompagnement des ménages dans leur parcours de rénovation énergétique ..... 22
2.1.2 Action n° 2 - Accompagner les ménages en situation de précarité énergétique ..... 29

**2.2 Disposer d'un patrimoine et des services publics exemplaires ..... 31**

2.2.1 Action n° 3 - Réduire les consommations d'énergie des bâtiments et des équipements publics 33
2.2.2 Action n° 4 - Réduire les consommations d'énergie de l'éclairage public ..... 38
2.2.3 Action n° 5 - S'engager dans la labellisation climat-air-energie et économie circulaire ..... 41

**2.3 Améliorer la maîtrise de l'énergie et la gestion environnementale des entreprises .. 44**

2.3.1 Action n° 6 - Accompagner les entreprises et les zones d'activités de manière concertée 47
2.3.2 Action n° 7 - Favoriser un tourisme durable ..... 50
2.3.3 Action n° 8 - Accompagner les exploitations agricoles ..... 53

**2.4 Favoriser les alternatives à l'auto-solisme et les carburants/motorisations alternatifs ..... 56**

2.4.1 Action n° 9 - Planifier les mobilités ..... 58
2.4.2 Action n° 10 - Lancer le Plan de Mobilité de la CALMV ..... 61
2.4.3 Action n° 11 - Organiser la compétence AOM de la CCPSMV ..... 64
2.4.4 Action n° 12 - Apaiser les centres-villes et les zones touristiques ..... 67
2.4.5 Action n° 13 - Développer l'intermodalité autour des gares et des pôles d'échanges ..... 70
2.4.6 Action n° 14 - Créer les infrastructures et promouvoir la pratique du vélo ..... 73
2.4.7 Action n° 15 - Favoriser les plans de mobilité des entreprises et des administrations ..... 76
2.4.8 Action n° 16 - Promouvoir la voiture partagée ..... 79
2.4.9 Action n° 17 - Convertir les flottes de véhicules des entreprises, des collectivités et des particuliers ..... 83

**2.5 Prendre en compte le climat, l'air et l'énergie dans les documents d'urbanisme et mettre en œuvre des aménagements et constructions durables ..... 85**

2.5.1 Action n° 18 - Intégrer des objectifs Climat/Air/Energie dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement ..... 87
2.5.2 Action n° 19 - Favoriser le télétravail ..... 90

**3. PRODUIRE ET UTILISER DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION ..93**

**3.1 Développer l'électricité la chaleur et le froid renouvelable ou de récupération ..... 95**

3.1.1 Action n° 20 - Réaliser un schéma directeur de développement des énergies ..... 95
3.1.2 Action n° 21 - Déployer le contrat d'objectif de développement des enr thermique et de récupération ..... 98

**3.2 Développer l'électricité renouvelable ..... 101**

3.2.1 Action n° 22 - Accompagner le développement du photovoltaïque ..... 101

**4. DEVELOPPER UNE ECONOMIE LOCALE ET CIRCULAIRE ..... 105**

**4.1 Promouvoir un système alimentaire territorial durable ..... 105**

4.1.1 Action n° 23 - Impulser et mettre en œuvre des projets alimentaires territoriaux ..... 105

**4.2 Développer les échanges de ressources et de flux entre entreprises/industries ... 108**

4.2.1 Action n° 24 - Soutenir les démarches d'écologie industrielle et territoriale ..... 108

**4.3 Prévenir la production et valoriser les déchets ..... 111**

4.3.1 Action n° 25 - Planifier la prévention et la gestion des déchets ménagers ..... 111

**5. S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SEQUESTRER LE CARBONE ET PRESERVER LA BIODIVERSITE ..... 114**

**5.1 Assurer une gestion concertée des usages de l'eau, économiser la ressource et protéger les captages d'eau potable ..... 114**

5.1.1 Action n° 26 - Mettre en œuvre les outils de planification et des actions de gestion des eaux et des rivières ..... 114

**5.2 S'adapter au changement climatique, sequestrer le carbone et préserver la biodiversite ..... 118**

5.2.1 Action n° 27 - Faire évoluer les pratiques agricoles ..... 118
5.2.2 Action n° 28 - Adapter la gestion forestière ..... 121
5.2.3 Adapter le tourisme ..... 123

**5.3 Prévenir l'impact des risques naturels ..... 124**

5.3.1 Action n° 29 - Mettre en œuvre les plans de prévention inondation et incendies et informer sur le risque retrait/gonflement des argiles ..... 124

**5.4 Maîtriser l'augmentation des températures en milieu urbanisé ..... 128**

5.4.1 Action n° 30 - Développer la végétalisation dans la trame urbaine ..... 128

**6. MOBILISER LES CITOYENS ..... 131**

**6.1 Co-construire des actions avec les citoyens ..... 131**

6.1.1 Action n° 31 - Favoriser l'émergence de projets d'énergies renouvelables citoyens ..... 131

**6.2 Accompagner les changements de modes de vie ..... 134**

6.2.1 Action n° 32 - Déployer des actions de communication et d'accompagnement ..... 134

# 1. DEMARCHE ET METHODE

## 1.1 CONCERTATION

### 1.1.1 ACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET INSTITUTIONNELS

Le territoire a défini les modalités de concertation par délibération avec la volonté de sensibiliser et mobiliser un maximum d'acteurs de son territoire pour élaborer le présent plan d'actions. Pour cela, il a mis en place différents temps de concertation pour communiquer, sensibiliser et co-construire avec les élus, les agents, les habitants et les acteurs socio-économiques du territoire.

Au-delà des objectifs de ces temps de concertation, la volonté du territoire était :

- De se positionner comme coordinateur de la transition énergétique ;
- D'intégrer la demande sociale et économique sur ce sujet ;
- De faire émerger des porteurs d'actions du PCAET autres que ceux des deux intercommunalités.

La concertation a été organisée principalement sous deux formes :

- Des échanges directs pour les thématiques avec des porteurs d'actions déjà définies ou engagées,
- Des ateliers pour les thématiques pour lesquelles il n'existait pas d'action, des actions peu définies ou nécessitant de créer une dynamique territoriale.

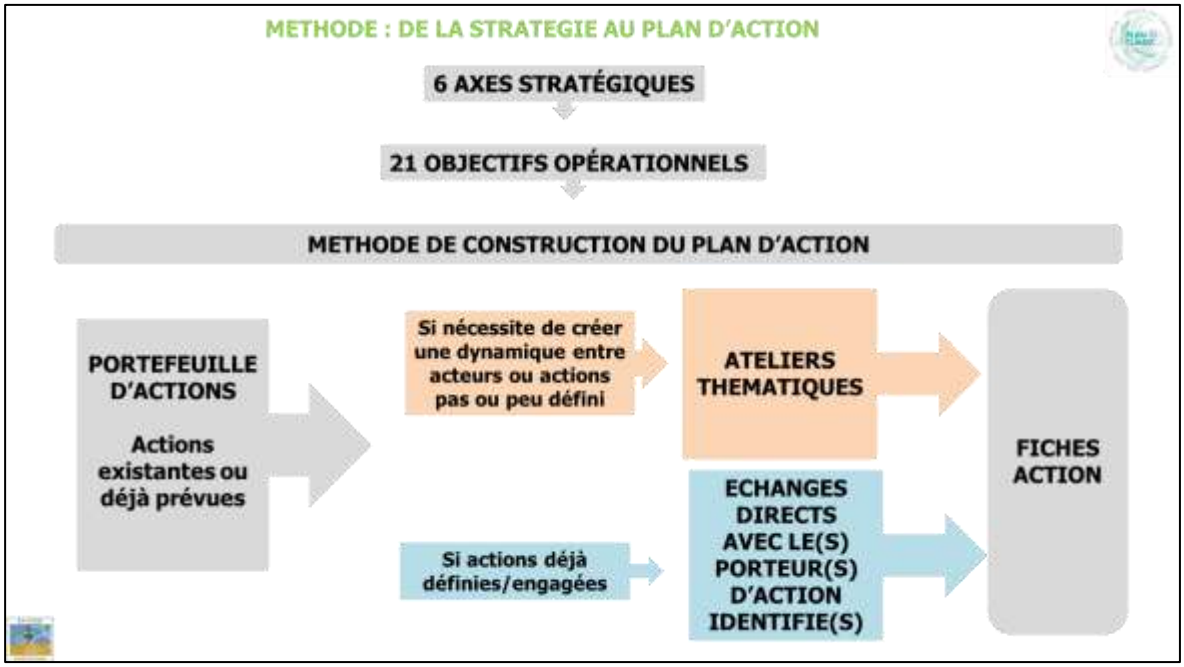


*Figure 1 : Méthode d'élaboration du plan d'actions (Source : IN VIVO)*

Six ateliers thématiques ont été organisés pour co-construire et rédiger les fiches actions avec les acteurs socio-économiques du territoire et les représentants des collectivités. Au total 115 participants ont assisté à ces ateliers qui ont été co-organisés avec différentes structures (voit tableau suivant).

| THEMATIQUES | CO-ORGANISE AVEC | DATES |
|---|---|---|
| **Rénover l'habitat, inciter à la sobriété énergétique et lutter contre la précarité énergétique** | ALTE, PNR du Luberon, CMAR et CAUE 84 | 7 juin 2021 |
| **Accompagner les entreprises vers la transition énergétique et écologique** | ALTE, Luberon Sorgues Entreprendre, CMAR-PACA et CCI | 10 juin 2021 |
| **Agriculture et Forêt** | Chambre agriculture, CRPF, COFOR et PNR du Luberon | 7 juin 2021 |
| **Favoriser les alternatives à l'auto-solisme (vélo, marche à pied, voiture partagée, transport collectif) et les carburants/motorisations alternatifs** | CCPSMV et CALMV | 8 juin 2021 |
| **Urbanisme et construction durable** | CAUE 84 / DDT 84 | 8 juin 2021 |
| **Développer les énergies renouvelables et de récupération** | ALTE et SEV | 10 juin 2021 |

*Figure 2 : Ateliers thématiques de Co-construction du plan d'actions du PCAET.*

Le plan d'actions a fait l'objet de discussion et validation au sein de :

- L'équipe projet,
- Du comité partenarial,
- Du bureau du conseil syndical du syndicat mixte du SCoT.

### 1.1.2 HABITANTS

La mobilisation et l'association des habitants du territoire, outre la consultation publique réglementaire, s'est faite au travers :

- De la participation de certains relais associatifs aux ateliers de co-construction du plan d'action,
- D'une enquête auprès des habitants et entreprises.

Cette enquête s'est déroulée par voie électronique du 3 mai au 30 août 2020 et a recueillie 634 contributions. Les résultats de cette enquête sont téléchargeables sur le site internet du Syndicat mixte Accueil - Syndicat mixte du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet, l'Isle sur la Sorgue (scot-cavaillon-coustellet-islesurlasorgue.fr) .

Les objectifs poursuivis étaient les suivants :

- Recueillir l'avis de la population sur des propositions d'actions, les recueillir, les prioriser,
- Analyser les pistes de modification des comportements à venir de la population (baisse de la consommation d'énergie, déplacements, tri des déchets, rénovation des logements, consommation de produits locaux…),
- Sensibiliser la population et les entreprises aux enjeux climatiques.

Les principales pistes d'actions qui ressortent de cette enquête sont les suivantes :

- Prendre en compte la lutte contre le changement climatique dans les documents d'urbanisme,
- Avoir la possibilité de mettre des panneaux photovoltaïques en toiture même en site classé,
- Création de parkings vélos avec bornes de recharge,
- Mettre en place des pédibus ou vélo-bus pour les trajets domicile / école,
- Réouverture de la ligne ferroviaire Cavaillon/Pertuis aux usagers,
- Augmenter la fréquence des TER,
- Développer les transports en communs électriques ou au biogaz,
- Développer l'hydroélectricité,
- Développer l'utilisation du bois local pour la construction,
- Créer des ressourceries,
- Informer les habitants sur les circuits courts,
- Informer les enfants sur les enjeux de la surconsommation et de l'alimentation saine,
- Informer les habitants sur la notion zéro déchet / Aider les commerces et entreprises zéro déchet,
- Changer le parc automobile des administrations par des véhicules électriques,
- Réduire l'éclairage public en ville et dans les zones d'activités la nuit,
- Développer des pistes cyclables interurbaines/inter-villages,
- Créer des aides pour la plantation d'arbres chez le particulier,
- Couvrir tous les parkings par des ombrières photovoltaïques,
- Instaurer 100% de bio dans les cantines scolaires tout en favorisant les producteurs bio locaux et les circuits courts.

## 1.2 STRUCTURATION ET TEMPORALITE DU PLAN

Le plan d'action est structuré de la manière suivante (voir tableau page suivante) :

- **Objectifs stratégiques,**
- **Objectifs opérationnels dont certains sont chiffrés par secteurs d'activité et par filières de production d'énergie renouvelables,**
- **Actions.**

Les objectifs stratégiques et opérationnels issus de la phase de stratégie ont été les clefs d'entrée pour construire ce plan.

Sur la forme, les objectifs opérationnels et les actions qui y sont associés peuvent concerner plusieurs objectifs stratégiques. Par exemple, les objectifs/actions opérationnels liés à la rénovation de l'habitat s'inscrivent à la fois dans l'objectif stratégique de réduction des consommations d'énergie, de réductions des émissions de polluants atmosphériques et d'amélioration de la qualité de l'air, de développement des énergies renouvelables et d'adaptation au changement climatique.

Le choix a été fait de les présenter dans le chapitre d'un seul objectif et d'indiquer :

- En introduction, de cet objectif les objectifs chiffrés auxquels ils permettent de contribuer (pour faire le lien avec la stratégie),

- Sur chaque fiche action, le volet du PCAET à laquelle elle est rattachée (Atténuation, Adaptation, Qualité de l'air),

- Sur chaque fiche action, les impacts (faible, moyen, fort) sur les autres items considérés comme stratégiques pour le territoire (Production ENR, Réduction des consommations d'énergie, Atténuation des émissions de GES, Réduction des polluants atmosphériques, Emplois crées, Réduction des inégalités sociales, Chiffre d'affaires local généré, Maîtrise des dépenses de fonctionnement, Préservation de la biodiversité).

Pour mémoire, la correspondance avec les grands domaines sur lesquels la réglementation demande que ces objectifs doivent au moins porter est indiquée dans le rapport de stratégie.

D'un point de vue temporel, le plan d'action s'inscrit dans la temporalité :

- Des objectifs stratégiques Climat-Air-Energie du territoire (vision stratégique à l'horizon 2050),
- Des objectifs opérationnels chiffrés qui découlent de cette vision à long terme et qui ont été fixés par réalisme et visibilité à l'horizon 2030.

Les actions de ce premier PCAET 20222-2027 contribuent donc à l'atteinte de ces objectifs. C'est la succession des différents PCAET d'une durée de six années chacun jusqu'en 2050 qui devra permettre d'atteindre les objectifs stratégiques et opérationnels fixés par le territoire.

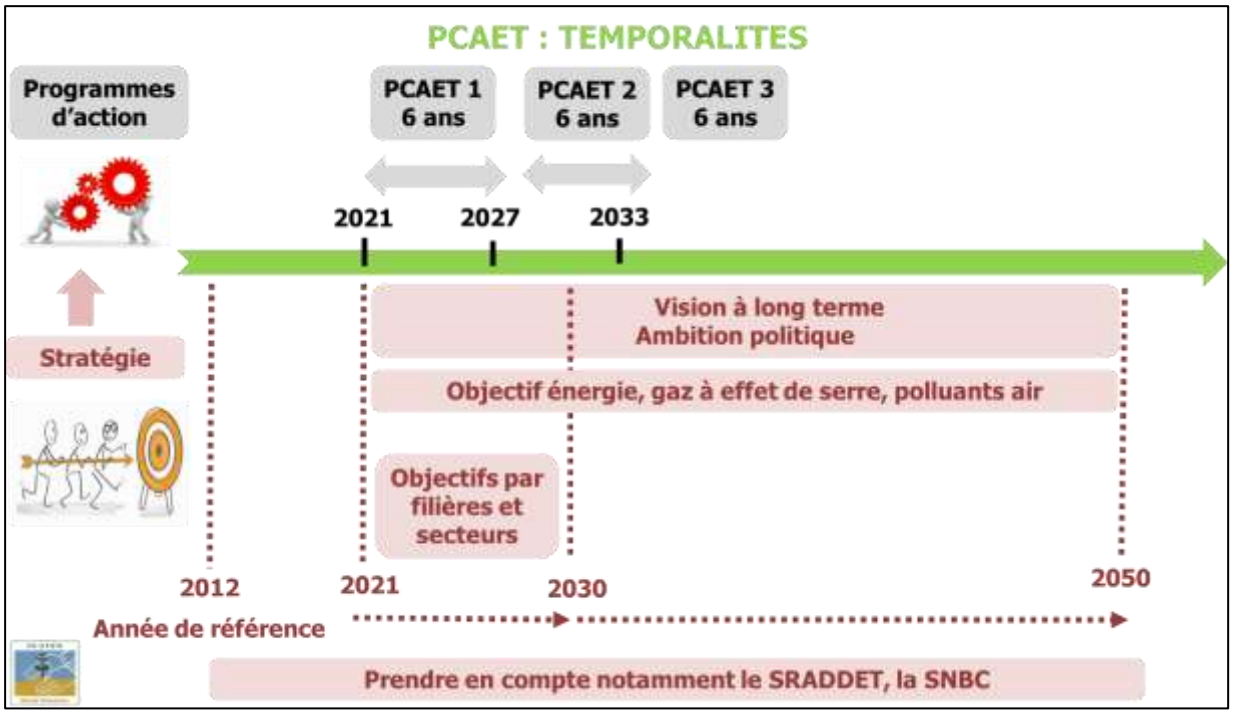


*Figure 3 : Temporalités du plan d'action et des objectifs stratégiques et opérationnels du PCAET (Source : IN VIVO)*

## 1.3 STRATEGIE DE FINANCEMENT

Le PCAET va amener les EPCI à relire l'ensemble de leurs politiques à l'aune des enjeux Climat-Air-Energie. La valorisation des actions déjà menées dans chaque politique sectorielle (habitat, transport, aménagement etc…) constitue un socle important de cette politique. Cependant, il parait indispensable de réaliser un effort financier supplémentaire conséquent, qui ne peut consister en la seule réaffectation de crédits existants.

Les budgets indiqués dans les fiches actions sont donnés à titre indicatif et feront l'objet, le cas échéant, d'ajustement dans le cadre de la mobilisation de crédits non connue ou précisée à ce jour émanant d'autres financeurs (AMI Région, AMI ADEME, AMI Etat, CRET, LEADER, …).

La mise en œuvre du plan d'actions nécessite des financements importants autour de nombreuses thématiques (habitat, mobilité, énergies renouvelables, …) qui reposeront sur l'intervention de différents opérateurs des sphères publiques et privées.

Pour mobiliser et répartir les financements nécessaires, il paraît important de mettre en place une contractualisation multi-partenariale en lien avec tout ou partie des actions du PCAET à l'instar de ce qui se pratique déjà dans d'autres domaines d'intervention (exemples : contrat de rivière, contrat de ville, contrat de relance et de transition écologique, ...).

Les contractualisations qui pourront voir le jour poursuivront les objectifs suivants :

- Constituer un cadre par lequel l'EPCI et ses partenaires (Etat, région, département, Banque des territoires, acteurs privés, bailleurs sociaux, fournisseurs d'énergie, parc naturel régional, …) s'engagent à mettre en œuvre et financer de manière concertée des actions du PCAET,
- Définir un programme technique et financier dans la durée permettant la réalisation des actions du PCAET,
- Assurer la mobilisation et la cohérence des financements sur des projets structurants,

- Formaliser un engagement « moral » sur un programme d'actions concertées entre les acteurs et financeurs signataires.

Ce travail multi-partenarial a déjà démarré en partie avec la participation des nombreux acteurs lors de l'élaboration du Plan Climat, il se poursuivra dans les années suivantes.

Un forum d'engagement, d'ores et déjà prévu, visera à rassembler tous les partenaires et financeurs potentiels du PCAET afin de réaffirmer et de préciser l'engagement de chaque structure dans ce projet.

## STRUCTURATION DU PLAN D'ACTIONS

| OBJECTIF STRATEGIQUE n° 1 : REDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET AMELIORER LA QUALITE DE L'AIR | | |
|---|---|---|
| **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **FICHE ACTION** | **PILOTE (S)** |
| **1.1 Rénover l'habitat, favoriser la sobriété énergétique réduire la précarité énergétique** | Renforcer l'accompagnement des ménages dans leur parcours de rénovation énergétique | CCPSMV/Communes |
| | Renforcer l'accompagnement des ménages dans leur parcours de rénovation énergétique | CALMV |
| | Accompagner les ménages en situation de précarité énergétique | CCPSMV |
| **1.2 Disposer d'un patrimoine et des services publics exemplaires** | Réduire les consommations d'énergie des bâtiments et des équipements publics | CCPSMV/Communes |
| | Réduire les consommations d'énergie des bâtiments et des équipements publics | CALMV/Communes |
| | Réduire les consommations d'énergie et les nuisances de l'éclairage public | CCPSMV/CALMV/Communes |
| | S'engager dans la labellisation Climat-Air-Energie et économie circulaire | CCPSMV |
| **1.3 Améliorer la maîtrise de l'énergie et la gestion environnementale des entreprises** | Accompagner les entreprises et les zones d'activités de manière concertée | CCPSMV/CALMV |
| | Favoriser un tourisme durable | CCPSMV/CALMV/EPIC Tourisme |
| | Accompagner les exploitations agricoles | CCPSMV/CALMV |

| OBJECTIF STRATEGIQUE N° 1 : REDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET AMELIORER LA QUALITE DE L'AIR | | |
|---|---|---|
| **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **FICHE ACTION** | **PILOTE (S)** |
| **1.4 Favoriser les alternatives à l'auto-solisme (vélo, marche à pied, voiture partagée, transport collectif) et les carburants/motorisations alternatifs.** | Elaborer et mettre en œuvre le schéma cyclable intercommunal | CCPSMV |
| | Lancer le Plan de Mobilité | CALMV |
| | Organiser la compétence AOM | CCPSMV |
| | Apaiser les centres-villes et les zones touristiques | Communes/CCPSMV/CALMV |
| | Développer l'intermodalité autour des gares et des pôles d'échanges | CALMV et CCPSMV et/ou communes |
| | Créer les infrastructures et promouvoir la pratique du vélo sur le territoire | CCPSMV/CALMV |
| | Favoriser les plans de mobilité des entreprises et des administrations | CCPSMV/CALMV |
| | Promouvoir la voiture partagée | CCPSMV/CALMV |
| | Convertir les flottes de véhicules des entreprises, des collectivités et des particuliers vers des motorisations/carburants alternatifs | CCPSMV/CALMV |
| **1.5 Prendre en compte le climat, l'air et l'énergie dans les documents d'urbanisme et mettre en œuvre des aménagements et constructions durables** | Intégrer des objectifs Climat-Air-Energie dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement/construction | Communes / SCoT |
| | Favoriser le télétravail | CCPSMV/CALMV |

| OBJECTIF STRATEGIQUE n° 2 : PRODUIRE ET UTILISER DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION | | |
|---|---|---|
| **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **FICHE ACTION** | **PILOTE (S)** |
| **2.1 Développer l'électricité la chaleur et le froid renouvelable ou de récupération** | Réaliser un schéma directeur de développement des énergies renouvelables et de récupération | SCoT |
| | Déployer le contrat d'objectif de développement des ENR thermique et de récupération | SEV |
| **2.2 Développer l'électricité renouvelable** | Accompagner le développement du photovoltaïque | CCPSMV/CALMV/SCoT |

| OBJECTIF STRATEGIQUE n° 3 : DEVELOPPER UNE ECONOMIE LOCALE ET CIRCULAIRE | | |
|---|---|---|
| **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **FICHE ACTION** | **PILOTE (S)** |
| **3.1 Promouvoir un système alimentaire territorial durable** | Impulser et mettre en œuvre des Projes alimentaires territoriaux | CCPSMV/CALMV |
| **3.2 Développer les échanges de ressources et de flux entre entreprises/industries** | Soutenir les démarches d'écologie industrielle et territoriale | Luberon Sorgues et Entreprendre |
| **3.3 Prévenir la production et valoriser les déchets** | Planifier la prévention et la gestion des déchets | CCPSMV/CALMV |

| OBJECTIF STRATEGIQUE n° 4 : S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SEQUESTRER LE CARBONE ET PRESERVER LA BIODIVERSITE | | |
|---|---|---|
| **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **FICHE ACTION** | **PILOTE (S)** |
| **4.1 Assurer une gestion concertée des usages de l'eau, économiser la ressource et protéger les captages d'eau potable** | Mettre en œuvre les outils de planification et des actions de gestion des eaux et des rivières | CCPSMV |
| | Mettre en œuvre les outils de planification et des actions de gestion des eaux et des rivières | CALMV |
| **4.2 S'adapter au changement climatique, séquestrer le carbone et préserver la biodiversité** | Faire évoluer les pratiques agricoles | Chambre d'Agriculture 84/CCPSMV/CALMV |
| | Adapter la gestion forestière | Communes/CCPSMV/CALMV |
| | Adapter le tourisme | Voir fiche action favoriser un tourisme durable |
| **4.3 Prévenir l'impact des risques naturels** | Mettre en œuvre les plans de prévention inondation et incendies et informer sur le risque retrait/gonflement des argiles | Communes CCPSMV |
| | Mettre en œuvre les plans de prévention inondation et incendies et informer sur le risque retrait/gonflement des argiles | Communes CALMV |
| **4.4 Maîtriser l'augmentation des températures en milieu urbanisé** | Développer la végétalisation dans la trame urbaine | Communes, CALMV, CCPSMV |

| OBJECTIF STRATEGIQUE n° 5 : MOBILISER LES CITOYENS | | |
|---|---|---|
| **OBJECTIFS OPERATIONNELS** | **FICHE ACTION** | **PILOTE (S)** |
| **5.1 Co-construire des actions avec les citoyens** | Favoriser l'émergence de projets d'énergies renouvelables citoyens | CCPSMV/CALMV<br>Communes |
| **5.2 Accompagner les changements de modes de vie** | Déployer des actions de communication et d'accompagnement | CCPSMV/CALMV<br>Communes |

## 1.4 DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

Le dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation du PCAET repose sur les instances de pilotage mise en œuvre pour son élaboration :

### 1.4.1 INSTANCES DE PILOTAGE ET VALIDATION

Trois instances permettent de piloter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PCAET en mode projet :

- **L'équipe projet**

L'équipe projet est composé de deux représentants élus par EPCI, des techniciens des deux EPCI et du directeur du SCOT. L'équipe projet est assistée des élus du Bureau du Syndicat mixte.

- **Le comité Syndical**

Ce comité est composé de l'ensemble des élus du Syndicat mixte qui valide les différentes étapes du PCAET. C'est lui qui a procédé au vote de « l'arrêt » et de « l'approbation » du PCAET.

- **Le comité partenarial**

Ce comité rassemble l'ensemble des acteurs socio-économiques et institutionnels du territoire.

### 1.4.2 INDICATEURS

Deux types d'indicateurs seront suivis. Ils seront précisés lors de la première revue de chaque fiche action.

- **Les indicateurs d'évaluation de l'efficacité du plan d'actions au niveau du territoire**

**Les indicateurs Climat-Air-Energie quantitatifs** suivants seront renseignés annuellement à l'échelle du territoire à partir des données de la base CIGALE :

- Consommations d'énergie finale (GWh/an),
- Production d'énergies renouvelables et de récupération par filières (GWh/an),
- Emissions de gaz à effet de serre par secteurs d'activités (kt eq$CO_2$/an),
- Emissions de polluants atmosphériques par type de polluants et par secteurs d'activités (t de polluants /an).

Ces données seront comparées à l'année de référence 2017 pour suivre leur pourcentage d'évolution annuelle et les comparer aux objectifs chiffrés du PCAET (voir rapport stratégie).

- **Les indicateurs de suivi de la réalisation de chaque action**

Ces indicateurs permettent de suivre l'avancée de l'action. Ils sont indiqués dans les fiches actions. Chaque pilote de projet suit ces indicateurs et rend compte à l'équipe projet, qui assure le reporting au Comité technique. La fréquence de suivi est annuelle et les méthodes de collecte des données varient selon l'indicateur.

Le dispositif de suivi des actions répond aux objectifs suivants :

- Piloter la mise en œuvre du plan d'actions pendant sa durée de vie (assurer un suivi précis de la réalisation des objectifs assignés dans le plan, valider, réorienter ou abandonner les actions),
- Apporter un regard transversal à sa mise en œuvre,
- Apprécier la gouvernance du projet et les partenariats en cours,

- Documenter de manière synthétique les actions engagées,
- Améliorer la lisibilité des actions pour les décideurs, financeurs et acteurs du territoire,
- Animer et fédérer les élus, acteurs du territoire,
- Disposer d'éléments de communication,
- Fournir des éléments pour des évaluations plus ciblées (champs d'activité ou actions particulières qui paraîtraient mériter un approfondissement).

Ce suivi consistera à situer l'avancement du projet dans le temps en s'appuyant sur une observation et une analyse annuelle. Il permettra d'apprécier la réalisation et les résultats directs des actions du plan.

Ces indicateurs seront compilés dans un tableau de bord afin de pouvoir communiquer régulièrement sur l'avancée des actions du programme. Il pourra également être utilisé pour assurer de façon continue la mobilisation des acteurs du territoire.

### 1.4.3 PROCESSUS

Le suivi et l'évaluation sont faits :

- Au fil de l'eau par chaque pilote d'action,
- Lors de la revue annuelle de chaque action,
- Lors de l'élaboration du bilan annuel qui fait l'objet d'une présentation en équipe projet, en comité syndical et en comité partenarial.

Le chargé de mission PCAET anime la mise en œuvre du programme et suit régulièrement son avancée en interrogeant les pilotes des actions, qui lui transmettent la valeur des indicateurs.

Un bilan d'avancement est établi chaque année et transmis aux instances de pilotages qui préconisent si besoin de réorienter des actions, ou de relancer des pilotes et des partenaires, voire de renforcer des moyens humains, techniques et financiers.

### 1.4.4 PILOTES, OPERATEURS ET PARTENAIRES

Les fiches action attribuent différents rôles aux acteurs qui y sont impliqués :

- **Pilote(s)**

Il s'agit des entités assurant la coordination de l'action. Lorsqu'il s'agit des EPCI les élus et des techniciens référents de l'action sont mentionnés. Dans certains cas, ils peuvent être pilotes de l'action au sein du PCAET sans que l'EPCI en assure la réalisation ni en soit partenaire. Ils assurent l'intégration et la cohérence de l'action dans la coordination et le suivi du PCAET (renseignement des indicateurs notamment) en lien avec son opérateur.

- **Opérateurs(s)**

Il s'agit des entités qui portent l'action et en assure la réalisation en lien avec les partenaires qui y sont impliqués (ci-dessous). A ce titre, elles définissent avec les partenaires le budget, le calendrier et le plan de financement des actions dont elles ont la responsabilité. Elles assurent le lien avec les référents de l'EPCI (pilotage).

- **Partenaire(s)**

Les partenaires sont associés à l'action et acceptent, dans le cadre du partenariat établit, de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser l'objectif de l'action. Ils sont associés étroitement à l'action par son opérateur.

# 2. REDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET AMELIORER LA QUALITE DE L'AIR

## 2.1 RENOVER L'HABITAT, FAVORISER LA SOBRIETE ENERGETIQUE, REDUIRE LA PRECARITE ENERGETIQUE

**Objectifs opérationnels chiffrés de la stratégie auxquelles les actions contribuent :**

Les actions du premier PCAET contribuent à l'atteinte des objectifs suivants :

| Objectifs à atteindre En 2030 | Ce que représente l'objectif | Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030) | GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030 |
|---|---|---|---|
| **RENOVER L'HABITAT** | | | |
| 4 650 équivalents maisons individuelles rénovées basse consommation | 18 % des maisons individuelles | 423 maisons/an | -30 |
| 2 600 équivalents appartements rénovés basse consommation | 29 % des appartements | 241 appartements /an | -10 |
| 16 250 ménages sensibilisés aux économies d'énergie | 48 % des ménages | 1 477 ménages /an | -25 |
| **FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES POMPES A CHALEUR** | | | |
| 1 925 logements équipés de pompes à chaleur géothermiques | 32 % du potentiel | 175 | +17,5 |
| 4 950 logements équipes de pompes à chaleur aérothermiques | 63 % du potentiel | 450 | +45 |
| **DEVELOPPER LE SOLAIRE THERMIQUE** | | | |
| 7.500 équivalents logements équipés | 37 % du potentiel | 681/an | +15 |
| **DEVELOPPER LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | |
| 14 400 maisons ou 855 bâtiments équipés (591 000 de $m^2$ de PV) | 10 % du potentiel | 54.000 $m^2$/an | +96 |
| **PROMOUVOIR LES APPAREILS DE CHAUFFAGE DOMESTIQUE AU BOIS PERFORMANTS** | | | |
| Non chiffré | Non chiffré | Non chiffré | - |

**Déclinaisons par EPCI**

| CALMV | | | | CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** | **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **RENOVER L'HABITAT** | | | | **RENOVER L'HABITAT** | | | |
| 2 840 | 17% | 258 | -18 | 1 810 | 17% | 165 | -12 |
| 1 700 | 22% | 155 | -7 | 900 | 22% | 82 | -3 |
| 10 120 | 42% | 920 | -16 | 6 130 | 41% | 557 | -9 |
| **FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES POMPES A CHALEUR** | | | | **FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES POMPES A CHALEUR** | | | |
| 1 230 | 32% | 112 | 11 | 700 | 32% | 64 | 6 |
| 3 030 | 63% | 275 | 28 | 1 930 | 63% | 175 | 18 |
| **DEVELOPPER LE SOLAIRE THERMIQUE** | | | | **DEVELOPPER LE SOLAIRE THERMIQUE** | | | |
| 4 500 | 33% | 409 | 9 | 3 000 | 33% | 273 | 6 |
| **DEVELOPPER LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | | **DEVELOPPER LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | |
| 355 200 | 9% | 32 300 | 58 | 235 200 | 9% | 21 400 | 38 |
| **PROMOUVOIR LES APPAREILS DE CHAUFFAGE DOMESTIQUE AU BOIS PERFORMANTS** | | | | **PROMOUVOIR LES APPAREILS DE CHAUFFAGE DOMESTIQUE AU BOIS PERFORMANTS** | | | |
| Non chiffré | Non chiffré | Non chiffré | - | Non chiffré | Non chiffré | Non chiffré | - |

A noter concernant cet axe, les nouvelles dispositions de la loi climat et résilience relatives à l'habitat et notamment les suivantes :

- **Gel du loyer des passoires thermiques :** Dès 2023, la révision et la majoration de loyer ne peuvent pas être appliquées dans les logements de la classe F ou de la classe G.
- **Audit énergétique obligatoire :** Dès 2022, lors des ventes de passoires énergétiques. A partir de 2025, l'obligation sera étendue aux logements classés E et en 2034 aux logement D.
- **Interdiction de mise en location des passoires thermiques :** Dès 2025 pour les étiquettes G, 2028 pour les étiquettes F, 2034 pour les étiquettes E non considérées comme « passoires énergétiques ».
- **Obligation d'un plan pluriannuel de travaux en copropriété :** sur la base d'une analyse technique, notamment du DPE.
- **Mise en place Service public de la rénovation (France Rénov) avec des accompagnateurs agréés.**
- **Financement du reste à charge :** accès à un prêt garanti par l'État pour tous les ménages.

### 2.1.1 ACTION N° 1 - RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES DANS LEUR PARCOURS DE RENOVATION ENERGETIQUE

Les actions du présent chapitre tiendront compte du nouveau service public de la rénovation de l'habitat France Renov'[1] qui est mis en place à partir du 1er janvier 2022. Ce nouveau service public qui doit permettre de garantir une offre plus visible et plus claire pour tous, afin de créer des parcours de rénovation plus complets et plus cohérents. Son pilotage est confié à l'ANAH. Il s'agit d'un service unique qui rassemble désormais le réseau FAIRE et le réseau ANAH dans lesquels les collectivités locales sont fortement impliqués. Les Espaces Conseil FAIRE et les Points rénovation information service de l'ANAH (PRIS) deviennent les Espaces Conseil France Renov'.

| **ACTION N° 1 A** |
|---|
| **Renforcer l'accompagnement des ménages dans leur parcours de rénovation énergétique** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

L'action comporte les volets suivants :

**a) Déployer le service FAIRE dans le cadre du financement SARE (ALTE)**

Il s'agit d'accompagner les ménages dans leurs projets de rénovation énergétique de l'habitat au travers du dispositif national FAIRE (Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Énergétique) qui s'appuie sur les financements du SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique) portés par l'ADEME dans le cadre de la récupération de CEE, le département de Vaucluse (porteur associé) et la Région SUD. Un parcours d'accompagnement des ménages est proposé aux ménages en maisons individuelles ou en copropriétés : premiers conseils, analyse technico-économique du projet de rénovation, accompagnement durant les travaux et suivi post travaux. Des actions de communication et de sensibilisation globale des ménages sont également menées.
Cet accompagnement fait l'objet d'une convention (2021 à 2023) entre la CCPSMV et l'ALTE qui est chargée d'assurer le service d'un point de vue opérationnel pour les ménages non éligibles aux aides de l'ANAH. Ce service est en effet complété par les aides proposées par l'ANAH pour les ménages modestes et très modestes via les opérateurs ANAH (SOLIHA) (cf. Programme d'Intérêt Général du Vaucluse 2020/2023 pour les communes de moins de 10 000 hab.).

**b) Mobiliser et référencer les artisans du territoire (CMAR)**

Ce volet est complémentaire du précédent et vise à sensibiliser et accompagner les artisans et les professionnels du bâtiment sur le marché de la rénovation énergétique. Pour cela, la CMAR dans le cadre de son action Rénover+, propose notamment des entretiens conseil individuels, des réunions d'information et de mise en relation. Une charte et un annuaire existent qui devront être actualisés. Un lien sera fait avec le service économique de la CCPSMV.

**c) Accompagner la mise en place du permis de louer (Communes)**

Le permis de louer est une mesure qui découle de décrets d'application de la loi ALUR. Il permet aux

[1] Ministère de la transition écologique, Dossier de presse, ***« France Rénov' : relever le défi de la rénovation des logements pour tous »***, 35 p.
https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/DP%20FRANCE%20RENOV.pdf

collectivités locales (aux EPCI ou à défaut aux communes) d'imposer une déclaration préalable ou une autorisation préalable à la location d'un logement pour des secteurs géographiques, des catégories de logements ou d'ensembles immobiliers. C'est un moyen de lutter contre l'habitat indécent mais aussi contre les passoires thermiques. En effet, depuis le décret du 11 janvier 2021 tout logement dont la consommation est supérieure à 450 $kWh_{EF}/m^2$.an est qualifié d'énergétiquement indécent. L'action vise à sensibiliser les communes et à les accompagner, si elles le souhaitent, dans la mise en œuvre de ce permis. L'Isle sur la Sorgue a déjà instauré, depuis le 1er janvier 2020, un permis de louer au travers d'une autorisation préalable de mise en location pour lutter contre les bailleurs peu scrupuleux et marchands de sommeil proposant à la location des logements dégradés.

### d) Programme d'Intérêt Général (PIG) de l'Isle sur la Sorgue

La Ville de L'Isle-sur-la-Sorgue s'associe depuis 2018 au Programme d'Intérêt Général porté par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et soutenu par le Département de Vaucluse et la Région PACA pour aider les propriétaires à améliorer leur logement locatif. Dans le cadre de ce programme, des aides financières ou des avantages fiscaux peuvent être proposés sous certaines conditions. Ces subventions peuvent porter sur des travaux d'économie d'énergie ou des travaux de réhabilitation pour des logements dégradés. SOLIHA 84 a été choisi comme opérateur de ce programme et est missionné pour intervenir auprès des propriétaires bailleurs et les accompagner dans la constitution de dossiers de demande de subvention.

### e) Promouvoir le remplacement des appareils de chauffage au bois peu performants par des appareils plus performants

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** (avec nom référent si connu) | |
|---|---|---|
| CCPSMV, Communes | ALTE | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Les ménages et artisans du territoire | Opérateurs, ANAH, ADIL, CMAR, SOLIHA, CAUE | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** (Avec n° fiche correspondante le cas échéant) | **CCPSMV** | Actions T8 et T 25 du PAED |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Etienne KLEIN et Angélique RIVOIRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | **Service FAIRE ménages :**<br>2021 : 61 294 €<br>2022 : 77 126 €<br>2023 : 86 066 €<br>**Service FAIRE artisans :**<br>2021 à 2023 : 3024 €/an<br>**Permis de louer** |
| | **Investissement** | |

| | | |
|---|---|---|
| | **Recette/Financements** | **Service FAIRE ménages :**<br>2021 : CEE + CD 84 : 33 705 €, CCPSM : 27 589 €<br>2022 : CEE + CD 84 : 41 621 €, CCPSM : 35 505 €<br>2023 : CEE + CD 84 : 53 291 €, CCPSM : 34 775 €<br>**Service FAIRE artisans :**<br>2021 à 2023 : CEE + CD 84 : 1512 €/an, CCPSM : 1512 €/an |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Déploiement du service FAIRE<br>- Organisation d'une réunion à destination des communes sur le permis de louer pour définir les besoins d'accompagnement |
| **2023** | - Déploiement du service FAIRE et recherche de nouveaux financements<br>- Mise en place de l'accompagnement autour du permis de louer |
| **2024** | - Déploiement du service FAIRE<br>- Mise en place de l'accompagnement autour du permis de louer |
| **2025** | - Déploiement du service FAIRE<br>- Mise en place de l'accompagnement autour du permis de louer |
| **2026** | - Déploiement du service FAIRE et recherche de nouveaux financements<br>- Mise en place de l'accompagnement autour du permis de louer |
| **2027** | - Déploiement du service FAIRE et recherche de nouveaux financements<br>- Mise en place de l'accompagnement autour du permis de louer |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | RESIDENTIEL, PETIT TERTIAIRE PRIVE | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES** | | |
|---|---|---|---|
| Information de premier niveau FAIRE (ménages) | 2021 : 220 | 2022 : 224 | 2023 : 254 |
| Conseil personnalisé FAIRE (ménages) | 2021 : 220 | 2022 : 224 | 2023 : 254 |
| Accompagnement aux travaux FAIRE (ménages) | 2021 : 38 | 2022 : 42 | 2023 : 52 |
| Suivi des travaux des ménages FAIRE (ménages) | 2021 : 2 | 2022 : 4 | 2023 : 7 |
| Information de premier niveau FAIRE (petit tertiaire privé) | 2021 : 17 | 2022 : 18 | 2023 : 46 |
| Conseil personnalisé FAIRE (petit tertiaire privé) | 2021 : 6 | 2022 : 8 | 2023 : 9 |
| Nombre d'artisans formés RGE | | | |
| Nombre de réunions de sensibilisation/formation artisans | Réunion d'information du petit tertiaire privé | | |

| | |
|---|---|
| Nombre de permis de louer accordés | Renseignement a posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | Pérennisation des financements après 2023<br>Difficulté de recenser les rénovations se faisant sans aides publiques<br>Difficulté d'effectuer un suivi des travaux |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | Pérennisation des financements après 2023<br>Difficulté de recenser les rénovations se faisant sans aides publiques<br>Difficulté d'effectuer un suivi des travaux |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | Avis positif sur la rénovation de l'habitat |

## ACTION N° 1 B

## Renforcer l'accompagnement des ménages dans leur parcours de rénovation énergétique

### CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION

La communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse s'est dotée d'un **Programme Local de l'Habitat** qui contribue à accompagner les ménages en situation de précarité énergétique et à lutter contre l'habitat indigne.

a) **L'EPCI abonde les aides du PIG départemental et de l'OPAH-RU de Cavaillon** (action 9 du Programme Local de l'Habitat 2020-2025 : « mettre en place le ou les dispositif(s) d'amélioration de l'habitat privé en complément du PIG départemental ».

Le Département de Vaucluse a engagé son 5ème Programme d'Intérêt Général, PIG, pour la période 2020-2023, afin de poursuivre l'effort de soutien aux propriétaires, occupants ou bailleurs, qui améliorent leur habitat privé dans les communes de moins de 10 000 habitants. Luberon Monts de Vaucluse Agglomération a choisi d'abonder les aides des partenaires du PIG, Département, ANAH et Région, dans ce cadre, et à hauteur de 50 000€ par an. (10% des travaux pour les propriétaires modestes et très modestes, et 15% pour les propriétaires bailleurs de logements conventionnés social, très social et intermédiaires).

Pour l'OPAH-RU du centre-ville, le volet « énergie et précarité énergétique » vaut protocole territorial permettant d'engager des crédits du programme *Habiter mieux* sur le périmètre, en complément d'autres aides publiques ou privées. Les conditions d'accès et les modalités de mise en œuvre des aides du programme *Habiter mieux* sont celles définies dans les délibérations du CA de l'Anah du 29 Novembre 2017. L'amélioration thermique est un des objectifs prioritaires de l'OPAH-RU. Elle a pour but, à la fois de lutter contre la précarité énergétique des ménages les plus vulnérables socialement, et rendre plus attractifs les logements du centre ancien. Luberon Monts de Vaucluse Agglomération a prévu une enveloppe de 75 000€ annuelle pour la prise en charge des travaux (propriétaires très modestes : 8%- propriétaires modestes : 6%, dans le cadre du programme *Habiter mieux*, et un plafond de travaux de 20 000€ / propriétaires bailleurs : 5% des travaux dans le cadre du programme *Habiter mieux* avec un plafond de 60 00€).

Ce volet s'articule avec le troisième Plan départemental d'actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes défavorisées (PDALPHPD 2017-2022) de Vaucluse notamment son action n° 9 « Développer des moyens pour lutter contre la précarité énergétique affectant les publics du Plan ».

**b) Déployer le service FAIRE dans le cadre du financement SARE (PNRL)**

Il s'agit d'accompagner les ménages dans leurs projets de rénovation énergétique de l'habitat au travers du dispositif national FAIRE (Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Énergétique) qui s'appuie sur les financements du SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique) portés par l'ADEME dans le cadre de la récupération de CEE, le département de Vaucluse (porteur associé) et la Région SUD. Un parcours d'accompagnement des ménages est proposé aux ménages en maisons individuelles ou en copropriétés : premiers conseils, analyse technico-économique du projet de rénovation, accompagnement durant les travaux et suivi post travaux. Des actions de communication et de sensibilisation globale des ménages sont également menées.

**c) Permis de louer**

Le Programme Local de l'Habitat instaure l'autorisation préalable de mise en location sur certaines zones de son territoire présentant des risque de logements indignes et/ou de marchands de sommeil et décide de la mise en œuvre d'un Programme Opérationnel Préventif d'Accompagnement des copropriétés (POPAC) (Action 11 : « Améliorer la connaissance des besoins d'intervention et d'accompagnement sur les copropriétés fragiles ou dégradées » et Action 12 : » Résorber l'habitat indigne, les bâtiments menaçant ruine et lutter contre les marchands de sommeil »)

Le permis de louer est une mesure qui découle de décrets d'application de la loi ALUR. Il permet aux collectivités locales (aux EPCI, ou à défaut aux communes) d'imposer une déclaration préalable à la location ou une autorisation préalable à la mise en location d'un logement pour des secteurs géographiques, des catégories de logements ou d'ensembles immobiliers. C'est un moyen de lutter contre l'habitat indécent mais aussi contre les passoires thermiques. En effet, depuis le décret du 11 janvier 2021 tout logement dont la consommation est supérieure à 450 $kWh_{EF}/m^2$.an est qualifié d'énergétiquement indécent. L'action vise à sensibiliser les communes et à les accompagner, si elles le souhaitent, dans la mise en œuvre de ce permis.

**d) Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC)**

Dans le cadre du futur POPAC, il s'agira notamment pour l'EPCI d'accompagner les copropriétés énergivores dans la réalisation d'un plan de financement pour la réhabilitation thermique (mobilisation du dispositif *Habiter Mieux* Copropriété de l'Anah).

**e) La promotion du remplacement des appareils de chauffage au bois peu performants par des appareils plus performants est intégré dans cette action.**

<table>
<tr><th colspan="2">PILOTE (S)</th><th colspan="2">OPERATEUR(S) PRINCIPAL</th></tr>
<tr><td colspan="2">CALMV</td><td colspan="2">ALTE, PNRL</td></tr>
<tr><th colspan="2">CIBLES/BENEFICIAIRES</th><th colspan="2">PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)</th></tr>
<tr><td colspan="2">Les ménages et artisans du territoire</td><td colspan="2">ANAH, ADIL, SOLIHA</td></tr>
<tr><td colspan="2">CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES</td><td>CALMV</td><td>PLH<br>OPAH-RU et Action Cœur de Ville de Cavaillon<br>PIG départemental<br>PDALPHPD 2017-2022 de Vaucluse<br><br>CRTE<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.1 réduire et compenser les consommations énergétiques</td></tr>
</table>

| | | |
|---|---|---|
| | | 2.1.2 accompagner la rénovation énergétique des logements |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Magali DEBAERE | **Elu(s):** Sylvie GREGOIRE/Richard KITAEFF | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | **PIG :** 50 000€/an pour LMV<br>**OPAH-RU :** 75 000€/an pour LMV<br>**POPAC :** 90 000€ |
| | **Investissement** | **PIG :** 0€<br>**OPAH-RU :** 0€ |
| | **Recette/Financements** | |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Abondement des aides du PIG et de l'OPAH-RU<br>- Mise en œuvre du permis de louer<br>- Lancement du POPAC |
| **2023** | - Abondement des aides du PIG et de l'OPAH-RU<br>- Mise en œuvre du permis de louer<br>- Mise en œuvre du POPAC |
| **2024** | - Abondement des aides du PIG (sous-réserve de reconduction du PIG départemental) et de l'OPAH-RU<br>- Mise en œuvre du permis de louer<br>- Mise en œuvre du POPAC |
| **2025** | - Abondement des aides du PIG (sous-réserve de reconduction du PIG départemental) et de l'OPAH-RU<br>- Mise en œuvre du permis de louer<br>- Mise en œuvre du POPAC |
| **2026** | - 2ème PLH |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | RESIDENTIEL | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS ASSOCIES |
|---|---|
| Nombre de logements rénovés dans le cadre du PIG | |
| Nombre de logements rénovés dans le cadre de l'OPAH-RU | |
| KWh économisés | |
| Nombre de permis de louer accordés | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | Difficulté de recenser les rénovations se faisant sans aides publiques |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | Avis positif sur la rénovation de l'habitat |

### 2.1.2 ACTION N° 2 - ACCOMPAGNER LES MENAGES EN SITUATION DE PRECARITE ENERGETIQUE

| ACTION N° 2 |
|---|
| **Accompagner les ménages en situation de précarité énergétique** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

A l'échelle du territoire du SCoT, 18 % des ménages sont considérés en situation de précarité énergétique dans leur logements (Source : diagnostic du PCAET). Pour mémoire, un ménage est considéré en situation de précarité énergétique s'il consacre plus de 10 % de ses revenus déclarés à ses dépenses d'énergie. Rappelons également que la précarité énergétique a plusieurs causes qui presque toujours se combinent :

609 Le faible niveau de revenu des ménages, rendant difficile le paiement des factures, et empêchant des investissements permettant de diminuer la facture, pour atteindre un niveau de confort supérieur ou égal,

610 La faible performance énergétique des logements qui entraîne une surconsommation énergétique pour atteindre un niveau de confort minimal,

611 L'utilisation de certaines énergies de chauffage (électricité, fioul, propane…) dont le coût déjà élevé est amené à croître.

L'action a pour objectif de mettre en œuvre, à l'échelle du territoire, une politique de lutte contre la précarité énergétique. Elle comporte les deux volets suivants :

- **Identifier et orienter les ménages repérés par les acteurs sociaux et les communes**

La CCPSMV a déjà mis en place en ce sens une fiche d'orientation utilisée notamment par les CCAS.

- **Etudier l'opportunité de poursuivre le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME)**

Ce service est un dispositif national de lutte contre la précarité énergétique porté par le Département de Vaucluse et cofinancé partiellement par des CEE précarité pour l'année 2021. Il est proposé aux EPCI qui souhaitent le mettre en œuvre de s'associer à ce financement. Le dispositif SLIME cible les ménages aux revenus modestes et très modestes (éligibles ANAH). L'intervention au travers de visites à domicile porte sur des aspects techniques et pratiques : éco-gestes, analyse des factures, repérage des postes de dépenses et des anomalies, préconisations d'amélioration des logements et orientation vers les partenaires et les aides existantes pour la réalisation de ces opérations (Fonds de Solidarité pour le logement, Fonds Sociaux d'Aide aux Travaux de Maîtrise de l'Energie, FSATME). 16 visites ont été réalisées en 2021 par l'ALTE sur le territoire de la CCPSMV.

Cette action s'articule avec les activités du service d'accompagnement à la rénovation énergétique des ménages (voir fiche action n°1 a) et avec le troisième Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes défavorisées (PDALHPD 2017-2022) de Vaucluse notamment son action n° 9 « Développer des moyens pour lutter contre la précarité énergétique affectant les publics du Plan ».

| Pilote | OPERATEUR(S) PRINCIPAL |
|---|---|
| CCPSMV | ALTE |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** |
| Les ménages modestes et très modestes en situation de précarité énergétique | Fournisseurs d'énergie, Opérateurs ANAH, Communes, CAF, Département de Vaucluse (Habitat + insertion FSL), Services sociaux, Associations (Rhéso), ADIL 84, Compagnons bâtisseurs |

| CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES | CCPSMV | Actions T12 du PAED |
|---|---|---|

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Etienne KLEIN et Angélique RIVOIRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| BUDGET PREVISIONNEL | | |
|---|---|---|
| | **Fonctionnement** | |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | 612 Repérage et orientation des ménages<br>613 Eude de l'opportunité de déployer le SLIME |
| **2023** | 614 Repérage et orientation des ménages |
| **2024** | 615 Repérage et orientation des ménages |
| **2025** | 616 Repérage et orientation des ménages |
| **2026** | 617 Repérage et orientation des ménages |
| **2027** | 618 Repérage et orientation des ménages |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | RESIDENTIEL | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS ASSOCIES |
|---|---|
| Nombre de ménages orientés | A renseigner à posteriori |
| Nombre de ménages ayant bénéficié d'une visite à domicile | 2021 : 16<br>Renseignement a posteriori |
| KWh économisés | Renseignement a posteriori |

| COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE | |
|---|---|

| CONSULTATION HABITANTS | - |
|---|---|

## 2.2 DISPOSER D'UN PATRIMOINE ET DES SERVICES PUBLICS EXEMPLAIRES

**Objectifs opérationnels chiffrés de la stratégie auxquelles les actions contribuent :**

Les actions contribuent à l'atteinte des objectifs suivants :

| Objectif à atteindre en 2030 | Ce que représente l'objectif | Rythme annuel sur 11 ans (2020/2030) | GWh/an en 2030 d'économie ou de production d'énergie additionnelle |
|---|---|---|---|
| **SECTEUR TERTIAIRE (PRIVE ET PUBLIC)** | | | |
| 157 000 $m^2$ d'équivalents bureaux ou de commerces rénovés basse consommation | 20 % des bureaux ou commerces | 14 300 $m^2$ de bureaux ou de commerces | -15 |
| 301 000 $m^2$ faisant l'objet d'actions de sobriété et d'efficacité énergétique | 37 % des usagers | 27 400 $m^2$ | -20 |
| **DEVELOPPER L'USAGE DU BOIS ENERGIE** | | | |
| 43 chaufferies bois de 0,3 MW chacune | 31 % du potentiel | 4/an | +32,5 |
| **FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES POMPES A CHALEUR** | | | |
| 1 925 logements/bâtiments équipés de pompes à chaleur géothermiques | 32 % du potentiel | 175 | +17,5 |
| 4 950 logements/ bâtiments équipes de pompes à chaleur aérothermiques | 63 % du potentiel | 450 | +45 |
| **FAVORISER LE SOLAIRE THERMIQUE** | | | |
| 7.500 équivalents logements équipés | 37 % du potentiel | 681/an | +15 |

A noter que pour les bâtiments publics, le dispositif Eco Energie Tertiaire devra être mis en œuvre et renseigné d'ici septembre 2022. En outre, une stratégie devra être élaborée pour atteindre progressivement les objectifs de réduction de la consommation énergétique, soit en valeur relative par rapport à une année de référence (-40% en 2030 ; -50% en 2040 ; -60% en 2050), soit en valeur absolue en fonction de la catégorie du bâtiment.

**Déclinaison par EPCI :**

| CALMV | | | | CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** | **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **SECTEUR TERTIAIRE (PRIVE ET PUBLIC)** | | | | **SECTEUR TERTIAIRE (PRIVE ET PUBLIC)** | | | |
| 104 800 | 20 % des bureaux ou commerces | 9 500 | -10 | 52 200 | 20 % des bureaux ou commerces | 4 700 | -5 |
| 201 000 | 37 % des usagers | 18 300 | -13 | 100 000 | 37 % des usagers | 9 100 | -7 |
| **DEVELOPPER L'USAGE DU BOIS ENERGIE** | | | | **DEVELOPPER L'USAGE DU BOIS ENERGIE** | | | |
| 30 | 18% | 3 | 20 | 20 | 18% | 2 | 13 |
| **FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES POMPES A CHALEUR** | | | | **FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES POMPES A CHALEUR** | | | |
| 1 230 | 32% | 112 | 11 | 700 | 32% | 64 | 6 |
| 3 030 | 63% | 275 | 28 | 1 930 | 63% | 175 | 18 |
| **FAVORISER LE SOLAIRE THERMIQUE** | | | | **FAVORISER LE SOLAIRE THERMIQUE** | | | |
| 4 500 | 33% | 409 | 9 | 3 000 | 33% | 273 | 6 |

### 2.2.1 ACTION N° 3 - REDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE DES BATIMENTS ET DES EQUIPEMENTS PUBLICS

| **ACTION N° 3 A** |
|---|
| **Réduire les consommations d'énergie des bâtiments et des équipements publics** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Les bâtiments des collectivités représentent en moyenne 76% des consommations d'énergie globales des communes. (Source : ADEME, Enquête Énergie et patrimoine communal).
La réduction de leur consommation et des charges d'exploitation associées passe par :

- Un suivi des consommations et d'adaptation des contrats d'énergie,
- La réalisation de diagnostics énergétiques pour prioriser les interventions,
- La mise en œuvre de travaux de rénovation énergétique des bâtiments notamment les plus énergivores. Ces travaux pourront être corrélés à la mise en œuvre d'énergies renouvelables pour la production de chaleur/froid par exemple ou encore la production d'électricité sur toitures.
- L'installation d'équipements performants et de gestion active.
- La recherche de financements et l'identification des types de marchés de travaux adaptés à chaque projet (loi MOP, CPE, MPGP).

Cette action vise à traduire concrètement l'exemplarité des collectivités et d'améliorer le confort des agents et administrés usagers des bâtiments concernés (amélioration du confort thermique des écoles et adaptation au changement climatique). Elle permet également de répondre pour les bâtiments concernés aux exigences du décret tertiaire.

L'action est mise en œuvre par le Parc Naturel Régional du Lubéron (PNRL)
Soit dans le cadre, la CALMV et les communes adhérentes du Services d'Economies Durables En Luberon (SEDEL) avec lequel la CALMV conventionne depuis 2011 (convention 2021/2024 en cours). Dans ce cadre, les communes de la CALMV bénéficient des services d'un conseiller en énergie qui permet de :

- Suivre et optimiser les consommations d'énergie,
- Planifier et programmer les actions,
- Favoriser le développement des énergies renouvelables
- Former et sensibiliser les acteurs locaux.

Soit d'une mission d'Ingénierie Bâtiment prenant la forme d'une d'Assistance à maîtrise d'Ouvrage (AMO) comprenant la réalisation de diagnostic thermique simplifié assorti de la définition de programme de travaux chiffrés. Ces opérations sont conduites selon une approche globale portant à la fois sur les systèmes et sur l'enveloppe avec un objectif systématique de réduction à minima de 50% des consommations énergétiques.

| **PILOTES** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CALMV et Communes | PNRL | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Communes et usagers des bâtiments et équipements concernés | Réseau des économes de flux + Ingénierie bâtiment AMO | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CALMV**<br>**Communes** | - Conventions PNRL des communes et de la CALMV avec le PNRL<br>- Convention AMO au cas par cas<br>**CRTE**<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.1 réduire et compenser les consommations énergétiques |

| | | |
|---|---|---|
| | | - 2.3 Eduquer, informer et promouvoir la sobriété énergétique |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Catherine BAHLER** | **Elu(s) : Gérard DAUDET/Sylvie GREGOIRE** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | 2021 à 2024 : CALMV : 5 250 €/an |
| | **Investissement** | En fonction des projets de rénovation identifiés |
| | **Recette/Financements** | DSIL, DETR, ADEME, Région SUD, Banque des territoires, CEE. |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Suivi des consommations<br>- Identification des bâtiments relevant du décret tertiaire et information de la base de données OPERAT |
| **2023** | - Diagnostics des premiers sites et mise en œuvre des actions à faible investissement (actualisation/abonnements, petits travaux, etc…)<br>- Audits énergétiques des bâtiments prioritaires |
| **2024** | - Définition des bouquets travaux chiffrés par bâtiment et des gains associés<br>- Recherche de financement<br>- Lancement des consultations<br>- Réalisation des projets lourds de rénovation |
| **2025** | - Renouvellement conventionnement<br>- Poursuite des travaux de réalisation lourds de rénovation |
| **2026** | - Renouvellement conventionnement |
| **2027** | - Renouvellement conventionnement |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS ASSOCIES |
|---|---|
| Nombre d'audits réalisés | A renseigner à posteriori |
| Nombre de $m^2$ rénovés | A renseigner à posteriori |
| KWh économisés | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

| ACTION N° 3 B |
|---|
| **Réduire les consommations d'énergie des bâtiments et des équipements publics** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Les bâtiments des collectivités représentent en moyenne 76% des consommations d'énergie globales des communes. (Source : ADEME, Enquête Énergie et patrimoine communal).<br>La réduction de leur consommation et des charges d'exploitation associées passe par :<br><br>▪ Un suivi des consommations et d'adaptation des contrats d'énergie,<br>▪ La réalisation de diagnostics énergétiques pour prioriser les interventions,<br>▪ La mise en œuvre de travaux de rénovation énergétique des bâtiments notamment les plus énergivores. Ces travaux pourront être corrélés à la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelables pour la production de chaleur, de froid ou d'électricité.<br>▪ l'installation d'équipements performants et de gestion active ne doit pas être oubliée pour atteindre les objectifs de réduction de la consommation des bâtiments et accompagner les gestionnaires, les occupants et les usagers.<br>▪ La recherche de financements et l'identification des types de marchés de travaux adaptés à chaque projet (loi MOP, CPE, MPGP).<br><br>Cette action vise à traduire concrètement l'exemplarité des collectivités et à améliorer le confort des agents et des administrés usagers des bâtiments concernés (amélioration du confort thermique des écoles et adaptation au changement climatique).<br><br>L'action comporte les volets suivants :<br><br>• **Mettre à disposition une compétence Energie mutualisée**<br>Dans un premier temps, mobilisation de 2/5 d'ETP par la CCPSMV dès 2021 sur cette mission puis étude de l'opportunité du recrutement d'un conseiller en énergie partagée à temps plein.<br><br>• **Rénover les bâtiments et équipements publics**<br>Ce volet découle des analyses et de la hiérarchisation qui seront réalisées par l'économe de flux. Les bâtiments soumis aux exigences du décret tertiaire seront envisagés prioritairement. |

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CCPSMV et Communes | CCPSMV, Communes, SEV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Communes et usagers des bâtiments et équipements concernés | FNCCR, Réseau des économes de flux, | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | ▪ PAED : Action T31<br>▪ CRTE : Fiche projet 1.5 (centre aquatique durable) |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Etienne KLEIN et Angélique RIVOIRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | 2021-2024 : Temps agent CCPSMV : 2/5 ETP pour communes<br>Service Bâtiment pour CCPSMV |

| | | |
|---|---|---|
| | | 2022 : Recrutement conseiller en énergie partagée: |
| | **Investissement** | En fonction des projets de rénovation identifiés |
| | **Recette/Financements** | DSIL, DETR, ADEME, Région SUD, Banque des territoires, CEE. |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2021** | - Mise à disposition de la compétence mutualisée (assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets de rénovation énergétique portés par les communes)<br>- Diagnostics des premiers sites et mise en œuvre des premières actions à faible investissement (actualisation/abonnements, petits travaux, etc…)<br>- Mise en place d'un outil de suivi des consommations et identification des bâtiments les plus énergivores |
| **2022** | - Mise en place d'un outil de suivi des consommations et identification des bâtiments les plus énergivores<br>- Suivi des consommations<br>- Audits énergétiques des bâtiments prioritaires<br>- Définition des bouquets travaux chiffrés par bâtiment et des gains associés<br>- Recherche de financement<br>- Lancement des consultations |
| **2023** | - Suivi des consommations<br>- Réalisation des projets lourds de rénovation |
| **2024** | - Suivi des consommations<br>- Réalisation des projets lourds de rénovation |
| **2025** | - Suivi des consommations<br>- Réalisation des projets lourds de rénovation |
| **2026** | - Suivi des consommations |
| **2027** | - Suivi des consommations |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | RESIDENTIEL | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS/INDICATEURS ASSOCIES** |
|---|---|
| Nombre d'audits réalisés | A renseigner à posteriori |
| Nombre de $m^2$ rénovés | A renseigner à posteriori |
| KWh économisés | A renseigner à posteriori |
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| **CONSULTATION HABITANTS** | - |
|---|---|

### 2.2.2 ACTION N° 4 - REDUIRE LES CONSOMMATIONS D'ENERGIE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

| ACTION N° 4 |
|---|
| **Réduire les consommations d'énergie et les nuisances de l'éclairage public** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Après les bâtiments publics, l'éclairage public est le deuxième poste le plus énergivore des collectivités selon l'enquête « Énergie et patrimoine communal » de l'ADEME.

Des diagnostics d'éclairage public ont déjà été initiés avec des travaux associés dans de nombreuses communes par le Syndicat d'Energie du Vaucluse (SEV) sur le territoire de la CCPSMV et le PNRL (SEDEL) sur le territoire de la CALMV. Certaines communes ont également mis en place l'extinction de l'éclairage public selon une programmation horaire. Les voiries communautaires sont également concernées.

L'objectif de l'action est de poursuivre cette démarche de réduction des consommations de l'éclairage public (diagnostic suivi d'actions, déploiement de lanternes à LED, extinction nocturne, réduction de l'amplitude horaire d'allumage, …) et, par la même occasion, les nuisances sur la faune.

L'action concernera prioritairement les volets suivants ;

- **Réduire les consommations d'énergie de l'éclairage public**

Le SEV pourra aider les communes en mettant à leur disposition des moyens de réalisation des diagnostics du réseau d'éclairage public, de programmation et de réalisation des travaux dans le cadre de l'enveloppe financière allouée par le syndicat aux travaux de rénovation et du dispositif de valorisation des certificats d'économies d'énergie (CEE). De même, la CALMV et les communes pourront bénéficier des aides du PNRL dans le cadre du programme SEDEL.

- **Participer à des événements type « Le jour de la nuit »**

La pollution lumineuse est une nuisance provoquée par la multiplication des points lumineux (éclairage des villes, néons, panneaux publicitaires). Cette multiplication a un impact significatif sur la biodiversité nocturne et sur la disparition du ciel étoilé. Le Jour de la Nuit est un évènement national dont l'objectif est d'attirer l'attention du grand public sur les conséquences de cette pollution. Au cours de cette manifestation les animations proposées au public comprennent des découvertes ludiques de la faune et de la flore, des séances d'observation des étoiles et du ciel nocturne. En parallèle, les communes sont invitées à procéder à l'extinction d'une partie de leur éclairage public.

- **Etudier l'opportunité de la mise en place d'une Trame Noire**

La trame noire est l'ensemble des corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes. Son étude est à relier aux trames vertes et bleues dont le code de l'environnement prévoit qu'elles prennent en compte la gestion de la lumière artificielle la nuit. L'approche est à réaliser à l'échelle du SCoT.

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CCPSMV/CALMV et Communes | SEV et PNRL<br>SCoT (trame noire) | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Communes, EPCI | ARBE – Fournisseurs d'électricité, Enédis | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Actions T13 du PAED |
| | **CALMV** | Convention SEDEL avec le PNRL<br>CRTE<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique |

| | | |
|---|---|---|
| | | 2.1 réduire et compenser les consommations énergétiques |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Vincent RIVOIRE | **Elu(s) :** Etienne KLEIN et Angélique RIVOIRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Catherine BAHLER** | **Elu(s) : Sylvie GREGOIRE** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Temps agent SEV et SEDEL |
| | **Investissement** | En fonction des projets de rénovation identifiés |
| | **Recette/Financements** | SEV, CEE.<br>Convention CALMV/PNRL et Communes/PNRL |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Réaliser un diagnostic de l'éclairage public sur l'ensemble des communes (3 ans)<br>- Planification des travaux<br>- Etude opportunité/faisabilité trame noire (2 ans)<br>- Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse et participation au jour de la nuit |
| **2023** | - Réalisation des travaux de rénovation<br>- Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse et participation au jour de la nuit |
| **2024** | - Réalisation des travaux de rénovation<br>- Mise en œuvre trame noire<br>- Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse et participation au jour de la nuit |
| **2025** | - Réalisation des travaux de rénovation<br>- Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse et participation au jour de la nuit |
| **2026** | - Réalisation des travaux de rénovation<br>- Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse et participation au jour de la nuit |
| **2027** | - Réalisation des travaux de rénovation<br>- Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse et participation au jour de la nuit |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS |
|---|---|
| Nombre d'audits réalisés | A renseigner a posteriori |
| Nombre de points lumineux modernisés | A renseigner a posteriori |
| KWh économisés | A renseigner a posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

### 2.2.3 ACTION N° 5 - S'ENGAGER DANS LA LABELLISATION CLIMAT-AIR-ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE

| ACTION N° 5 |
|---|
| **S'engager dans la labellisation Climat-Air-Energie et économie circulaire** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Les deux EPCI souhaitent s'engager dans le programme territoire engagé pour la transition écologique mis en place par l'ADEME. Pour le CALMV cet engagement est encore au stade de réflexion.

La CCPSMV souhaite signer avec l'ADEME un contrat d'objectif territorial (COT). Ce contrat consiste à mettre en œuvre les deux référentiels d'action suivants :

- **Climat Air Energie**

Le **référentiel Climat Air Energie** est l'appellation française du label européen European Energy Award qui récompense les collectivités engagées dans un processus de management de la qualité de leur politique climat-air-énergie. Ce label leur permet, après un diagnostic, de structurer leur démarche climat, air et énergie. Le **référentiel Climat Air Energie** est à la fois un outil opérationnel d'amélioration continue et une démarche favorisant la reconnaissance par l'attribution d'un label qui consacre les politiques énergétiques performantes. Six domaines d'intervention sont concernés :

- Planification du développement territorial,
- Patrimoine de la collectivité,
- Energie, eau, assainissement, déchets, biodiversité,
- Mobilité,
- Organisation interne,
- Coopération et communication.

- **Economie circulaire**

Le référentiel a pour objectif d'aider concrètement les collectivités à dresser un état des lieux de leur politique en matière d'économie circulaire et à mesurer leur performance globale afin de déterminer leur stratégie d'actions. Il englobe les différentes thématiques de l'économie circulaire dont la prévention et la gestion des déchets, l'écologie industrielle et territoriale, la mobilisation des acteurs économiques, les achats et la consommation responsables, etc. Il fonctionne à travers une démarche d'amélioration continue.

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CCPSMV - CALMV | CCPSMV - CALMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Bénéficiaires liés aux compétences de l'EPCI et à ses partenaires | ADEME | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Actions T29 du PAED<br>Contrat d'Objectif Territorial avec l'ADEME |
| | **LMV** | |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Etienne KLEIN et Angélique RIVOIRE | | |
| | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |

| NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL | | | |
|---|---|---|---|

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Laurence CHABAUD-GEVA** | **Elu(s) : Christian MOUNIER** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Conseiller AMO mis à disposition par l'ADEME. |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | ADEME (contrat de 4 ans) avec une part fixe de 75 000 € et une part variable de 225 000 € en fonction du niveau d'atteinte des objectifs fixés. |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER CCPSMV | |
|---|---|
| **2022** | - Etat des lieux<br>- Constitution des instances de gouvernance<br>- Définition des objectifs et du programme d'actions<br>- Audit |
| **2023** | - Mise en œuvre du programme d'actions et bilan annuel |
| **2024** | - Mise en œuvre du programme d'actions et bilan annuel |
| **2025** | - Mise en œuvre du programme d'actions, bilan annuel et audit final. |
| **2026** | - Etude des possibilités de renouvellement de la démarche |
| **2027** | - |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER CALMV | |
|---|---|
| **2022** | - Etat des lieux |
| **2023** | - Constitution des instances de gouvernance<br>- Définition des objectifs et du programme d'actions<br>- Audit |
| **2024** | - Mise en œuvre du programme d'actions et bilan annuel |
| **2025** | - Mise en œuvre du programme d'actions, bilan annuel et audit final. |
| **2026** | - Etude des possibilités de renouvellement de la démarche |
| **2027** | - |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TOUS | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS ASSOCIES |
|---|---|
| Niveau de reconnaissance atteint | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

## 2.3 AMELIORER LA MAITRISE DE L'ENERGIE ET LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

**Objectifs opérationnels chiffrés de la stratégie auxquelles les actions contribuent :**

Les actions contribuent à l'atteinte des objectifs suivants :

| Objectif à atteindre en 2030 | Ce que représente l'objectif | Rythme annuel sur 11 ans (2020/2030) | GWh/an en 2030 d'économie ou de production d'énergie additionnelle |
|---|---|---|---|
| **SECTEUR TERTIAIRE (PRIVE ET PUBLIC)** | | | |
| 157 000 $m^2$ équivalents de bureaux ou de commerces rénovés basse consommation | 20 % des bureaux ou commerces | 14 300 $m^2$ de bureaux ou de commerces | -15 |
| 301 000 $m^2$ faisant l'objet d'actions de sobriété et d'efficacité énergétique | 37 % des usagers | 27 400 $m^2$ | -20 |
| **SECTEUR AGRICULTURE** | | | |
| 3 650 hectares de surface agricole utile avec des actions d'efficacité énergétique | 32 % de la SAU | 332 ha | -5 |
| **DEVELOPPER LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | |
| 15 400 places de parking avec ombrières ou 76 ha sites anthropisés (217 000 $m^2$ de PV) | 80 % du potentiel | 19.700 $m^2$ /an | +32 |
| 14 400 maisons ou 855 bâtiments équipés (591 000 de $m^2$ de PV) | 10 % du potentiel | 54.000 $m^2$/an | +96 |

**Déclinaison par EPCI :**

| CALMV | | | | CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** | **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **SECTEUR TERTIAIRE (PRIVE ET PUBLIC)** | | | | **SECTEUR TERTIAIRE (PRIVE ET PUBLIC)** | | | |
| 104 800 | 20 % des bureaux ou commerces | 9 500 | -10 | 52 200 | 20 % des bureaux ou commerces | 4 700 | -5 |
| 201 000 | 37 % des usagers | 18 300 | -13 | 100 000 | 37 % des usagers | 9 100 | -7 |
| **SECTEUR AGRICULTURE** | | | | **SECTEUR AGRICULTURE** | | | |
| 2 230 | 32% | 203 | -3 | 1 420 | 32% | 129 | -2 |
| **DEVELOPPER LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | | **DEVELOPPER LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | |
| 135 600 | 80% | 12 300 | 20 | 81 400 | 80% | 7 400 | 12 |
| 355 200 | 9% | 32 300 | 58 | 235 200 | 9% | 21 400 | 38 |

### 2.3.1 ACTION N° 6 - ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES ET LES ZONES D'ACTIVITES DE MANIERE CONCERTEE

| ACTION N° 6 |
| --- |
| **Accompagner les entreprises et les zones d'activités de manière concertée** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

L'action à destination des entreprises du territoire est déclinée de la manière suivante :

**a) Mettre en réseau les structures d'appui aux entreprises**

Face à la multiplicité des dispositifs d'aides et des structures qui les relaient, il est proposé de créer une cellule inter-organismes chargée de mette en œuvre et de suivre les actions d'accompagnement notamment pour :

- Créer un point d'entrée numérique unique pour les entreprises,
- Proposer un catalogue commun d'offre de services d'accompagnement par cibles/besoins,
- Créer des liens et des actions concertées entre structures d'accompagnement,
- Favoriser les synergies entre structures avec des outils communs de prospection, de suivi des entreprises et de mise en œuvre d'actions concertées d'information/sensibilisation.

**b) Proposer un portefeuille de diagnostics et d'outils d'aides à la décision**

Il existe de nombreux dispositifs d'accompagnement et de soutien financier pour la transition énergétique et écologique des entreprises qui peuvent être déployés sur l'ensemble du territoire notamment :

- **Dispositif TREMPLIN** (dans le cadre du Plan France Relance relayé par l'ADEME la CCI et la CMAR) qui permet de financer en 2021 (à vérifier si prolonger en 2022), sur la base de plus de soixante actions possibles, qu'il s'agisse d'investissements et d'études.
- **Dispositif ECODEFIS** à destination des commerçants et des artisans est proposé par la CCI et la CMAR. Il s'agit de sensibiliser et d'accompagner les commerçants et artisans à la mise en œuvre de bonnes pratiques environnementales parmi une liste de 37 défis à relever.
- **TPE et PME gagnantes sur tous les coûts** de la CMAR pour repérer et diminuer les pertes de matière et d'énergie en production et engager un plan d'actions.
- **Déclic Environnement** de la CMAR pour faire bénéficier les entreprises de deux demi-journées de conseil gratuit.
- **Rénovation du petit tertiaire privé** par l'ALTE dans le cadre du Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique (SARE)
- **Animations thématiques** mises en place par Luberon Sorgues et Entreprendre.
- **France Relance Commerce Transition Ecologie** : dispositif de l'Etat pour lequel les CCI ont été retenues (ainsi que la CMAR) pour des actions de sensibilisation, diagnostics et accompagnement dédiés aux commerçants & artisans
- **Parcours Premiers Pas vers la Transition Ecologique (PPTE)** : à destination des professionnels du commerce et des services (CCI ; CMAR) : diagnostic et accompagnement.

**c) Valoriser les entreprises dynamiques en matière de transition énergétique**

Etablir un registre référençant les entreprises qui ont mis en place des actions concrètes en faveur de la transition énergétique. Réaliser des actions de communication permettant de valoriser ces actions.

**d) Enjeu du transport de marchandise et de la logistique**

L'organisation de la logistique sur le territoire est un enjeu fort pour réduire les impacts air-énergie-climat du secteur du transport. D'autant plus avec la présence du M.I.N. de Cavaillon.

Les mesures suivantes peuvent être mises en place :

- Développement du ferroutage
- Transfert du trafic routier vers le transport ferroviaire et fluvial
- Logistique du dernier kilomètre

Le développement du ferroutage et du transport ferroviaire et fluvial dépend principalement de compétences supra-intercommunales (Région, Etat), ainsi il sera nécessaire d'intervenir auprès de ces acteurs pour développer ces services au regard des enjeux du territoire.

Concernant la logistique du dernier kilomètre, Les collectivités prennent une part active à travers leurs compétences en termes de planification (pour anticiper les besoins de foncier et d'immobilier), d'aménagement des espaces publics et d'offres de service (mixité transport marchandises-voyageurs, marchés émergents type circuit court de proximité pour l'alimentaire). Il sera cependant important d'impliquer également les opérateurs de transports et les entreprises pour intégrer des solutions multimodales et des modes de transports moins impactant.

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CCPSMV/CALMV | CCI, CMAR, Luberon Sorgues et Entreprendre, ALTE, CCPSMV, CALMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Entreprises | ADEME, Département 84, Etat, Région SUD | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Actions T 24 et T 26 du PAED |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.2 Développer de nouvelles énergies renouvelables<br><br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.1 accompagner un développement économique respectueux de l'environnement<br>4.3 développer la connectivité du territoire |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :**<br>Jean OUTTERS et Lise BAJEUX, Frédéric TONEGUZZO | **Elu(s) :** Yves BAYON DE NOYER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Jean TRITENNE** (Service développement économique) et **Marion BALLET** (Service Communication) | **Elu(s) :** Patrick SINTES | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **BUDGET** | **Fonctionnement** | Temps agent CALMV |
|---|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| **PREVISIONNEL** | | Temps agent CCPSMV |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Mise en place de la cellule inter-organisme : identification et des acteurs, articulation des différents dispositifs d'aides entre eux programme d'action commun. |
| **2023** | - Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2024** | - Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2025** | - Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2026** | - Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2027** | - Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE, INDUSTRIE | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS/INDICATEURS** |
|---|---|
| Nombre d'entreprises accompagnés | A renseigner à posteriori |
| Nombre de $m^2$ rénovés | A renseigner à posteriori |
| KWh économisés | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

### 2.3.2 ACTION N° 7 - FAVORISER UN TOURISME DURABLE

| ACTION N° 7 |
| --- |
| **Favoriser un tourisme durable** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Le tourisme est un enjeu clé dans l'économie du territoire. L'action en direction des acteurs du tourisme comporte les volets suivants :

- **Accompagner les hébergeurs et les restaurateurs dans le cadre du Fonds Tourisme Durable**

Ce fonds Tourisme Durable piloté par l'ADEME est destiné à soutenir, via des aides financières, les restaurateurs et hébergeurs, en priorité dans les territoires ruraux, qui souhaitent sur la base d'un diagnostic :

- Engager ou poursuivre des actions de transition écologique
- Hiérarchiser les actions à engager,
- Obtenir des aides pour les investissements associés,
- Engager une démarche d'amélioration continue.

Le réseau des CCI PACA intervient pour la réalisation d'un diagnostic gratuit + plan d'actions en synergie avec d'autres partenaires présents sur le territoire (cf. Logis de France, PNR, Gîtes de France...)
Un catalogue d'actions détaille les actions éligibles et les aides financières et pour les restaurants il est demandé de signer le Cadre d'engagement « 1000 restaurants durables ».

- **Favoriser un tourisme responsable**

Il s'agira de :

- Travailler sur l'étalement de la saisonnalité touristique de l'espace concerné afin d'éviter les pics de fréquentation touristique sur certains sites totems ;
- Pouvoir lier le développement du tourisme en transversalité avec le volet environnemental et le volet social ;
- Développer des activités touristiques éco-responsables afin de minimiser les impacts négatifs sur l'environnement et d'engendrer des pratiques touristiques (écotourisme, slow tourisme)
- Mettre en place une politique volontariste d'engagement actif des acteurs « prestataires touristiques » sur des infra-territoires (à titre d'exemple : labellisation).

- **Réponses opérationnelles :**

**Le développement de produits expérientiels « Slow tourisme »** autour de l'itinérance douce, la mobilité douce, les hébergements permettant une proximité avec les espaces naturels et ses habitants…

**Le développement d'une démarche « écotourisme » qui prône un** tourisme raisonné écologique avec une composante éducative et de sensibilisation au territoire et à l'environnement auprès de la population locale.

- **Développer les ailes de saison touristiques**

La Destination Luberon est d'ores et déjà engagée dans cette démarche au travers des nombreuses actions portées par son Office de Tourisme (Ligne éditoriale, stratégie digitale, service réceptif valorisant des offres expérientielles, partenariats avec les acteurs du territoire, développement des filières prioritaires…).

Dans la continuité de ces actions, Il s'agira donc :

- D'amplifier la coopération entre les acteurs locaux et le maillage avec l'ensemble des acteurs économiques ;
- De développer l'offre de produits basée sur « l'expérience client » particulièrement sur le printemps et l'automne ;
- De valoriser un calendrier d'évènements et de projets structurants en moyenne et basse saison.

- **Accompagner les agriculteurs et opérateurs du tourisme via la marque « Valeur Parc Naturel Régional »**

La marque Valeurs Parc Naturel Régional est une marque nationale, gérée par la Fédération des Parcs naturels régionaux de France, qui est déclinée dans le Parc Naturel Régional du Luberon (« Valeurs Parc naturel régional du Luberon »). Pour l'obtenir, il faut remplir les critères d'un cahier des charges sélectif basé la qualité de l'accueil, le lien avec le territoire, la valorisation des produits locaux, l'intégration dans le paysage et ou encore la préservation de l'environnement… Les bénéficiaires de la marque sont audités tous les cinq ans afin de s'assurer du respect des critères et de la qualité des prestations proposées. La marque intègre notamment des incitations aux économies d'eau et d'énergie, au tri des déchets et doux à l'écomobilité.

| **PILOTE (s)** | **OPERATEUR(S)** | |
|---|---|---|
| EPIC TOURISME/CCPSMV/CALMV | EPIC Tourisme CCPSMV et CALMV, Vaucluse Provence Attractivité, Conseil Départemental de Vaucluse, chambre des métiers, CCI, 5 communes du territoire de l'OGS, PNR Luberon | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Opérateurs du tourisme | Gîtes de France, ADEME, CMAR, CRT Sud, Atout France. | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | - Actions T 24 et T 26 du PAED<br>- Fiches action 4.2.a de l'Opération Grand Site « Fontaine de Vaucluse » |
| | **CALMV** | - Fiches action 4.2.a de l'Opération Grand Site « Fontaine de Vaucluse »<br>CRTE<br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.6 développer un accueil touristique fondé sur les qualités écologiques du territoire |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Xavier FEUILLANT (EPIC OTI)** | **Elu(s) : Eric BRUXELLE** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Franck DELAHAYE** | **Elu(s) : Gérard DAUDET** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Le Directeur (EPIC) 0,20 ETP / an<br>la responsable projet/com (EPIC) 0,30 ETP / an |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | Fonds tourisme durable<br>AMI Slow tourisme |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Prospection et diagnostic des hébergeurs et restaurateurs<br>- Définition des actions partenariales autour de la promotion du tourisme doux et des ailes de saison |
| **2023** | - Mise en œuvre des programmes d'actions pour les hébergeurs et restaurateurs<br>- Mise en place des actions partenariales autour de la promotion du tourisme doux et des ailes de saison |
| **2024** | - Mise en œuvre des programmes d'actions pour les hébergeurs et restaurateurs<br>- Mise en place des actions partenariales autour de la promotion du tourisme doux et des ailes de saison |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE, AGRICULTURE, TRANSPORT | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS/INDICATEURS** |
|---|---|
| Nombre d'hébergeurs et de restaurateurs accompagnés | A renseigner à posteriori |
| KWh économisés | A renseigner à posteriori |
| Nombre d'acteurs bénéficiant de la marque « Valeurs Parc naturel régional du Luberon | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

### 2.3.3 ACTION N° 8 - ACCOMPAGNER LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

| ACTION N° 8 |
|---|
| **Accompagner les exploitations agricoles** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Cette action s'inscrit dans le cadre du développement de l'agroécologie. L'agroécologie est une façon de concevoir des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes. Elle les amplifie tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement (ex : réduire les émissions de gaz à effet de serre, limiter le recours aux produits phytosanitaires) et à préserver les ressources naturelles. Il s'agit d'utiliser au maximum la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement.<br><br>Elle implique le recours à un ensemble de techniques qui considèrent l'exploitation agricole dans son ensemble. C'est grâce à cette approche systémique que les résultats techniques et économiques peuvent être maintenus ou améliorés tout en améliorant les performances environnementales.<br><br>L'agroécologie réintroduit de la diversité dans les systèmes de production agricole et restaure une mosaïque paysagère diversifiée (ex : diversification des cultures et allongement des rotations, implantation d'infrastructures agro-écologiques...) et le rôle de la biodiversité comme facteur de production est renforcé, voire restauré.<br><br>Les exploitations agricoles sont aujourd'hui très dépendantes de l'augmentation du coût de l'énergie directe (machines agricoles, irrigation) et indirecte (coût des intrants, des fertilisants) tout en étant la cible d'injonctions règlementaires ou incitatives vers de nouvelles pratiques (interdiction de brûlage des déchets verts, agroécologie, conversion à l'agriculture biologique).<br>Cela implique des changements importants dans leurs pratiques donnant lieu à une réorganisation des exploitations qui est parfois difficile à conduire en plus de la gestion quotidienne, d'autant plus lorsque cela fait référence à des compétences très variées.<br>D'autre part l'enjeu de pollution de l'air due à l'utilisation de produits phytosanitaires est très important sur le territoire qui est l'un des plus touché de la région SUD.<br>Néanmoins, ce virage est aujourd'hui indispensable pour la pérennité des exploitations et pour l'atteinte des objectifs territoriaux. Plusieurs leviers sont identifiés :<br><br>- Réduire les consommations d'énergie,<br>- Optimiser l'usage des intrants,<br>- Trouver des alternatives au brûlage des déchets verts (Plan broyat pour CALMV),<br>- Optimiser la gestion de l'eau.<br><br>Plusieurs actions de sensibilisation thématiques peuvent être proposées à la profession, en s'appuyant sur des exploitations locales ayant déjà mis en œuvre des mesures pour répondre à ces différents enjeux. Des diagnostics d'exploitation débouchant sur des mesures concrètes peuvent être proposés, assortis de retours d'expérience pour essaimer.<br><br>- Diagnostics énergie/GES d'exploitation avec recours aux bons diagnostics carbone financés par le plan de relance,<br>- Accompagnement de projets bas carbone dans le cadre du dispositif label bas carbone,<br>- Organisation de visites d'exploitations agricoles exemplaires (sobriété énergétique, énergie renouvelable)<br>- Communication sur site internet CC + https://www.jediagnostiquemaferme.com/ |

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL<br>(avec nom référent si connu) |
|---|---|
| CALMV/CCPSMV | Chambre d'Agriculture 84<br>CCPSMV (Service développement éco et agricole) |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** |

| | | |
|---|---|---|
| Exploitants agricoles et organisations professionnelles agricoles | Organisations professionnelles agricoles, INRAE, Lycée agricole de L'Isle-sur-la-Sorgue | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | CRTE Ambition 2 : Accompagner un développement économique et agricole durable et en transition *(une agriculture qualitative, en développement et en conversion, inscrite au cœur de son territoire)* |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 3<br>Préserver et valoriser les patrimoines naturels, paysagers et bâtis<br>(3.3) Préserver et valoriser les ressources naturelles (eau, forêt et agriculture)<br>(3.3.1.) Améliorer les productions agricoles |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean OUTTERS et Lise BAJEUX | **Elu(s) :** Yves BAYON DE NOYER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** | **Elu(s) : Claude SILVESTRE** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Coût ETP :<br>Prestations externes :<br>Autres : | |
| | **Investissement** | | |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants :<br>Une part des financements est apportée par l'ADEME (IRAEE 5) et le plan de relance | |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Diagnostics d'exploitation et actions de sensibilisation |
| **2023** | - Diagnostics d'exploitation et actions de sensibilisation |
| **2024** | - |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | Agriculture | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS ASSOCIES |
|---|---|
| Nombre d'exploitations accompagnées et SAU correspondante | 10/an |
| Nombre d'actions de sensibilisation | 3/an |

| COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE | |
|---|---|

| CONSULTATION HABITANTS | |
|---|---|

## 2.4 FAVORISER LES ALTERNATIVES A L'AUTO-SOLISME ET LES CARBURANTS/MOTORISATIONS ALTERNATIFS

**Objectifs opérationnels chiffrés de la stratégie auxquelles les actions contribuent :**

Les actions doivent contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

| Objectifs à atteindre en 2030 | Ce que représente l'objectif | Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030) | GWh/an économisés en 2030 |
|---|---|---|---|
| 8 640 actifs n'utilisant plus leur voiture seuls pour se rendre au travail : Report modal (TC, modes actif), voiture partagée | 26 % des actifs | 636 salariés/an | -16 |
| 7 000 véhicules sobres ou utilisant des carburants/motorisations alternatifs | 15 % des véhicules | 636 véhicules /an | -35 |

**Déclinaison par EPCI :**

| CALMV | | | | CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** | **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **SECTEUR TRANSPORT** | | | | **SECTEUR TRANSPORT** | | | |
| 5 290 | 26% | 481 | -10 | 3 350 | 26% | 305 | -6 |
| 4 360 | 15 % des véhicules | 396 | -22 | 2 640 | 15 % des véhicules | 240 | -13 |

### 2.4.1 ACTION N° 9 - PLANIFIER LES MOBILITES

| ACTION N° 9 |
|---|
| **Elaborer et mettre en œuvre un schéma cyclable intercommunal** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION | |
|---|---|
| Parmi les 100 000 trajets domicile-travail quotidiens sur le territoire du PCAET, 27% se font sein d'une même commune. La part de déplacements entre communes voisines est également considérable. Même parmi ces déplacements courts, environ deux tiers sont effectués en voiture, la part du vélo étant autour de 3.5%. Les déplacements pour d'autres motifs devraient également s'appuyer fortement sur la voiture.<br><br>Pour encourager un report modal vers le vélo, qui paraît réaliste et opportun sur ~~pour~~ le territoire, les collectivités doivent engager une réflexion sur l'offre et la demande. Ces réflexions concernent à la fois les pratiques « utilitaires » (domicile-travail, achats etc.) et les pratiques « loisirs », même s'il paraît pertinent de focaliser avant tout la pratique « utilitaire » et ainsi le report de la voiture vers le vélo.<br><br>Un schéma cyclable sur les deux EPCI aura comme objectif principal de favoriser les déplacements à vélo. Il comprendra un volet infrastructure qui s'appuiera, entre autres, sur les éléments suivants :<br>- Des infrastructures sécurisées et dédiées au vélo, séparées du trafic automobile là où une cohabitation voitures/vélos ne serait pas suffisante<br>- Des voiries partagées entre voitures et vélos, apaisées en termes de volume et de vitesses du trafic automobile ; le but étant d'accueillir des cyclistes de tout niveau sur la quasi-intégralité du réseau routier sans forcément créer des aménagements séparés. L'apaisement des quartiers relève plutôt de la compétence des communes, mais le schéma intercommunal peut fixer des principes.<br>- Des itinéraires lisibles, sécurisés, continus et efficaces aux échelles inter-EPCI, intercommunales et communales, desservant les pôles générateurs de déplacements<br><br>Le volet services pourra intégrer les réflexions suivantes :<br>- Le stationnement en libre-accès, abrité ou non-abrité, situé près des pôles générateurs de déplacements ; le stationnement sécurisé aux pôles d'échanges<br>- La location de vélos ; des aides à l'achat<br>- Des ateliers d'autoréparation<br>- L'apprentissage de la pratique du vélo<br>- Le jalonnement<br><br>Le schéma devra en outre comprendre un volet Communication et Concertation pour accompagner sa mise en œuvre.<br><br>Il est à noter qu'il existe un schéma régional, un schéma départemental ainsi qu'un schéma à l'échelle du PNR du Luberon (« Luberon Labo Vélo »), ce dernier faisant quelques propositions détaillées pour le secteur de Cavaillon qui doivent être prises en compte dans le schéma des deux EPCI. | |
| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL**<br>(avec nom référent si connu) |
| CCPSMV/CALMV<br><br>La maitrise d'ouvrage pour cette action commune peut aussi être assurée par un seul des deux EPCI. | AURAV (élaboration du volet « infrastructure » du Schéma modes actif de la CCPSMV, PNRL, Conseil départemental de Vaucluse, Vélo Loisir Provence |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** |
| Habitants, actifs et scolaires du territoire ; visiteurs | Région Sud, Associations locales de cyclistes, SMAVD, professionnels du vélo, SCOT, relais associatifs |

| | | |
|---|---|---|
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES**<br>(Avec n° fiche correspondante le cas échéant)<br>(Cit'ergie, CRTE, AMI, PAED, OGS, …) | **CCPSMV** | - PAED Action T1 ;<br>- CRTE Orientation #3.1 Adopter un schéma intercommunal des mobilités<br>- Schéma départemental du vélo |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Coût ETP : 0,5 ETP/an (sur 2 ans pour l'élaboration du schéma, puis suivi de la mise en œuvre pendant 3 à 6 ans)<br>Prestations externes : bureau d'études qui réalise le schéma (40 – 60 k€ HT) + coûts pour la maitrise d'œuvre des infrastructures programmées<br>Autres : en fonction des actions (p.ex. service de location ; entretien des aménagements cyclables…) |
| | **Investissement** | En fonction de l'ambition du schéma. Moyenne d'investissement des collectivités françaises pour la politique vélo en 2016 : 7,7 € / an / hab. Eurométropole Strasbourg 2019 : 23,3 € / an / hab. |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : Appels à projet du fonds Mobilités Actives (Etat ; 40% pour les aménagements) ; programme AVELO (ADEME ; pour études, expérimentation de services vélo, communication) ; ALVEOLE (pour stationnement) ; ADMA ; DSIL ; DETR (pour aménagements ; 35% en moyenne 2018) ; financements du département dans le cadre de son schéma cyclable (30-40% pour aménagements sur réseau départemental ; 100% pour stationnement sous conditions) ; fonds européens ; Ministère de la Transition Ecologique : développer le recours au vélo et aux transports en commune (plan de relance) |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Rédaction du cahier des charges et démarrage du schéma cyclable |
| **2023** | - Finalisation de la programmation des actions (aménagements et services) |
| **2024** | - Mise en œuvre et évaluation des actions |
| **2025** | - Mise en œuvre et évaluation des actions |
| **2026** | - Mise en œuvre et évaluation des actions |
| **2027** | - Mise en œuvre et évaluation des actions |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | X |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TRANSPORT | URBANISME |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS / RESULTATS ASSOCIES |
|---|---|
| Part modale du vélo | |
| Km d'aménagements réalisés | |
| Nombre de stationnements | |
| Nombre d'évènements promouvant le vélo ; nombre de services mis en place | |
| Nombre de vélos financés avec une aide à l'achat | |
| Accidentologie | |
| Etc. | |

| COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE | - Implication des usagers et non-usagers<br>- Mobilisation des acteurs extraterritoriaux<br>- Clarification de la gouvernance et des compétences pour une mise en œuvre efficace des aménagements et services<br>- Entretien des aménagements |
|---|---|

| CONSULTATION HABITANTS | Avis positif |
|---|---|

### 2.4.2 ACTION N° 10 - LANCER LE PLAN DE MOBILITE DE LA CALMV

| ACTION N° 10 |
|---|
| **Lancer le Plan de Mobilité de la CALMV** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Les anciens plans de déplacements urbains (PDU) sont renommés « plans de mobilité » (PDM) par la loi LOM. La CALMV est dans l'obligation d'élaborer un PDM, qui a une portée juridique et dispose ainsi d'un caractère opposable. Le plan de mobilité fait l'objet d'une évaluation tous les cinq ans et, le cas échéant, est révisé. Il doit être compatible avec le PCAET et avec la planification régionale de l'intermodalité.<br><br>Le PDM détermine les principes de l'organisation de la mobilité des personnes et du transport de marchandises, la circulation et le stationnement. Il tient compte de la diversité des composantes du territoire et des besoins de la population.<br><br>Le PDM vise, entre autres à :<br>- Contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre liées au secteur des transports<br>- Equilibrer les besoins en matière de mobilité d'un côté, et la protection de l'environnement et de la santé de l'autre côté<br>- Renforcer la cohésion sociale et territoriale<br>- Améliorer de la sécurité<br>- Diminuer le trafic automobile<br>- Favoriser les déplacements alternatifs à l'usage individuelle de la voiture,<br>- Organiser le stationnement<br><br>L'élaboration d'un PDM se fait généralement avec l'appui d'un bureau d'études. Des réunions et ateliers de travail avec les techniciens et élus du territoire sont indispensables.<br><br>Dans le cadre de la vision commune du PCAET entre la CALMV et la CCPSMV au sein du SCoT, cette action devra être réalisée en prenant en compte l'action n°11 « Organiser la compétence AOM de la CCPSMV ». |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** (avec nom référent si connu) | |
|---|---|---|
| CALMV | CALMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Tous les habitants et usagers du territoire | Services de l'Etat, Département, Région, collectivités voisines, transporteurs, associations d'usagers et professionnelles, CCI, associations de PMR, SCOT | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** (Avec n° fiche correspondante le cas échéant) (Cit'ergie, CRTE, AMI, PAED, OGS, …) | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables<br>1.1 Favoriser l'intermodalité<br>1.2 Développer les infrastructures cyclables et les mobilités douces<br>1.3 Accompagner les usages du vélo |

| REFERENTS CALMV | |
|---|---|
| **Techniciens :** Catherine BAHLER | **Elu(s) :** Gérard DAUDET/André ROUSSET |

| NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP : 0,5 ETP/an pour accompagner et animer le plan de mobilité et sa mise en œuvre<br>Prestations externes : bureau d'études qui réalise le plan de mobilité (50 k€ HT)<br>Autres : en fonction des actions retenues |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | En fonction des actions retenues |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : - |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Rédiger un cahier des charges pour la consultation d'un bureau d'études<br>- Consulter et retenir un bureau d'études pour l'élaboration du PDM<br>- Elaboration du PDM |
| **2023** | - Elaboration du PDM<br>- Mise en œuvre des premières actions retenues dans le PDM |
| **2024** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |
| **2025** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |
| **2026** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |
| **2027** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée) |
|---|---|
| Année de l'élaboration du plan de mobilité | |
| Nature et nombre d'actions retenues | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | Consultations habitants recommandées lors de l'élaboration d'un plan de mobilité |

### 2.4.3 ACTION N° 11 - ORGANISER LA COMPETENCE AOM DE LA CCPSMV

| ACTION N°11 |
|---|
| **Organiser la compétence AOM de la CCPSMV** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| La CCPSMV est devenue Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) au 1er juillet 2021. Les AOM peuvent organiser six catégories de services :<br>- Transports réguliers<br>- Transports à la demande<br>- Mobilités actives<br>- Transports relatifs aux usages partagés de véhicules (autopartage, covoiturage)<br>- Mobilité solidaire<br>Dans un premier temps il convient de réaliser un état des lieux de ces thématiques, en analysant, entres autres :<br>- L'offre actuelle<br>- Les acteurs, opérateurs et partenaires<br>- La répartition des compétences<br>- Les études et projets en cours<br>- Le stockage et le transfert des bases de données<br>- Les dispositifs de communication<br>Ce travail peut en partie être effectué par un stagiaire de la CCPSMV. Cet état des lieux pourrait être la base d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) – un nouvel outil pour les AOM qui ne sont pas soumises à l'élaboration d'un plan de mobilité. Le PdMS permet :<br>- D'effectuer un diagnostic<br>- De se doter d'une stratégie de mobilité adaptée aux besoins<br>- De créer une cohérence d'ensemble<br>- De fédérer les acteurs locaux autour d'une concertation<br>La PdMS est juridiquement indépendant, mais il peut constituer le volet mobilité des politiques locales.<br>Pour accompagner l'élaboration du PdMS ainsi que les actions qui en découlent, la collectivité doit se poser les questions suivantes :<br>- Compétences et savoir-faire technique dans l'équipe actuelle de la CCPSMV, besoin éventuel de formation et/ou de recrutement<br>- Répartition des responsabilités et du temps dans la nouvelle organisation<br>Dans le cadre de la vision commune du PCAET entre la CALMV et la CCPSMV au sein du SCoT, cette action devra être réalisée en prenant en compte l'action n°11 « Lancer le plan de mobilité de la CALMV ». |

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL | |
|---|---|---|
| CCPSMV | CCPSMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Tous les usagers et habitants du territoire | Département, Région, collectivités voisines, transporteurs, associations d'usagers | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Délibération de prise de compétence |

| REFERENTS CCPSMV |
|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP : 1 ETP pendant 6 mois (stagiaire), puis 0,5 ETP/an pour accompagner et animer le plan de mobilité simplifié et sa mise en œuvre<br>Prestations externes : bureau d'études qui réalise le plan de mobilité simplifié (40-50 k€ HT)<br>Autres : en fonction des actions retenues |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | En fonction des actions retenues |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : - |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Etat des lieux en interne (stagiaire)<br>- Rédiger un cahier des charges pour la consultation d'un bureau d'études<br>- Consulter et retenir un bureau d'études pour un plan de mobilité simplifié |
| **2023** | - Elaboration du plan de mobilité simplifié<br>- Mise en œuvre des premières actions retenues dans le PdMS |
| **2024** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |
| **2025** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |
| **2026** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |
| **2027** | - Poursuite de la mise en œuvre des actions<br>- Suivi et évaluation des actions |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|

| | |
|---|---|
| Année de l'élaboration du plan de mobilité simplifié | |
| Nature et nombre d'actions retenues | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

### 2.4.4 ACTION N° 12 - APAISER LES CENTRES-VILLES ET LES ZONES TOURISTIQUES

| ACTION N° 12 |
| --- |
| **Apaiser les centres-villes et zones touristiques** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Beaucoup de centres-villes et de sites touristiques souffrent d'une omniprésence de la voiture – en mouvement ou en stationnement –, car celle-ci amène des nuisances variées : dégradation de la qualité de l'air, bruit, consommation d'espace et imperméabilisation des sols, mise en danger des usagers vulnérables, pollution visuelle etc. Dans les centres-villes, ces nuisances sont souvent majoritairement créées par les automobilistes habitant à l'extérieur du centre, alors que les habitants du centre en sont les premières victimes.

Donner la priorité aux déplacements de proximité dans l'aménagement de l'espace public constitue un levier important pour le développement des modes actifs et la réduction des volumes et des vitesses des véhicules motorisés, mais aussi pour la sécurité et la qualité de vie urbaine.

Plusieurs solutions peuvent amener à un apaisement des centres-villes et des zones touristiques. Il convient de toujours les traiter ensemble :

- **Réflexion sur le plan de circulation**
  - Zone de rencontre et zone 30
  - Aire piétonne
  - Sens unique voiture avec double-sens cyclable
  - Perméabilité filtrée (évitant le transit des modes motorisés, p.ex. via des potelets ou bacs à fleurs)
  - Voie réservée aux transports en commun
- **Réflexion sur la politique de stationnement**
  - Tarification
  - Parkings-relais à l'extérieur, avec des navettes desservant les centres-villes et zones touristiques
- **Réflexion sur l'attractivité des lieux pour les modes actifs, lors de chaque projet de voirie**
  - Aménagements cyclables et services vélo (stationnement, pompes, bornes d'autoréparation…)
  - Création / amélioration des cheminements piétons
  - Qualité des aménagements et du mobilier urbain ; végétalisation
  - Redistribution de l'espace : transformation d'espaces anciennement dédiés à la voiture en lieux de promenade, détente, restauration, pistes cyclables…

Ces principes peuvent s'appliquer aussi à d'autres endroits sensibles en ville, comme les abords des écoles.

Il convient de se poser la question « Quelles fonctions doivent être assurées par quel axe ? ». Quelques grands axes bien définis doivent supporter un flux de voitures élevé, et être équipés d'aménagements cyclables sécurisés. Les autres voiries peuvent être radicalement apaisées, éventuellement selon un principe de poches / quartiers imperméables entre eux pour les voitures (qui sont, par le biais de sens uniques et de perméabilités filtrées, rapidement renvoyées sur les grands axes), mais très perméables pour les modes actifs. Ces derniers peuvent ainsi toujours emprunter les chemins les plus courts.
Par ailleurs, la collectivité peut inscrire ces principes d'aménagement durable des espaces publics dans les documents cadres d'urbanisme (PLU, SCoT…), afin d'assurer une prise en compte globale dans les projets à venir.

Le réaménagement de ces espaces, les nuisances pendant les travaux et surtout les modifications au niveau de l'accessibilité en voiture peuvent être mal perçus ou mal compris par certains habitants et/ou commerçants. Une concertation et information en continu, à tous les stades du projet, sont indispensables.

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL | |
|---|---|---|
| Communes/CCPSMV/CALMV | OGS, communes, | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Usagers et riverains des centres-villes et zones touristiques concernées ; commerçants et professionnels du tourisme | Opération Grands Sites (OGS), EPIC OIT, département, région, habitants / usagers, vélocistes, commerçants / restaurateurs, professionnels du tourisme, CEREMA, opérateurs du transport collectif, SCOT, AURAV, CAUE | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES**<br>(Avec n° fiche correspondante le cas échéant)<br>(Cit'ergie, CRTE, AMI, PAED, OGS, …) | **CCPSMV** | L'Isle-sur-la-Sorgue est bénéficiaire du programme Petite Ville de Demain<br>OGS AXE 2 : Accéder et se déplacer dans le site en privilégiant les modes doux (10 actions) ;<br>PAED : T1, T2, T4, T5 |
| | **CALMV** | Cavaillon est bénéficiaire du programme Cœur de Ville<br>CRTE<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables<br>1.1 Favoriser l'intermodalité<br>1.2 Développer les infrastructures cyclables et les mobilités douces<br>1.3 Accompagner les usages du vélo<br><br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.1 Aménager et valoriser les centres-villes, bourgs et villages |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI, Patricia PHILIP | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence GABAUD-GEVA/Catherine BAHLER | **Elu(s) :** Gérard DAUDET/Sylvie GREGOIRE/André ROUSSET | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP : 0,25 ETP/an<br>Prestations externes : étude d'état des lieux et de faisabilité (environ 25 k€, varie en fonction de la taille de la commune / du site touristique)<br>Autres : - |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Travaux d'infrastructure à définir, coût élevé (jusqu'à plusieurs millions d'euro) |

| | | |
|---|---|---|
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : département, région, Etat, Banque des Territoires (action Cœur de Ville ; investissement dans l'espace public ouvert), programme Petite Ville de Demain, financements européens ; DETR ; DSIL |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Réaliser un état des lieux des infrastructures routières du secteur concerné<br>- Programmer une série d'aménagements pour offrir des alternatives à la voiture |
| **2023** | - Lancer une consultation pour une maitrise d'œuvre des espaces publics et parkings relais<br>- Démarrer les études de maitrise d'œuvre |
| **2024** | - Réaliser les travaux d'aménagement |
| **2025** | - Réaliser les travaux d'aménagement |
| **2026** | - Réaliser les travaux d'aménagement |
| **2027** | - Réaliser les travaux d'aménagement |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | Urbanisme, économie, tourisme |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS/INDICATEURS ASSOCIES** |
|---|---|
| Pourcentage de voies douces (vélo, piéton) par rapport aux voies routières | |
| Volume et vitesses du trafic | |
| Fréquentation des navettes | |
| Mesures de la qualité de l'air | |
| Enquêtes auprès des usagers, commerçants et riverains | |
| Evolution du chiffre d'affaires des commerçants | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - Anticiper l'opposition d'une partie des commerçants et riverains, prévoir une large concertation, communication et implication pour éviter une incompréhension de certains usagers<br>- Assurer le maintien de l'activité des commerçants |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

### 2.4.5 ACTION N° 13 - DEVELOPPER L'INTERMODALITE AUTOUR DES GARES ET DES POLES D'ECHANGES

| ACTION N° 13 |
|---|
| **Développer l'intermodalité autour des gares et des pôles d'échanges** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Le report modal de la voiture individuelle vers des modes alternatifs doit passer par la facilitation de l'intermodalité. Il convient de proposer à l'usager un bouquet de mobilités attractives car il peut ainsi choisir le ou les bons modes en fonction de ses besoins.<br><br>La collectivité peut aménager des points stratégiques de correspondances, dont les 4 gares ferroviaires du territoire et les arrêts de bus majeurs, ainsi que des parkings-relais ou des parkings de covoiturage (existants ou à créer).<br><br>Dans ces pôles d'échanges multimodaux (PEM), les services suivants, entre autres, peuvent être proposés :<br><br>- Disponibilité de plusieurs modes de transport (gare ferroviaire, lignes de bus, parking voitures, stationnement vélo, location de vélo ou de trottinettes…)<br>- Concordance des horaires des bus et trains<br>- Information auprès des voyageurs (locaux et touristiques)<br>- Cheminements modes actifs sécurisés, depuis/vers et au sein du pôle<br>- Accessibilité PMR<br>- Conditions d'attente de qualité<br>- Jalonnement vers/depuis et au sein du pôle d'échanges (PEM)<br>- Bornes de recharge électrique pour voitures et vélos<br>- Commerces de proximité, animations<br><br>L'évolution des 4 gares vers des PEM est déjà en cours, mais il convient de poursuivre et accélérer la mise en œuvre.<br><br>Un deuxième chantier doit être mené en parallèle pour redéfinir les besoins de mobilité et l'offre de transports correspondante. Pour l'offre transports en commun des intercommunalités (se limitant aujourd'hui aux 4 lignes du réseau urbain de Cavaillon + la ligne interurbaine gérée en régie et dénommée C'Ma navette Les Vignères – Cavaillon – Les Taillades - Robion) cela peut être fait en interne ; pour le reste cela doit se faire en partenariat avec la Région PACA (autorité organisatrice du réseau transports en commun). Il peut évidemment être question d'un ajustement des fréquences et amplitudes, mais aussi de :<br><br>- Réaliser les aménagements liés à la performance des transports en commun<br>- Hiérarchiser les besoins d'intervention en fonction de critères de performance : gain de vitesse commerciale, nombre de voyageurs concernés<br>- Solliciter l'autorité organisatrice de transport régionale sur la pertinence de réouverture de certaines lignes, dont celle de Cavaillon-Pertuis<br>- Etudier la réouverture de la ligne Cavaillon-Pertuis<br>- Etendre la ligne D reliant les zones économiques du Sud du territoire au centre-ville de Cavaillon<br>- Renforcer l'offre transports en commun à l'échelle intercommunale<br>- Renouveler graduellement le parc de transports collectifs vers des technologies plus propres : expérimentation de nouvelles motorisations, diversification des énergies, déploiement de dispositifs techniques innovants, etc…<br>- Lobbying auprès de la Région pour améliorer les conditions de transport de vélos dans le train<br><br>Pour ce deuxième chantier, le rôle de la collectivité pourrait être d'analyser et faire remonter les besoins auprès de l'autorité organisatrice. Pour ce faire, les collectivités peuvent s'appuyer sur les associations |

| |
|---|
| locales d'usagers des transports, mais aussi en réalisant des enquêtes directement auprès des usagers et non-usagers du réseau de transports en commun. |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CALMV et CCPSMV et/ou communes | CALMV et CCPSMV et/ou communes, SNCF, Département 84, Région, Gare & Connexions | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Habitants, actifs et visiteurs du territoire ; riverains des pôles d'échange | EPCI et/ou communes, SNCF, CD84, Région, vélocistes, AURAV, associations d'usagers, opérateurs d'autopartage, transporteurs, SCOT | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | CRTE Orientation #3.1 Adopter un schéma intercommunal des mobilités<br>PAED : T4, T5, T7 |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables<br>1.4 Favoriser l'intermodalité<br>1.5 Développer les infrastructures cyclables et les mobilités douces<br>Accompagner les usages du vélo |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Catherine BAHLER | **Elu(s) :** Gérard DAUDET | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP : 0,25 ETP/an<br>Prestations externes : campagnes de communication régulières (25 k€/an) ; enquêtes régulières (25 k€/an) ; étude d'analyse du réseau (25 k€)<br>Autres : |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Travaux de PEM et de mise en accessibilité : à déterminer en fonction de l'étude préalable |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : Région, ADEME, Etat ; DETR ; DSIL ; prêts de la Banque des Territoires ; Banque des Territoires : aides pour développer l'information des usagers et faciliter la multimodalité ; Ministère de la Transition Ecologique : développer le recours au vélo et aux transports en commune (plan de relance) |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Identifier les points de correspondance principaux et lancer les études de diagnostic et de faisabilité<br>- Aménager et équiper le PEM de Cavaillon (CALMV) |
| **2023** | - Aménager les pôles d'échange<br>- Améliorer les liaisons modes actifs entre les pôles d'échange et les centres-villes / zones résidentielles / zones d'emplois |
| **2024** | - Poursuivre l'aménagement des pôles d'échange<br>- Poursuivre l'amélioration des liaisons modes actifs entre les pôles d'échange et les centres-villes / zones résidentielles / zones d'emplois<br>- Communiquer / inciter les habitants et actifs à utiliser les transports en commun pour les déplacements qui s'y prêtent |
| **2025** | - Campagnes de communication et enquêtes (enquête origine-destination, satisfaction, qualité) |
| **2026** | - Campagnes de communication et enquêtes (enquête origine-destination, satisfaction, qualité) |
| **2027** | - Campagnes de communication et enquêtes (enquête origine-destination, satisfaction, qualité) |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | Urbanisme |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|
| Fréquentation des pôles d'échanges | |
| Fréquentation des bus et trains ; nombre d'abonnés | |
| Parts modales | |
| Fréquentation des parkings aux pôles d'échanges | |
| Nombre de pôles d'échanges aménagés | |

| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | 619 Bien dimensionner les équipements pour optimiser la faisabilité et le financement<br>620 Echanges potentiellement compliqués avec la SNCF |
|---|---|

| **CONSULTATION HABITANTS** | Enquête des usagers des transports en commun pour comprendre leurs besoins |
|---|---|

### 2.4.6 ACTION N° 14 - CREER LES INFRASTRUCTURES ET PROMOUVOIR LA PRATIQUE DU VELO

| ACTION N° 14 |
| --- |
| **Créer les infrastructures et promouvoir la pratique du vélo sur le territoire** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

La concertation menée lors de l'élaboration du PCAET a montré une demande forte et récurrente des citoyens pour davantage de pistes cyclables sécurisées.

La part modale du vélo représente aujourd'hui 3.7% en moyenne sur le bassin du SCOT. Conformément aux objectifs du SCOT, le territoire devra progressivement être maillé par un réseau d'itinéraires cyclables, reliant les pôles d'équipements et de services principaux de chaque territoire communal. La réflexion relative à ce réseau de modes doux doit cibler, en priorité, les quartiers et équipements suivants, sous réserve que la commune en dispose :

- La gare ;
- Les services médicaux structurants ;
- Le centre-ville ;
- Les quartiers résidentiels principaux existants ou projetés ;
- Les zones d'activités
- Les équipements scolaires, culturels, de loisirs et sportifs.

De même, le développement de connexions douces interurbaines devra compléter le réseau départemental (voies vertes…) existant et à venir.

**CALMV :**

<u>Opération 1000 vélos</u>

Le dispositif voté en 2020 s'adresse aux particuliers résidant sur le territoire LMV (résidence principale ou secondaire) âgés de 16 ans et plus qui achètent un VAE neuf ou d'occasion et homologué (normes européennes et françaises en vigueur) ou un vélo classique neuf, auprès d'un vélociste du territoire partenaire de l'opération.

Le montant de la subvention est plafonné à

- 30% du prix d'achat TTC du VAE neuf dont le prix n'excède pas 2500 euros, dans la limite de 300 euros
- 30 % du prix d'achat TTC du VAE d'occasion dont le prix n'excède pas 1500 euros, dans la limite de 300 euros
- 30 % du prix d'achat TTC du vélo classique neuf dont le prix n'excède pas 1000 euros, dans la limite de 200 euros

Le budget consacré à cette opération a été voté le 23 juillet 2020 et s'élève à 330 000 euros pour la durée du mandat 2020-2025, soit 55 000 euros par an.
Ainsi, ce sont un millier de vélos (environ 200 par an) qui doivent être subventionnés jusqu'à la fin du mandat.
Cette aide est cumulable avec les autres aides existantes, telles que le Bonus vélo du Gouvernement.
Seuls les vélocistes du territoire peuvent être partenaires de l'opération.

Fonds de concours mobilité / tourisme

LMV a instauré un fonds de concours tourisme - mobilité visant notamment le développement des itinéraires de randonnée pédestre et de cyclotourisme qui constituent un facteur d'attractivité et de développement touristique du territoire.
Le budget consacré à ce dispositif peut atteindre 300 k€ par an pour la durée du mandat 2020-2025.

Luberon Labo vélo
LMV participe au programme d'accompagnement conduit par le PNRL à destination des intercommunalités dans l'élaboration de leur stratégie vélo jusqu'à la sollicitation des dispositifs de financement pour mettre en œuvre un schéma vélo à l'échelle du territoire.

La Méditerranée à vélo
Depuis 2016, LMV Agglomération fait partie du comité de La Méditerranée à vélo pour lequel 21 collectivités et intercommunalités sont mobilisées autour de l'aménagement d'un itinéraire cyclable de 5 888 km.

La Durance à vélo / Le Luberon à vélo
La CALMV soutient sur son territoire le développement d'itinéraires vélos et les partenaires associés : Vélo Loisirs Provence, SMAVD

**CCPSMV :**

Action 2.1.c Sécuriser les déplacements piétons et cyclistes à l'entrée de la Vallée Close, aux abords de l'aire de stationnement saisonnier de Galas
Action 2.2.a Aménager un itinéraire cyclable direct et sécurisé entre L'Isle-sur-la-Sorgue et Fontaine-de-Vaucluse
Mise en place d'infrastructures de stationnement

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** (avec nom référent si connu) | |
|---|---|---|
| CALMV et CCPSMV | Vélo Loisirs Provence, CD84, PNRL, EPIC OIT | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Habitants et visiteurs du territoire ; cyclistes loisir + quotidiens | Vélocistes, CD84, Région, communes, Vélo Loisir Provence, PNRL, EPIC OIT, relais associatifs, SMAVD | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** (Avec n° fiche correspondante le cas échéant) (Cit'ergie, CRTE, AMI, PAED, OGS…) | **CCPSMV** | OGS 2.1.c, 2.2.c, 2.2.a<br>PAED T1<br>CRTE #3.1 |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables<br>1.1 Favoriser l'intermodalité<br>1.2 Développer les infrastructures cyclables et les mobilités douces<br>1.3 Accompagner les usages du vélo |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX | **Elu(s) :** Patricia PHILIP | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Catherine BAHLER/Eddy IACONA/Franck DELAHAYE | **Elu(s) :** Gérard DAUDET/André ROUSSET | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Prestations externes : études de maitrise d'œuvre pour les aménagements cyclables<br>Autres : Partenariats 14 000 € |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Opération 1000 vélos : 300 k€ pour la période 2020-2025<br>Aménagements cyclables : selon type, longueur et points durs |
| | **Recette/Financements** | Département, appels à projet de l'Etat (fonds Mobilités Actives) et de l'ADEME (Vélo &Territoires) ; DSIL ; DETR ; Ministère de la Transition Ecologique : développer le recours au vélo et aux transports en commune (plan de relance) |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Poursuite de l'opération 1000 vélos<br>- Poursuite des travaux Eurovélo 8 |
| **2023** | - Poursuite de l'opération 1000 vélos |
| **2024** | - Poursuite de l'opération 1000 vélos |
| **2025** | - Poursuite de l'opération 1000 vélos |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | Tourisme |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS / RESULTATS ASSOCIES** |
|---|---|
| Nombre de VAE subventionnés | |
| Report modal induit grâce à l'aide à l'achat | |
| Longueur et qualité d'aménagements cyclables réalisés | |
| Nombre de points durs vélo traités (ponts, carrefours…) | |

| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | |
|---|---|

| **CONSULTATION HABITANTS** | Avis favorable |
|---|---|

### 2.4.7 ACTION N° 15 - FAVORISER LES PLANS DE MOBILITE DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

**ACTION N° 15**

**Favoriser les plans de mobilité des entreprises et des administrations**

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

La promotion des modes de déplacement alternatifs passe également par l'accompagnement des entreprises et des administrations dans l'évolution de la mobilité de leurs salariés, par le biais de Plans de Mobilité Employeur (PDME). Ces plans peuvent s'inscrire au niveau des entreprises dans une démarche Qualité ou dans un Système de Management Environnemental, et sont obligatoires pour les entreprises de plus de 100 travailleurs sur un même site.
Ces plans aident les entreprises à comprendre et à proposer des solutions alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture particulière (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage, autopartage, engins de déplacement personnels) ou à limiter les déplacements par la pratique du télétravail ou de la téléconférence.
Dans le cadre d'un PDME, les entreprises et administrations peuvent proposer :

- **Des services et des aménagements concrets**, comme :
  - Vélos de fonction
  - Stationnement et équipements vélos
  - Conversion de la flotte de véhicules de services (motorisations alternatives)
  - Adhésion aux services de covoiturage et d'autopartage (s'ils existent)
- **Un accompagnement des salariés vers un changement de comportement**, comme :
  - Formation à la conduite d'un vélo en ville
  - Transmission d'informations personnalisées sur le moyen de transport alternatif adapté
  - Mise en œuvre du forfait Mobilités Durables
  - Organisation de défis
  - Adhésion au label Employeur Pro-Vélo
  - Facilitation du télétravail et des visioconférences
  - Animation d'un groupe interne Eco-gestes visant à sensibiliser et mettre en place des actions en interne (CALMV)

La collectivité peut accompagner les employeurs dans l'élaboration de leur PDME et conventionner avec les partenaires bénéficiant de subventions de la collectivité dans le cadre de convention d'objectifs (ex : Luberon Sorgues Entreprendre et Vélo Loisirs Provence).

Elle peut :
- Identifier les principales entreprises et administrations dans le territoire
- Apporter une aide méthodologique spécifique à chaque entreprise pour l'élaboration d'un PDME. Par exemple, la mise à disposition d'une enquête auprès des salariés dans l'objectif de recueillir et d'analyser les données internes (accessibilité du site, pratiques des salariés...)
- Étudier les possibilités d'adaptation du réseau de transport en commun aux besoins des entreprises
- Apporter des conseils en mobilité pour les salariés
- Proposer des regroupements d'entreprises pour l'élaboration d'un plan inter-entreprises
- Accompagner la mise en œuvre des PDME et participer au suivi
- Animer un club PDME dont l'enjeu est de dynamiser les démarches de chaque employeur dans la durée et de créer des synergies entre les partenaires

La collectivité peut faire appel à un bureau d'études spécialisé dans les démarches de PDME et de changement de comportement, pour la mise en œuvre, accompagnement et suivi des PDME.

Exemplarité des collectivités : Mise en place plan de mobilité

| | | |
|---|---|---|
| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** (avec nom référent si connu) | |
| CALMV et CCPSMV | Entreprises identifiées | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Employeurs et salariés des entreprises et administrations du territoire | Entreprises identifiées, CCI, CMAR, Luberon et Sorgues Entreprendre | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables<br>1.1 Favoriser l'intermodalité<br>1.2 Développer les infrastructures cyclables et les mobilités douces<br>1.3 Accompagner les usages du vélo<br><br>**CRTE**<br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.1 accompagner un développement économique respectueux de l'environnement |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean OUTTERS et Lise BAJEUX | **Elu(s) :** Yves BAYON DE NOYER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean TRITENNE | **Elu(s) :** Patrick SINTES | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP : 0,25 ETP/an<br>Prestations externes : mission d'accompagnement et suivi des PDME par un bureau d'études (20 k€ / an)<br>Autres : - |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | - |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : - |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Consulter et retenir un bureau d'études spécialisé pour l'accompagnement des entreprises<br>- Promouvoir le dispositif PDME auprès des employeurs et administrations |

| | |
|---|---|
| **2023** | - Accompagner et suivre la mise en œuvre des actions dans les entreprises et administrations<br>- Faire un bilan des actions menées |
| **2024** | - Accompagner et suivre la mise en œuvre des actions dans les entreprises et administrations<br>- Faire un bilan des actions menées |
| **2025** | - Accompagner et suivre la mise en œuvre des actions dans les entreprises et administrations<br>- Faire un bilan des actions menées |
| **2026** | - Accompagner et suivre la mise en œuvre des actions dans les entreprises et administrations<br>- Faire un bilan des actions menées |
| **2027** | - Accompagner et suivre la mise en œuvre des actions dans les entreprises et administrations<br>- Faire un bilan des actions menées |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Economie (entreprises) | Mobilité / transport |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|
| Evolution de la part modale domicile-travail | |
| Nombre d'actions mises en œuvre | |
| Nombre de PDME initiés | |
| Nombre de PDME en cours après 1 an | |

| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | 621 Être exemplaire en tant que collectivité peut motiver les entreprises et autres collectivités. |
|---|---|

| **CONSULTATION HABITANTS** | |
|---|---|

### 2.4.8 ACTION N° 16 - PROMOUVOIR LA VOITURE PARTAGEE

| ACTION N° 16 |
| --- |
| **Promouvoir la voiture partagée** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

La promotion de la voiture partagée concerne deux pratiques distinctes, le covoiturage et l'autopartage. Les deux ont en commun la nécessité de structurer des solutions numériques, pour la mise en relation entre usagers ou bien pour la réservation d'un véhicule.

**a) Covoiturage**

Les flux de déplacements internes et externes au territoire du PCAET ont tendance à converger sur quelques zones spécifiques (Cavaillon, L'Isle-sur-la-Sorgue, Avignon, Salon-de-Provence, Carpentras). Ce contexte est favorable au recours au covoiturage pour les déplacements domicile-travail, voire pour d'autres motifs (loisirs, achats, etc.). Les applications nationales (BlaBlaCar…) ou régionales ont du succès sur des trajets longs, mais sont mal adaptées pour les trajets locaux du quotidien.

Conforter et encadrer la pratique du covoiturage passe donc par la mise en place d'un service de covoiturage territorial, dont les principaux éléments peuvent être :

- Travailler avec une entreprise spécialisée pour la mise en place et l'exploitation d'un service de covoiturage. Ce travail permettra d'évaluer les besoins et les potentiels pour un nouveau service, tout en facilitant la gestion opérationnelle à la charge de la collectivité.
- Eventuellement mettre en place une incitation financière afin de subventionner les conducteurs et trouver des économies pour les passagers (ou d'autres récompenses / valorisations non monétaires)
- Développer une application et un site web pour le covoiturage
- Animer la communauté sur les réseaux sociaux et via des évènements (p.ex. dans les zones d'activités)
- Aménager des aires de covoiturage aux endroits stratégiques et soigner leur signalétique.

Dans un premier temps, la plateforme peut se concentrer sur les plus importants employeurs du territoire, avec des animations spécifiques pour faire connaitre la plateforme et créer des lignes de covoiturage. Ensuite la plateforme pourrait s'étendre à tous les publics avec une communication spécifique. Il serait intéressant également d'envisager un mode « scolaire » pour les besoins spécifiques des lycéens.

Pour LMV, il s'agit d'inciter la pratique du covoiturage à travers les services proposés par le futur Pôle d'Echanges Multimodal quartier de la gare de Cavaillon dont l'ouverture est prévue au second semestre 2022.
A travers son aménagement et son équipement, LMV Agglomération entend développer une information globale et cohérente sur les différents modes de transports présents sur son territoire : transports urbains (la gare routière permet de connecter les 4 lignes du réseau C Mon bus, la ligne C Ma navette et les lignes interurbaines), transports interurbains desservant la gare routière, train (avec ligne régionale et accès gare Tgv Avignon), transports scolaires, mais aussi le vélo (itinéraires cyclo et véloroute) et les itinéraires de randonnées.

Il s'agit de déployer à travers des outils innovants une information pratique, incitative et pédagogique en faveur des modes de transports collectifs et économes ; information à laquelle viendra s'adosser une information sur la vie du territoire (activités culturelles et touristiques notamment), de manière à donner de l'attractivité et du relief à ce nouvel équipement.

Les objectifs du PEM répondent aux objectifs suivants du Plan Climat :

- Densifier l'offre de transport ferroviaire et routière et développer la complémentarité entre le réseau des cars et des trains.

- Déployer un nouveau cadre de soutien aux projets et opérations visant à développer une intermodalité efficace et mettre en œuvre des transports collectifs urbains hautement performants.
- Soutenir et développer des projets proposant de nouveaux services de mobilité (autopartage, covoiturage, transport à la demande, vélo, marche, etc.).
- Mettre en œuvre des actions visant à promouvoir les transports collectifs, informer le grand public sur les offres de transport alternatives à la voiture individuelle et accompagner le changement des comportements
- Soutenir et inciter l'émergence de pôles d'échanges innovants et de quartiers de gare pour réduire la consommation d'espace, les consommations d'énergie et pour encourager les énergies renouvelables : informations numériques des voyageurs, bornes de recharge pour les véhicules, réhabilitation des bâtiments avec la démarche Bâtiments Durables Méditerranéens, basse consommation, ou à énergie positive avec panneaux photovoltaïques.
- Développer l'information digitale et numérique des voyageurs pour réduire la production imprimée de supports, le gaspillage et offrir un accès quasi illimité à l'information.

Il est à noter que le Département du Vaucluse a adopté son Schéma du Développement du covoiturage en 2017 et que la mise en œuvre en cours concerne le déploiement d'aires de covoiturage. En ce qui concerne ces aires spécifiques, il en existe 2 sur le territoire du PCAET et une 3e et prévue. Il convient de coordonner étroitement les actions avec le Département, tant au niveau des services qu'au niveau des parkings. Les EPCI peuvent également aménager des aires de covoiturage.

En fonction des ambitions du territoire, le covoiturage peut prendre la forme de « lignes de covoiturage » parallèles aux lignes de transport collectif existantes, renforcer leur cadence et être intégrées dans la tarification des transports en communs. L'on peut aussi imaginer un calculateur d'itinéraire multimodal qui inclurait toutes les offres de mobilité sur le territoire, y compris le covoiturage.

b) **Autopartage** (Le département n'est pas opérateur pour cette action)

Il n'existe pas d'offre d'autopartage institutionnel sur le territoire du PCAET, le plus proche étant à Avignon. Un service d'autopartage permettrait de fournir une solution de mobilité à des personnes non motorisées. Certains foyers peuvent ainsi éviter l'achat d'une deuxième voiture. Il peut être envisagé une mutualisation des véhicules de fonction des collectivités avec les véhicules d'autopartage car les besoins sont complémentaires dans le temps (journée et en semaine pour les collectivités ; soirée et week-end pour les ménages). L'équilibre économique d'un tel service, géré par un opérateur, demande un engagement des collectivités pour leurs besoins domestiques. Le recours à des véhicules électriques peut s'avérer particulièrement pertinent.

Il convient donc d'étudier l'opportunité de mettre en place un système d'autopartage, idéalement en mutualisation avec les collectivités. Dans un premier temps une expérimentation avec un faible nombre de véhicules et/ou de sites peut être envisagée.

Une solution numérique pour la réservation, éventuellement couplée à d'autres applications sur la mobilité, est indispensable.

<table>
<tr><th colspan="2">PILOTE (S)</th><th colspan="2">OPERATEUR(S) PRINCIPAL</th></tr>
<tr><td colspan="2">CALMV et CCPSMV</td><td colspan="2">CALMV, CCPSMV, Département 84</td></tr>
<tr><th colspan="2">CIBLES/BENEFICIAIRES</th><th colspan="2">PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)</th></tr>
<tr><td colspan="2">Habitants et actifs du territoire, visiteurs pour l'autopartage</td><td colspan="2">Principaux employeurs, organisations d'entreprises, opérateurs de service de covoiturage, Région, collectivités voisines (pour coordonner les offres et les applications), opérateurs d'autopartage, réseaux de transport collectif.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES</td><td>CCPSMV</td><td>PAED T2, T3</td></tr>
<tr><td>CALMV</td><td>CRTE<br>Objectif stratégique 1</td></tr>
</table>

| | | |
|---|---|---|
| | | Développer les mobilités durables<br>1.1 Favoriser l'intermodalité<br>1.2 Développer les infrastructures cyclables et les mobilités douces<br>1.3 Accompagner les usages du vélo |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX, Vincent RIVOIRE | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI et Philippe ROUX | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Catherine BAHLER, Eddy IACONA | **Elu(s) :** Gérard DAUDET | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Coût ETP : 0,5 ETP/an (suivi technique et contractuel des opérateurs de covoiturage et d'autopartage ; animation et communication auprès des habitants et entreprises locales)<br>Prestations externes : application covoiturage (30 k€ / an) ; étude exploratoire des flottes captives de véhicules légers pour l'autopartage (20 k€)<br>Autres : - |
| | **Investissement** | Achat de véhicules pour autopartage, mais idéalement en replacement de véhicules de fonction dans le cadre de leur renouvellement |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : Appel à Manifestation d'Intérêt « France Mobilités - Territoires d'expérimentation de nouvelles mobilités durables » (édition 2021 fermée le 31 mai 2021) ; plusieurs dispositifs de certificats d'économies d'énergies (CEE) : LiCov, Tous Covoitureurs etc. ; Région |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Concertation avec les territoires voisins, puis choix d'un opérateur de covoiturage<br>- Expérimentation d'une solution de covoiturage avec animations dans les entreprises<br>- Etude des besoins et de faisabilité de l'autopartage sur le territoire, étude des flottes publiques captives ; contact avec opérateurs potentiels |
| **2023** | - Pérennisation et exploitation courante du service de covoiturage ; animations et communication régulières<br>- Expérimentation de l'autopartage (avec un nombre limité de véhicules / de sites), puis déploiement de l'autopartage sur tout le territoire |
| **2024** | - Animation et communication régulières ; bilan et ajustement des services |
| **2025** | - Animation et communication régulières ; bilan et ajustement des services |

| | |
|---|---|
| **2026** | - Animation et communication régulières ; bilan et ajustement des services |
| **2027** | - Animation et communication régulières ; bilan et ajustement des services |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | Economie |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS / RESULTATS ASSOCIES** |
|---|---|
| Nombre de personnes utilisant les services de covoiturage et d'autopartage | |
| Nombre de voitures en autopartage | |
| Km en autosolisme évités ; km de covoiturage et d'autopartage effectués | |
| Taux d'équipement des ménages en voitures | |
| Volume du trafic routier ; congestions | |
| Nombre d'évènements et de communications organisés, nombre de personnes touchées | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | Ajustements réguliers des services pour répondre aux besoins du territoire ; p.ex. via des enquêtes en ligne |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | Avis positif |

### 2.4.9 ACTION N° 17 - CONVERTIR LES FLOTTES DE VEHICULES DES ENTREPRISES, DES COLLECTIVITES ET DES PARTICULIERS

| ACTION N° 17 |
|---|
| **Convertir les flottes de véhicules des entreprises, des collectivités et des particuliers** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| La majeure partie des véhicules roulant sur le territoire du PCAET sont équipés d'un moteur thermique alimenté à l'essence ou au gazole, émettant d'importantes quantités de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. La raréfaction des énergies fossiles couplée à l'émergence de nouveaux modes de propulsion ne fait que renforcer l'équation consistant à choisir la bonne énergie pour le bon mode de transport, et le bon mode de transport pour le bon usage. Plusieurs filières sont proposées, chaque système présentant ses caractéristiques propres, ses forces et ses faiblesses, souvent susceptibles d'évolution.<br><br>Cette action vise d'abord à étudier le marché et la faisabilité des différentes solutions, pour cerner les besoins réels des dispositifs de carburants alternatifs (surtout électricité, hydrogène, gaz naturel pour véhicules (GNV)).<br><br>Ensuite, il s'agira d'intensifier le développement et la généralisation de véhicules propres dans une démarche générale de transition énergétique. Il faut associer au déploiement de ces véhicules la construction de dispositifs de production d'énergie, de stockage et de distribution. Cela peut concerner la production d'énergies renouvelables sur le territoire : centrales photovoltaïques qui alimentent un électrolyseur produisant de l'hydrogène ; production de bioGNV destinés aux véhicules… Pour la distribution, des stations multi-énergie (p.ex. GNV + électrique), ouvertes à tous, peuvent s'avérer particulièrement pertinentes.<br><br>Tous les véhicules motorisés du territoire sont ciblés par cette action, mais les acteurs publics (EPCI, communes ; réseaux de transport en commun) peuvent être exemplaires en renouvelant rapidement leurs flottes captives (ordures ménagères, services techniques, véhicules de service, bus et cars etc.).<br><br>Pour les flottes des entreprises et les véhicules des particuliers l'aspect financier (des carburants, des véhicules) restera primordial. Ce facteur est en partie exogène, mais la collectivité doit s'assurer d'un maillage suffisant de stations sans lesquelles les filières ne peuvent pas émerger. Elle peut aussi subventionner l'implantation de bornes par des acteurs privés. Elle peut en outre créer d'autres incitations comme le stationnement gratuit pour des véhicules propres, ou un accès privilégié aux sites touristiques.<br><br>Des ateliers de travail avec les entreprises et des campagnes de communications à destination des particuliers sont à intégrer à différents stades de l'action.<br><br>En lien avec cette action sera mis en place un Schéma Directeur de Installations de Recharge des Véhicules Electriques (SDIRVE). Ce schéma a pour objectif d'accélérer le déploiement des stations publiques de recharge des véhicules électriques et d'en assurer la cohérence territoriale. L'article 68 de la loi d'orientation des mobilités prévoit la possibilité, pour les collectivités ou syndicats Autorités Organisatrices de Distribution d'Energie (AODE), de réaliser un SDIRVE. |

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) | |
|---|---|---|
| CALMV et CCPSMV | SEV pour les IRVE, GRDF | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Entreprises, collectivités, services publics (hôpitaux, pompiers, police…), opérateurs de transport collectif, particuliers | GRDF, ENEDIS, SEV84, Région, ADEME, DREAL, organisations d'entreprises, opérateurs de stations | |
| | **CCPSMV** | |

| | | |
|---|---|---|
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables<br>1.1 Favoriser l'intermodalité<br>1.1.3 Développer les transports à énergie propre |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN, Julien HAIGNERE, Raphaël MOLIERE | **Elu(s) :** Etienne KLEIN et Angélique RIVOIRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA/Jean-Marc LABOURIAUX | **Elu(s) :** Sylvie GREGOIRE/Christian MOUNIER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Coût ETP : 0,25 ETP/an (sur 1-2 ans pour la phase étude des besoins / conception, puis suivi de la mise en œuvre pendant environ 3 ans)<br>Prestations externes : bureau d'études qui réalise les études de potentiel et/ou le schéma de déploiement de stations (25-50 k€ HT)<br>Autres : - |
| | **Investissement** | Construction de stations ; déploiement de bornes (si pas de prise en charge par des opérateurs) |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : Etat (bonus écologique, prime à la conversion, suramortissement), ADEME (pour des véhicules H2 : 35-55% de subvention du surcoût par rapport à un diesel, dans le cadre de l'AAP « Ecosystèmes territoriaux Hydrogène » ; 2-15 k€ de subvention pour des véhicules GNV non particuliers dans le cadre de l'AAP « Mobigaz ») ; Région (complète l'aide ADEME pour véhicules H2 ; aide à l'acquisition de véhicules utilitaires propres ; appui à la conversion énergétique des taxis ; financements dans le cadre de « Mobigaz ») ; ENEDIS ; GRDF ; opérateurs de stations ; programme ADVENIR ; DETR ; DSIL ; Banque des Territoires (investissements pour la mobilité hydrogène)<br>Région SUD : Aides dispositif « Zéro émission route » |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Etude de marché et de faisabilité pour cerner les besoins réels en carburants alternatifs ; schéma directeur de déploiement de bornes de recharge |
| **2023** | - Sourcing d'opérateurs et création des infrastructures (stations, bornes)<br>- Cartographie des infrastructures, communication<br>- Faciliter la conversion des véhicules (stationnement gratuit pour véhicules propres etc.) |
| **2024** | - Suivre l'implantation et l'utilisation des stations et bornes<br>- Faciliter la conversion des véhicules |
| **2025** | - Suivre l'implantation et l'utilisation des stations et bornes<br>- Faciliter la conversion des véhicules |
| **2026** | - Suivre l'implantation et l'utilisation des stations et bornes<br>- Faciliter la conversion des véhicules |
| **2027** | - Suivre l'implantation et l'utilisation des stations et bornes<br>- Faciliter la conversion des véhicules |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | Mobilité / transport | Economie, énergie |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS / INDICATEURS ASSOCIES |
|---|---|
| Nombre de stations ; utilisation | |
| Nombre de véhicules convertis ; taux de conversion | |
| Nombre d'actions de communication et d'information | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - Accessibilité des stations / maillage<br>- Priorisation en fonction des bénéfices écologiques (convertir d'abord les véhicules où la conversion aura le plus grand impact, au regard de leur kilométrage, leur consommation, leur âge…) |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | Avis favorable |

## 2.5 PRENDRE EN COMPTE LE CLIMAT, L'AIR ET L'ENERGIE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME ET METTRE EN ŒUVRE DES AMENAGEMENTS ET CONSTRUCTIONS DURABLES

**Objectifs opérationnels chiffrés de la stratégie auxquelles les actions contribuent :**

Les actions doivent contribuer notamment à l'atteinte des objectifs suivants :

| TRANSPORT / MOBILITE | | | |
|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an économisés en 2030** |
| **6 % des déplacements évités par des politiques d'urbanisme** | 6 % des déplacements | - | -15 |

**Déclinaison par EPCI :**

| CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **SECTEUR TRANSPORT** | | | |
| 6 % des déplacements évités par des politiques d'urbanisme | 6 % des déplacements | - | -8 |
| **CCPSMV** | | | |
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **SECTEUR TRANSPORT** | | | |
| 6 % des déplacements évités par des politiques d'urbanisme | 6 % des déplacements | - | -7 |

### 2.5.1 ACTION N° 18 - INTEGRER DES OBJECTIFS CLIMAT/AIR/ENERGIE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES PROJETS D'AMENAGEMENT

| ACTION N° 18 |
|---|
| **Intégrer des objectifs Climat/Air/Energie dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement** (Notamment réduction des déplacements, lutte contre l'artificialisation des sols et promotion de la densité foncière) |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Amélioration de la qualité de vie, réduction des émissions de gaz à effet de serre, atténuation et adaptation au changement climatique, préservation de la biodiversité : l'urbanisme est central pour répondre aux défis sociétaux du XXIe siècle. Les projets d'urbanisme ont en effet un impact sur :

- La mobilité : réduction des déplacements, incitation aux déplacements alternatifs, etc. ;
- L'énergie : isolation, chauffage, climatisation, éclairage public, etc. ;
- La biodiversité : trame verte, bleue et noire, plantes locales, toitures végétales, etc. ;
- Le paysage : intégration dans le paysage local, utilisation de matériaux régionaux, etc. ;
- La réduction des risques d'inondation : lutte contre l'imperméabilisation des sols, etc. ;
- La qualité de vie : habitats groupés, jardins partagés, confort, etc. ;
- L'économie locale : prestations, sous-traitance, matériaux, etc.

L'intégration des objectifs Climat/air/Energie dans les documents de planification (PLU OAP...) sont ainsi un levier incontestable pour réussir la transition écologique.

Dans cette optique, la présente action se décline selon les quatre points suivants :

- **Mettre en place des Approches Environnementales de l'Urbanisme (AEU) sur les PLU des communes** (retour d'expérience de la commune du Thor)
  La mise en œuvre d'une démarche AEU permettra de définir de manière participative la vision et les ambitions environnementales des communes (ou maitre d'ouvrage) et de faire émerger les orientations traduites sous forme de recommandations dans le PLU. Les différentes thématiques du développement durable seront traitées : l'eau, les déchets, l'énergie, les transports, le bruit, les paysages, la biodiversité et le climat.
  Cette démarche nécessitera le recours à un consultant animateur qualifié AEU. La définition du cahier des charges pour cette démarche pourra s'appuyer sur la trame proposée par l'ADEME

- **Intégrer dans les OAP des principes favorisant l'habitat bioclimatique et les ENR**

Il s'agira ici de traduire des règles bioclimatiques d'implantation bâtie dans le PLU, sous forme d'OAP de qualité urbaine et architecturale par exemple. Cette traduction adaptera aux différentes typologies tissus et zonages des principes bioclimatiques (confort d'été et d'hiver) et de conception, par exemple :

- Permettre de végétaliser
- Maîtriser les vis-à-vis
- Garantir des protections solaires des façades exposées l'été, et un confort d'été (hygrothermique) et d'hiver (ensoleillement et apport passif de chaleur)
- Prise en compte de l'aéraulique (les vents) et de la rugosité des formes urbaines et implantations par rapport aux vents violents l'hiver et de fraîcheur l'été
- Etc…

- **Promouvoir l'usage des matériaux biosourcés**

Le recours aux matériaux biosourcés permet de limiter l'impact environnemental des constructions et de réduire notamment les émissions de Gaz à effet de serre (stockage carbone). Au-delà de gains environnementaux, le développement et la structuration des filières biosourcées permettront de générer de nouvelles activités, bénéfiques à l'économie locale. Inciter les habitants et porteurs de projet du territoire à

utiliser les matériaux biosourcés dans les documents ou opérations d'urbanisme (PCAET, PLU, ZAC…) représente ainsi un enjeu pour l'environnement, le développement économique des territoires et le bien-être des habitants.
Il s'agira notamment d'utiliser le bois local qui est reconnu par la certification « Bois des Alpes », le pin d'Alep qui a été caractérisé en 2019 et le cèdre qui est une essence en cours de reconnaissance pour ses qualités en systèmes constructifs.

- **Développer des projets d'aménagement certifiés Quartier Durable Méditerranéen** (Envirobat ou Eco-quartier)

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| Communes<br>SCoT | SCoT<br>Communes | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Usagers/habitants | Bailleurs sociaux, Promoteurs – aménageurs, ALTE, CALMV/CCPSMV, CAUE 84, Communes forestières. | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | PAED T14, T22 ;<br>CRTE #3.3, #3.4, #3.5 |
| | **CALMV** | |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |
| **REFERENTS CALMV** | | | |
| **Techniciens :** Marion JAMES, Sandra DUBET | **Elu(s) :** Gérard DAUDET | | |
| | | | |

| **BUDGET PREVISIONNEL** | | |
|---|---|---|
| | **Fonctionnement** | Coût d'accompagnement par un prestataire AEU<br>1 ETP (service urbanisme)<br>Suivi des permis de construire |
| | **Investissement** | Coût d'un accompagnement AEU par un prestataire. |
| | **Recette/Financements** | Aides de l'ADEME pour la démarche AEU |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Définition du cahier des charges AEU/consultation/Choix d'un prestataire qualifié<br>- Communiquer sur la démarche auprès des parties prenantes (à définir) et mise en œuvre de la démarche AEU<br>- Traduire les principes et règles dans l'OAP et le PLU dans les différents tissus urbains (centres bourgs, pavillonnaire, etc.)<br>- Bilan d'avancement annuel |
| **2023** | - Former les services et partenaires dans la compréhension du PLU et de l'OAP<br>- Suivre les règles dans l'instruction des permis de construire<br>- Bilan d'avancement annuel et évaluation de la formation |

| | |
|---|---|
| **2024** | - Suivi et bilan annuel |
| **2025** | - Suivi et bilan annuel |
| **2026** | - Suivi et bilan annuel |
| **2027** | - Suivi et bilan annuel |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Résidentiel<br>Tertiaire | Urbanisme, aménagement |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS/RESULTATS** |
|---|---|
| Nombre d'AEU initiées | A renseigner à posteriori |
| Nombre de PLU intégrant des règles adaptées dans l'OAP et le règlement | A renseigner à posteriori |
| Nombre services/partenaires formés au volet environnemental des PLU et des OAP associés | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | Le changement des manières de faire actuelles des promoteurs, des aménageurs, des particuliers, de l'ABF….<br><br>Dialoguer avec l'ABF afin de faciliter la prise en compte du défi de la transition énergétique et des objectifs du PCAET |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

### 2.5.2 ACTION N° 19 - FAVORISER LE TELETRAVAIL

| ACTION N° 19 |
|---|
| **Favoriser le télétravail** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Dégradation de la qualité de l'air, encombrement de la circulation (source de stress, de perte de temps et d'accidents), nuisances sonores… pour ne citer qu'elles, les déplacements domicile – travail impactent de manière conséquente la condition de vie au quotidien et l'environnement.<br><br>Pour pallier à ces désagréments, le télétravail, dispositif de 'travail à distance' peut s'avérer être une réponse efficace : travailler directement de chez soi, ou dans un tiers lieu plus près de chez soi (locaux publics, en coworking, dans des télé centres…). Il présente par ailleurs plusieurs avantages : flexibilité, autonomie, renforcement de l'esprit de confiance et meilleur confort de vie. Selon l'ADEME, à l'échelle d'une entreprise de 1 000 salariés, télétravailler un jour par semaine permet d'éviter l'équivalent des émissions annuelles de GES d'environ 37 français.<br><br>Dans ce contexte, le territoire souhaite favoriser le télétravail par les actions suivantes :<br><br>- Relayer et faciliter le développement de la fibre dans les pôles d'activités communautaires. La Communauté de Communes Pays des Sorgues Monts de Vaucluse a signé deux conventions, une avec l'Etat, la Région Provence- Alpes-Côte d'Azur et le Département de Vaucluse pour le déploiement de la fibre optique en zone d'intervention privée et une avec le Département de Vaucluse en zone d'intervention publique. Ce très haut débit est déjà une réalité dans la majorité des pôles d'activités. La fibre est par ailleurs déployée sur 12 villes sur 16 pour la CALMV.<br>- Recenser les pratiques existantes dans les entreprises en termes de télétravail du territoire et recenser les besoins<br>- Mettre en place une organisation hybride au sein des deux EPCI et mener des actions pilotes/ outils opérationnels en termes de télétravail (ex : espace de coworking au siège de LMV)<br>- Réflexion sur un centre de coworking et son modèle économique (associatif, privé…) |

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL | |
|---|---|---|
| CCPSMV/CALMV | CCPSMV / CALMV<br>Département 84 (fibre optique) | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Usagers/habitants/entreprises | Communes, aménageurs, entreprises, Département 84, Communes Forestières | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | PAED T6 |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.3Développer la connectivité du territoire<br>4.3.1 Optimiser les infrastructures numériques |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean OUTTERS, Lise BAJEUX, Caroline ALEX | **Elu(s) :** Yves BAYON DE NOYER, Florence ANDRZEJEWSKI | | |
| | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |

| NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL | | | |
|---|---|---|---|

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Karine ICARD/Emmanuelle LICITRI | **Elu(s) :** Gérard DAUDET | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| BUDGET PREVISIONNEL | | |
|---|---|---|
| | **Fonctionnement** | Temps agent CALMV<br>Temps agent CCPSMV |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Relayer et faciliter le développement de la fibre dans les pôles d'activités communautaires Recenser les pratiques existantes dans les entreprises en termes de télétravail du territoire : sondage et recensement des besoins<br>- Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2023** | - Mettre en place d'actions pilotes/ outils opérationnels en termes de télétravail<br>- Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2024** | - Mise en œuvre des actions et bilan annuel. |
| **2025** | - Suivi des actions et bilan annuel |
| **2026** | - Suivi des actions et bilan annuel |
| **2027** | - Suivi des actions et bilan annuel |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE, INDUSTRIE | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS |
|---|---|
| Avancement du déploiement de la fibre optique sur le territoire | A renseigner à posteriori |
| Nombre de d'entreprises mettant en place le télétravail | A renseigner à posteriori |
| KWh /CO2 économisés sur les actions pilote mis en œuvre | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

# 3. PRODUIRE ET UTILISER DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION

**Objectifs opérationnels chiffrés de la stratégie auxquelles les actions contribuent :**

| Objectifs à atteindre en 2030 | Ce que représente l'objectif | Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030) | GWh/an de production additionnelle en 2030 |
|---|---|---|---|
| **METHANISATION** | | | |
| 2 petites unités de 78 $Nm^3/h$ chacune | 100% du potentiel | / | +14,2 |
| **SOLAIRE THERMIQUE** | | | |
| 7.500 équivalents logements équipés | 37 % du potentiel | 681/an | +15 |
| **BOIS ENERGIE** | | | |
| 43 chaufferies bois de 0,3 MW chacune | 31 % du potentiel | 4/an | +32,5 |
| **POMPES A CHALEUR** | | | |
| 1 925 logements équipés de pompes à chaleur géothermiques | 32 % du potentiel | 175 | +17,5 |
| 4 950 logements équipes de pompes à chaleur aérothermiques | 63 % du potentiel | 450 | +45 |
| **CHALEUR FATALE** | | | |
| 30% du potentiel de récupération | 30% du potentiel | / | +8 |
| **SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | |
| 15 400 places de parking avec ombrières ou 76 ha sites anthropisés (217 000 $m^2$ de PV) | 80 % du potentiel | 19.700 $m^2$ /an | +32 |
| 14 400 maisons ou 855 bâtiments équipés (591 000 de $m^2$ de PV) | 10 % du potentiel | 54.000 $m^2$/an | +96 |

**Déclinaison par EPCI :**

| CALMV | | | | CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** | **Objectifs à atteindre en 2030** | **Ce que représente l'objectif** | **Rythme annuel (Sur 11 ans, 2020/2030)** | **GWh/an d'énergie économisée ou de production additionnelle en 2030** |
| **METHANISATION** | | | | **METHANISATION** | | | |
| 1 petite unité de 78 $Nm^3/h$ | 100% du potentiel | - | 11 | 1 petite unité de 78 $Nm^3/h$ | 100% du potentiel | - | 14 |
| **SOLAIRE THERMIQUE** | | | | **SOLAIRE THERMIQUE** | | | |
| 4 500 | 33% | 409 | 9 | 3 000 | 33% | 273 | 6 |
| **BOIS ENERGIE** | | | | **BOIS ENERGIE** | | | |
| 30 | 31% | 3 | 20 | 20 | 31% | 2 | 13 |
| **POMPES A CHALEUR** | | | | **POMPES A CHALEUR** | | | |
| 1 230 | 32% | 112 | 11 | 700 | 32% | 64 | 6 |
| 3 030 | 63% | 275 | 28 | 1 930 | 63% | 175 | 18 |
| **CHALEUR FATALE** | | | | **CHALEUR FATALE** | | | |
| 30% du potentiel de récupération | 30% du potentiel | - | 4 | 30% du potentiel de récupération | 30% du potentiel | - | 4 |
| **SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | | **SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE** | | | |
| 135 600 | 80% | 12 300 | 20 | 81 400 | 80% | 7 400 | 12 |
| 8 700 | 9% | 800 | 58 | 5 700 | 9% | 500 | 38 |

## 3.1 DEVELOPPER L'ELECTRICITE LA CHALEUR ET LE FROID RENOUVELABLE OU DE RECUPERATION

### 3.1.1 ACTION N° 20 - REALISER UN SCHEMA DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES

| **ACTION N° 20** |
|---|
| **Réaliser un Schéma directeur de développement des énergies renouvelables et de récupération** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| Le PCAET après avoir identifié les potentiels du territoire a défini, jusqu'à l'horizon 2050, des objectifs ambitieux de développement de la production et de la consommation des énergies renouvelables et de récupération (ENR et R). Il s'agit maintenant d'aller plus loin en complétant ces objectifs par leur déclinaison opérationnelle d'un point de vue spatiale et temporelle en réalisant un schéma directeur de développement de ENR et R qui devra notamment permettre :<br>- De localiser les zones de production et de consommations potentielles,<br>- De planifier et prioriser temporellement et spatialement les zones d'implantation en fonction des contraintes environnementales, techniques et réglementaires,<br>- D'étudier la possibilité d'implantation d'un site de méthanisation pour les biodéchets collectés par les collectivités,<br>- De mobiliser les acteurs opérationnels sur les projets.<br><br>Un tel schéma permet de questionner en détail l'organisation locale du système de consommation et de production d'énergie. Par une analyse des vecteurs énergétiques (gaz, électricité, chaleur, froid), des capacités et contraintes des réseaux, il interroge l'adéquation entre les ambitions de transition énergétique de la collectivité et de ses partenaires, les marges de manœuvre possibles et les moyens à disposition. Il est généralement établi sur le format classique de démarche de programmation avec un diagnostic, un travail de construction d'une stratégie et d'un programme d'actions.<br><br>Le diagnostic a conclu à l'absence de potentiel d'éolien dans le territoire mais le schéma directeur permettra grâce à une analyse plus fine de contribuer à infirmer ou confirmer ce résultat (voir rapport stratégie du PCAET). |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| SM du SCoT | AMO | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| CALMV/CCPSMV et leurs communes | ADEME, SEV, PNRL, GRDF, ENEDIS<br>Syndicats de traitement des déchets, Communes forestières au travers de la mission régionale bois énergie | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Action T 18 du PAED |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.2 Développer les énergies renouvelables<br>2.2.1 Accompagner la mise en place de panneaux photovoltaïques |

| | | |
|---|---|---|
| | | 2.2.3 Accompagner le développement des énergies renouvelables |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Angélique RIVOIRE et Etienne KLEIN | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Sylvie GREGOIRE/Christian MOUNIER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Sous-traitance Etude : 35 000 € HT |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | ADEME |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Rédaction du cahier des charges<br>- Lancement de la consultation et choix du prestataire<br>- Réalisation de l'étude |
| **2023** | - Partage des résultats de l'étude<br>- Lancement d'une étude sur la possibilité d'implanter une unité de méthanisation à l'échelle du SCOT |
| **2024** | |
| **2025** | |
| **2026** | |
| **2027** | |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE, AGRICULTURE, TRANSPORT | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS |
|---|---|
| Réalisation de l'étude | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

### 3.1.2 ACTION N° 21 - DEPLOYER LE CONTRAT D'OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DES ENR THERMIQUE ET DE RECUPERATION

| ACTION N° 21 |
|---|
| **Déployer le Contrat Territorial de développement des ENR thermique et de Récupération** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Le Contrat Territorial de développement des ENR thermique et de Récupération (CTENR) est une démarche mutualisée au niveau départemental dans le cadre d'un contrat entre l'ADEME et le SEV pour :

1. Faire émerger des projets d'ENR thermique et de récupération (Maîtrise d'ouvrage public et privé),
2. Mobiliser les aides à l'investissement du Fonds chaleur pour les énergies suivantes : bois énergie, géothermie pour le chauffage et le refroidissement (sur nappe ou sur sondes), réseaux de chaleur chaud et/ou froid, chaleur fatale, solaire thermique.

La démarche sera articulée avec le schéma directeur des ENR (voir fiche action précédente) et permettra de faire bénéficier aux maîtres d'ouvrage intéressés des soutiens suivants :

**1. Note d'opportunité gratuite pour :**

- Les acteurs publics ou parapublics : collectivités, bailleurs sociaux, établissement de santé,
- Les acteurs privés (hors particuliers) : Entreprises industrielles et commerciales, hôtels, campings, bureaux, entreprises agricoles, copropriétés.

**2. Aides financières possibles une fois le contrat d'objectif signé :**

- Aides pour la réalisation des études de faisabilité et éventuelles études associées (par exemple test de réponse thermique pour de la géothermie, AMO globale performance énergétique ou qualité environnementale, etc.) : de 50 à 70% du montant étude HT (soutien financier de la Région).
- Aides à l'investissement pour la réalisation des travaux liés à la mise en œuvre d'une source d'énergie renouvelable thermique : elles dépendent du type d'énergie utilisé et de la puissance de l'installation ; elles représentent 30 à 80% du montant travaux HT (soutien financier de l'Ademe et de la Région).

<table>
<tr><th>PILOTE</th><th colspan="2">OPERATEUR(S) PRINCIPAL</th></tr>
<tr><td>SEV</td><td colspan="2">SEV/PNRL/ALTE<br>Luberon Sorgues Entreprendre</td></tr>
<tr><th>CIBLES/BENEFICIAIRES</th><th colspan="2">PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)</th></tr>
<tr><td>Maîtrises d'ouvrage publiques (EPCI et communes) et privées</td><td colspan="2">ADEME, Région, Communes forestières via la mission régionale bois énergie</td></tr>
<tr><td rowspan="2">CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES</td><td>CCPSMV</td><td>Action T11 et T13 du PAED</td></tr>
<tr><td>CALMV</td><td>CRTE<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.4 Réduire et compenser les consommations énergétiques<br>2.4.2 Accompagner la rénovation thermique des bâtiments publics<br>2.4.3 Accompagner la rénovation énergétique des logements<br>2.2 Développer les énergies renouvelables</td></tr>
</table>

| | | |
|---|---|---|
| | | 2.2.1 Accompagner la mise en place de panneaux photovoltaïques<br>2.2.3 Accompagner le développement des énergies renouvelables |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** | **Elu(s) :** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Sylvie GREGOIRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | |
| | **Investissement** | Selon les projets |
| | **Recette/Financements** | Financement animation ADEME<br>Fonds chaleur et région : 30 à 80% du montant travaux HT selon les projets |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Prospection des maîtres d'ouvrage<br>- Réalisation des notes d'opportunité et des études de faisabilité |
| **2023** | - Réalisation des notes d'opportunité et des études de faisabilité<br>- Montage des dossiers Fonds chaleur et réalisation des travaux |
| **2024** | - Réalisation des notes d'opportunité et des études de faisabilité<br>- Montage des dossiers Fonds chaleur et réalisation des travaux |
| **2025** | - Etude du renouvellement du COTER |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE INDUSTRIE AGRICULTURE RESIDENTIEL | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/RESULTATS |
|---|---|
| Nombre de notes d'opportunité | A renseigner à posteriori |
| Nombre d'études de faisabilité | A renseigner à posteriori |
| GWh/an d'énergie renouvelable thermique produite | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

# 3.2 DEVELOPPER L'ELECTRICITE RENOUVELABLE

## 3.2.1 ACTION N° 22 - ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAÏQUE

| ACTION N° 22 |
| --- |
| **Accompagner le développement du photovoltaïque** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

Le PCAET fixe des objectifs ambiteux de développement du photovoltaïque sur le territoire. Pour atteindre ces objectifs l'action consiste à proposer un accompagnement sur les volets suivants :

- **Localiser les zones dé-risquées d'implantation en répondant à l'AMI PV Foncier dérisqué de la Région**

L'objectif est de réaliser une étude pré-opérationnelle visant à mobiliser l'ensemble du potentiel photovoltaïque pour des surfaces ne présentant pas de contraintes rédhibitoires (environnement, servitudes, raccordement,..) de façon à planifier son développement pour un déploiement rapide et de grande envergure. L'étude devra permettre notamment de :

- Donner une vision spatiale du potentiel territorial ou patrimonial,
- D'identifier et de hiérachiser à partir de ce potentiel les surfaces dérisquées à priori disponibles pour accueillir des installations PV,
- Planifier une mobilisation optimale de ce potentiel en équipant un maximum de ces surfaces,
- Adopter une vision filière globale en identifiant également les sites qu'il serait approprié d'équiper en solaire thermique,
- Identifier les potentialités d'auto-consommation individuelle ou collective,
- Concerter avec les parties prenantes et évaluer les possibilités de mobiliser les citoyens, les acteurs publics ou privés en vue de projets collectifs, participatifs ou citoyens,
- Identifier les principales caractéristiques économiques des sites d'implantation identifiés et proposer des hypothèses de montage de projet (données juridiques, financières et économiques).

Ce travail de localisation sera intégré dans le schéma directeur des ENR (voir fiche action précédente)

- **Accompagner les collectivités dans leurs projets**

En répondant à l'AMI de l'ADEME « COCOPEOP » (conseillers à destination des collectivités de l'échelon communal pour le développement de projets éoliens et photovoltaïques), le SEV met à disposition des communes un conseiller pour les aider à monter leur projet de production d'électricité renouvelable. Il s'agit plus concrétement de :

- Diffuser la vision stratégique régionale auprès des collectivités et sensibiliser les élus locaux aux potentiels des filières
- Appuyer les élus et les équipes techniques dans leurs rôles de facilitateurs et d'accompagnateurs lorsqu'un projet est initié par un développeur (Appui et conseils / identification de potentiel / réalisation de notes d'opportunité)
- Accompagner les collectivités dans les premières étapes du montage d'un projet PV en coordination avec les animateurs locaux de projets PV (Centrales Villageoises, Energie Partagée, etc.) via une assistance pour la réalisation d'études préalables / montage dossiers subvention / négociation.

- **Conseiller les initiatives de développement PV sur du foncier à enjeux**

Dans l'objectif d'accompagner les porteurs de projet dans le développement de leurs opérations, la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Vaucluse a mis en place une organisation spécifique avec un « guichet unique photovoltaïque ».

Ce guichet est à la disposition des porteurs de projets pour faciliter leurs démarches administratives. Il a vocation à proposer aux porteurs de projets :

- Une expertise sur l'ensemble des enjeux portés par les services de l'État en Vaucluse (DDT, UDAP, SDIS, DREAL…).
- Il permet d'apporter une réponse coordonnée, très en amont du projet : prise en compte des risques naturels, compatibilité avec les documents d'urbanisme, loi sur l'eau, permis de construire… et ce, avant d'engager des études qui pourraient s'avérer inutiles ou sous-dimensionnées.

Le guichet unique, en mobilisant les diverses compétences utiles, procède à une première analyse des enjeux et processus réglementaires du projet. Il n'a pas vocation à délivrer une quelconque autorisation administrative mais propose un accompagnement et un conseil intégré tout au long de la démarche.

L'ALTE réalise du conseil auprès de particuliers sur des projets d'installations solaires photovoltaïques et thermiques (à hauteur de deux appels par particulier) et réalise des évènements de communication, de sensibilisation et de conseils, à l'instar de la réunion sur le photovoltaïque organisée au siège de la CCPSMV, et participe à d'autres, comme le Jardin d'Automne à Châteauneuf-de-Gadagne.

- **Développer l'Agrivoltaisme**

Cette action consistera à de l'information sensibilisation des acteurs agricoles du territoire (agriculteurs, apprenants, organisations professionnelles) sur les opportunités de développement de projets agrivoltaïque : atouts et limites, contraintes de mises en œuvres, adéquation avec les projets agricoles sur les trois principales filières : viticulture, arboriculture et maraîchage.

Cette action pourra s'appuyer sur des visites de sites sur des retours d'expérimentations et suivis agronomiques.

A l'echelle du territoire de la CCPSMV, une étude d'opportunité comprenant un cadrage réglementaire est en réflexion afin d'identifier le potentiel solaire, les leviers et les freins urbanistiques ainsi que l'aspect juridique et financier liés au montage de projets d'agrivoltaïsme.

- **Intégrer la problématique patrimoniale en lien avec l'ABF**

Les contraintes patrimoniales peuvent présenter un frein important au développement du solaire photovoltaïque notamùment dans les centres-bourgs. La définition de pré-avis de l'ABF dans des zonages permettrait d'identifier clairement la complexité d'un projet tout en respectant les enjeux patrimoniaux et paysagers.

<table>
<tr><th>PILOTE (S)</th><th colspan="2">OPERATEUR(S) PRINCIPAL</th></tr>
<tr><td>CCPSMV/CALMV/SCOT</td><td colspan="2">SEV, AMO Etude foncier dérisqué<br>DDT Vaucluse, Chambre Agriculture 84</td></tr>
<tr><th>CIBLES/BENEFICIAIRES</th><th colspan="2">PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)</th></tr>
<tr><td>Maîtrises d'ouvrage publiques et privées</td><td colspan="2">Région SUD, ADEME, PNRL, CAUE84, relais associatifs</td></tr>
<tr><td rowspan="2">CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES</td><td>CCPSMV</td><td>CRTE : Orientation 1.2<br>PAED T18</td></tr>
<tr><td>CALMV</td><td>CRTE<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.2 Développer les énergies renouvelables</td></tr>
</table>

| | | |
|---|---|---|
| | | 2.2.1 Accompagner la mise en place de panneaux photovoltaïques<br>2.2.3 Accompagner le développement des énergies renouvelables |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Angélique RIVOIRE et Etienne KLEIN | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | |
|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA, Catherine BAHLER | **Elu(s) :** Gérard DAUDET/Sylvie GREGOIRE |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Sous-traitance : 35 000 €HT |
| | **Investissement** | Selon les projets |
| | **Recette/Financements** | **Région SUD :**<br>AMI PV dérisqué : jusqu'à 70 % du montant de l'étude plafonnée à 100 00 €.<br>Aides à l'investissement pour (voir cadre d'intervention) :<br>- Projets photovoltaïques 10 à 100 kWc en injection totale sur le réseau et incluant une composante de maîtrise de l'énergie<br>- Projets photovoltaïques en autoconsommation (>10kWc) : dispositif SMART PV<br>- Projets solaires thermiques collectifs<br>**Banque des Territoires :**<br>Soutien pour les projets supérieurs à 100 kW via une prise de participation en fonds propres dans la société de portage de projet. |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Rédaction du cahier des charges de l'étude<br>- Réalisation de l'étude<br>- Accompagnement des collectivités |
| **2023** | - Montage des projets<br>- Accompagnement des collectivités |
| **2024** | - Montage des projets<br>- Accompagnement des collectivités |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE INDUSTRIE AGRICULTURE RESIDENTIEL | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/RESULTATS |
|---|---|
| Nombre de notes d'opportunité | A renseigner à posteriori |
| Nombre d'études de faisabilité | A renseigner à posteriori |
| GWh/an d'énergie renouvelable thermique produite | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

# 4. DEVELOPPER UNE ECONOMIE LOCALE ET CIRCULAIRE

## 4.1 PROMOUVOIR UN SYSTEME ALIMENTAIRE TERRITORIAL DURABLE

### 4.1.1 ACTION N° 23 - IMPULSER ET METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX

| ACTION N° 23 |
|---|
| **Impulser et mettre en œuvre des projets alimentaires territoriaux** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Un projet alimentaire territorial (PAT) permet au territoire de travailler sur la reterritorialisation de l'alimentation pour offrir aux habitants du territoire les conditions d'une alimentation saine, de qualité, accessible à tous issue de circuits de proximité et contribuant au développement d'une agriculture rémunératrice pour l'agriculteur et respectueuse de l'environnement.<br><br>Actuellement dans le territoire seules les communes du PNRL bénéficient d'un tel projet. L'objectif de l'action est d'étendre ce premier périmètre à l'ensemble du territoire du SCoT.<br><br>Pour mémoire, à travers un PAT le territoire peut mettre en réseau et en cohérence les nombreuses actions et acteurs déjà engagés, et en faire émerger de nouvelles, en travaillant sur la structuration de l'économie agro-alimentaire locale, en rapprochant les différents acteurs de la chaîne alimentaire du producteur au consommateur en passant notamment par les transformateurs, les distributeurs ou encore les restaurateurs.<br><br>Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture du 13 octobre 2014 (Art 39), les PAT sont construits de manière concertée grâce à l'ensemble des acteurs d'un territoire.<br>L'action a pour objectif de renforcer l'autonomie alimentaire du territoire au travers des interventions suivantes :<br><br>- Faire un état des lieux de la production agricole et alimentaire du territoire<br>- S'impliquer dans le Projet Alimentaire Territorial porté par le PNRL<br>- Co-construire, avec les partenaires du territoire, une trajectoire vers un système alimentaire territorial durable<br>- Formalisation d'un plan d'actions qui pourra notamment intégrer les dimensions suivantes :<br><br>a. Sensibiliser les agriculteurs et les habitants à l'importance de développer l'autonomie alimentaire du territoire : vente en circuits courts et développement de la consommation locale,<br>b. Soutenir les initiatives de circuits courts, outil de transformation collectifs, entreprise locale de transformation alimentaire, (par exemple légumerie),<br>c. Travailler sur l'approvisionnement en produits locaux et durables de la restauration collective<br>d. Mettre en place un plan de reconquête des friches agricoles (en lien avec le CRTE) |

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL |
|---|---|
| CALMV/CCPSMV | PNRL pour CALMV, CCPSMV |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** |

| | | |
|---|---|---|
| Habitants | CDA84, PNR du Luberon, les agriculteurs, CIVAM, AgriBio84, magasin de producteurs, marchés, CMAR, Département 84. | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | CRTE 2.3 |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 3<br>a. Préserver et valoriser les ressources naturelles<br>3.3.1 Améliorer les productions agricoles |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean OUTTERS et Lise BAJEUX | **Elu(s) :** Yves BAYON DE NOYER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | |
|---|---|
| **Techniciens :** Marion JAME/Jean TRITENNE/Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Sylvie GREGOIRE/Claude SILVESTRE |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Diagnostic – Plan d'actions – Déploiement des premières actions |
| **2023** | - Mise en œuvre du plan d'actions |
| **2024** | - Mise en œuvre des actions |
| **2025** | - Mise en place et suivi des actions |
| **2026** | - Mise en place et suivi des actions |
| **2027** | - Mise en place et suivi des actions |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Agriculture / Transports de marchandise… | Alimentation |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS / RESULTATS |
|---|---|
| Nombre de projets ayant vu le jour | |
| Nombre d'exploitations concernées | |
| Taux d'achat des produits locaux dans la restauration collective | |
| Nombre d'hectares remis en culture | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - Capacité financière et coût pour les familles<br>- Rentabilité économique pour les agriculteurs<br>- Intégrer les problématiques d'alimentation et d'agriculture durable comme des objectifs stratégiques prioritaires |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | Avis favorable |

# 4.2 DEVELOPPER LES ECHANGES DE RESSOURCES ET DE FLUX ENTRE ENTREPRISES/INDUSTRIES

## 4.2.1 ACTION N° 24 - SOUTENIR LES DEMARCHES D'ECOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

| **ACTION N° 24** |
|---|
| **Soutenir les démarches d'écologie industrielle et territoriale** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| Luberon et Sorgues Entreprendre qui rassemble environ 200 entreprises du territoire a mis en place une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT).<br><br>Cette démarche vise à :<br>2. Identifier les ressources et les flux disponibles au sein de chaque entreprise,<br>3. Détecter des synergies potentielles entre entreprises,<br>4. Mettre en relation des entreprises en fonction des synergies identifiées,<br>5. Valider des études de la faisabilité économique et technique des actions,<br>6. Piloter des actions collectives,<br>7. Créer et suivre la plateforme collaborative sur les synergies,<br>8. Coordonner des achats groupés,<br>9. Choisir des actions de mutualisation et ou de substitution à mettre en place,<br>10. Rechercher des partenaires et des financements.<br><br>Aujourd'hui, 64 diagnostics ont été effectués dans le périmètre de la CCPSMV et une pré-étude a été réalisée pour 4 industries sur la mise en place de solutions énergétiques alternatives avec un focus sur la valorisation de la chaleur fatale (récupération de chaleur dans l'entreprise ou création d'un réseau chaleur).<br><br>L'action s'appuie sur le Programme Territorial de Synergies Inter-entreprises (PTSI) proposé par la CCI de Vaucluse en partenariat avec l'Institut national de l'économie circulaire, l'ADEME et la Région.<br>Il s'agit de favoriser les échanges de flux et synergies entre entreprises (matières, énergie, services, RH, etc.) en organisant des ateliers inter-entreprises de détection des synergies et en accompagnant les entreprises dans la mise en place des opportunités identifiés.<br><br>Elle a pour objectif entre 2021 et 2024 d'étudier la faisabilité de la mise en œuvre des actions identifiés dans les premiers diagnostics et d'élargir l'action au territoire dela CALMV pour établir un nouveau plan d'action. |

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| Luberon et Sorgues Entreprendre | Luberon et Sorgues Entreprendre<br>CCI du Vaucluse | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Maîtrises d'ouvrage publiques et privées | Région SUD, ADEME, CALMV, CCPSMV, SEV. | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 1<br>Développer les mobilités durables 1.2.1<br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi |

| | | |
|---|---|---|
| | | 4.1accompagner un développement économique respectueux de l'environnement<br>4.7 optimiser la collecte et le traitement des déchets |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN, Jean OUTTERS et Lise BAJEUX, Aurélia DULONG et Raphaël MOLIERE | **Elu(s) :** Etienne KLEIN, Angélique RIVOIRE, Yves BAYON DE NOYER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | |
|---|---|
| **Techniciens :** Jean TRITENNE | **Elu(s) :** Patrick SINTES |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | |
| | **Investissement** | Selon les projets |
| | **Recette/Financements** | Région SUD : AMI Filidéchets |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Quantification des flux via une plateforme web (Ciblage des diagnostics en fonction du secteur et du potentiel)<br>- Ateliers collectifs par domaine (PTSI)<br>- Audits des entreprises qui ont un potentiel de synergies de substitution |
| **2023** | - Audits des entreprises qui ont un potentiel de synergies de substitution<br>- Élaboration et mise en place d'un nouveau plan d'action |
| **2024** | - Mise en œuvre du plan d'actions. |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE INDUSTRIE | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/RESULTATS |
|---|---|
| Nombre de diagnostics | A renseigner à posteriori |
| Nombre d'ateliers collectifs | A renseigner |
| GWh/an d'énergie fatale récupérée | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

# 4.3 PREVENIR LA PRODUCTION ET VALORISER LES DECHETS

## 4.3.1 ACTION N° 25 - PLANIFIER LA PREVENTION ET LA GESTION DES DECHETS MENAGERS

| **ACTION N° 25** |
|---|
| **Planifier la prévention et la gestion des déchets** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| Les services prévention et valorisation des déchets des territoires de la CCPSMV et de la CALMV font face à une production importante de déchets collectés et à une marge de progression des performances de tri des matériaux recyclables significative. En conséquence, les tonnages d'ordures ménagères résiduelles sont élevés (79% pour la CCPSMV par exemple) et ceux de recyclables moindres. Cette problématique de surproduction se retrouve également dans les tonnages apportés dans les deux déchetteries du territoire (12 446 tonnes en 2020). Au regard des impacts environnementaux et financiers que cela représente la CCPSMV a décidé de se doter d'un plan d'actions « Prévention et gestion des déchets » 2021 – 2026 dans le cadre d'un Contrat d'objectifs déchets et économie circulaire avec a Région Sud et d'un Contrat d'objectif territorial avec l'ADEME. Pour LMV, l'élaboration d'un PLPDMA est en cours (finalisation prévue courant 2022) ; elle sera également intégrée dans le contrat d'objectifs de la Région. En cohérence, au sein du présent PCAET, est intégrée l'action qui se décline de la manière suivante :<br><br>- Mise en œuvre d'un PLPDMA (CCPSMV et CALMV)<br>- Soutien aux démarches locales de création d'une ressourcerie du bâtiment et d'une plateforme de valorisation des déchets verts / bois en combustible solide ou compost (CCSMV) |

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| **CCPSMV**<br>**CALMV** | CCPSMV<br>CALMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Usagers/habitants | - Bailleurs sociaux<br>- Promoteurs – aménageurs<br>- ALTE (conseil aux porteurs de projet)<br>- Luberon et Sorgue Entreprendre<br>- Relais associatifs | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | **CRTE**<br>CODEC (Contrat d'objectifs déchets et économie circulaire) /région Sud<br>Contrat d'objectif territorial/ADEME |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer le cadre de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.7 optimiser la collecte et le traitement des déchets<br>4.7.1 améliorer la prévention sur la production des déchets<br>4.7.2 optimiser le recyclage des déchets |

| **REFERENTS CCPSMV / CALMV** | |
|---|---|
| **Techniciens :** Aurélia DULONG et Raphaël MOLIERE | **Elu(s) :** Etienne KLEIN |

| NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| | | | |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Christian MOUNIER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | PLPDMA : 496k€ (CCPSMV) ; chiffrage en cours pour celui de la CALMV<br>Etude /choix exploitant (plateforme déchets verts et déchetterie PRO) : 25k€ (CCPSMV)<br>Etude ressourcerie bâtiment : Luberon et Sorgue Entreprendre) |
| | **Investissement** | Construction et mise en service plateforme de déchets verts : 795k€ (CCPSMV)<br>Réhabilitation déchetterie Lauris : 500 k€ (CALMV) |
| | **Recette/Financements** | |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Elaboration d'un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)<br>- Création d'une plateforme de dépose et broyage des déchets verts : Etude et choix de l'exploitant /mise en œuvre et mise en service<br>- Etude d'une déchetterie professionnelle (bâtiment) / mise en œuvre et mise en service |
| **2023 - 2026** | - Mise en œuvre et suivi du PLPDMA |
| **2023** | - Suivi et bilan annuel |
| **2024** | - Suivi et bilan annuel |
| **2025** | - Suivi et bilan annuel |
| **2026** | - Evaluation PDLMA |
| **2027** | - Suivi et bilan annuel. |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE, INDUSTRIE | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/RESULTATS |
|---|---|
| Variation des tonnages de DMA | A renseigner à posteriori |
| Déchetterie professionnelle /plateforme déchets verts mise en service | A renseigner à posteriori |
| KWh économisés | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

# 5. S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SEQUESTRER LE CARBONE ET PRESERVER LA BIODIVERSITE

## 5.1 ASSURER UNE GESTION CONCERTEE DES USAGES DE L'EAU, ECONOMISER LA RESSOURCE ET PROTEGER LES CAPTAGES D'EAU POTABLE

### 5.1.1 ACTION N° 26 - METTRE EN ŒUVRE LES OUTILS DE PLANIFICATION ET DES ACTIONS DE GESTION DES EAUX ET DES RIVIERES

| **ACTION N° 26 A** |
|---|
| **Mettre en œuvre les outils de planification et des actions de gestion des eaux et des rivières (CCPSMV)** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| Territoire provençal, méditerranéen, l'enjeu de l'eau est capital. La pression sur la ressource est très forte et, est appelée à se renforcer avec le changement climatique. Face au défi climatique, un projet de plan de gestion de la ressource en eau s'inscrit dans une démarche globale sur le territoire.<br><br>De nombreuses actions sont entreprises via les différents documents de gestion de l'eau (SDAGE, SAGE, Contrats de rivières) pour partager et préserver la ressource, restaurer des milieux tampons et les continuités écologiques, de même que pour limiter les affluences de polluants dans les rivières et milieux naturels.<br><br>En 2018, le Comité de Rivière « Les Sorgues » a décidé de lancer un troisième contrat de Rivière en se fixant les objectifs suivants :<br>- L'amélioration de la qualité de l'eau,<br>- L'amélioration de la gestion du risque d'inondation,<br>- La conciliation des usages avec la préservation du milieu,<br>- L'amélioration de la connaissance et de la gestion de la ressource.<br><br>Afin de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du contrat de Rivière des Sorgues, la CCPSMV :<br>- Contribuera à amender le diagnostic en partageant les projets menés sur le territoire en matière de qualité de l'eau, usages, risques et préservation de la biodiversité et des milieux.<br>- Participera aux discussions engagées dans le cadre du contrat de Rivière et y associer les acteurs du territoire<br>- S'engagera en tant que partenaires et/ou porteurs d'actions spécifiques, notamment dans le cadre de la compétence GEMAPI |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CCPSMV | SMBS, ASA | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| | Département 84, CAUE 84 | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Ambition 1 du CRTE (mais pas d'Orientation) |
| | | |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Vincent RIVOIRE | **Elu(s) : :** Denis SERRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Mise en œuvre des actions définies dans le cadre du contrat de Rivière |
| **2023** | - Mise en œuvre et suivi des actions |
| **2024** | - Mise en œuvre et suivi des actions |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Transport/Résidentiel/… | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|
| Nombre d'actions portées dans le cadre du contrat de Rivière | |
| Nombre d'acteurs impliqués dans la démarche | |
| Nombre d'interventions dans le cadre de la GEMAPI | |
| Nombre de km de cours d'eau qui ont fait l'objet d'intervention (restauration, entretien, aménagement) | |
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| **CONSULTATION HABITANTS** | |
|---|---|

## ACTION N° 26 B

**Mettre en œuvre les outils de planification et des actions de gestion des eaux et des rivières (CALMV)**

### CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION

L'eau est une ressource indispensable à tous les territoires et directement impactée par les effets du changement climatique et les activités humaines. Les usages de cette ressource sont en effet nombreux : alimentation en eau potable (34% du volume via le prélèvement dans les eaux superficielles, 66% dans les eaux souterraines), irrigation pour les cultures et alimentation en eau pour l'élevage, utilisation par l'industrie, les activités de tourisme et de loisirs (importance de la qualité de l'eau pour la pêche en rivière et la qualité des eaux de baignade par exemple) ou encore la production d'hydroélectricité. Une variation de la ressource en eau a donc des impacts directs sur les acteurs de son territoire et peut entraîner des conflits d'usage.

Territoire provençal, méditerranéen, l'enjeu de l'eau est capital. La pression sur la ressource est très forte et, est appelée à se renforcer avec le changement climatique. Face au défi climatique, un projet de plan de gestion de la ressource en eau s'inscrit dans une démarche globale sur le territoire.

De nombreuses actions sont entreprises via les différents documents de gestion de l'eau (SDAGE, SAGE, Contrats de rivières) pour partager et préserver la ressource, restaurer des milieux tampons et les continuités écologiques, de même que pour limiter les affluences de polluants dans les rivières et milieux naturels.

Le territoire est soumis au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée. Ce SDAGE se fixe d'atteindre un bon état de ses eaux pour 66% des cours d'eau à l'horizon 2021.
Afin de contribuer à cet objectif et pour engager le territoire dans une démarche d'adaptation au changement climatique, la CALMV contribuera à la mise en œuvre des différents documents de planification :

- Mettre en œuvre le SAGE et les contrats de rivière Calavon-Coulon et du Val de Durance
- Mettre en œuvre le contrat de rivière des Sorgues

Dans ce cadre, la CALMV :

- Contribuera à amender les diagnostics en partageant les projets menés sur le territoire en matière de qualité de l'eau, usages, risques et préservation de la biodiversité et des milieux.
- Participera aux discussions engagées et y associera les acteurs du territoire
- S'engagera en tant que partenaires et/ou porteurs d'actions spécifiques, notamment dans le cadre de la compétence GEMAPI

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL | |
|---|---|---|
| CALMV | Syndicat mixte d'aménagement de la vallée de la Durance (SMAVD)<br>Syndicat intercommunautaire Rivière Calavon-Coulon (SIRCC)<br>Commission Locale de l'Eau du SAGE Calavon-Coulon (PNRL)<br>Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues (SMBS) | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| | ARBE, CAUE84 | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 3<br>Préserver et valoriser les patrimoines naturels, paysagers et bâtis<br>3.3 préserver et valoriser les ressources naturelles<br>3.3.3 préserver la ressource et la qualité de l'eau |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Corentin CHARLES** | **Elu(s) : Gérard JUSTINESY et Roland CARLIER** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP :<br>Prestations externes :<br>Autres : |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Voir SMBS et SIRCC |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - |
| **2023** | - |
| **2024** | - |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Transport/Résidentiel/… | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|
| Nombre d'actions portées dans le cadre des contrats de rivières | |
| Résultat suivi et évaluation des objectifs du SAGE | |
| Nombre d'interventions dans le cadre de la GEMAPI | |
| | |
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| **CONSULTATION HABITANTS** | |
|---|---|

# 5.2 S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SEQUESTRER LE CARBONE ET PRESERVER LA BIODIVERSITE

## 5.2.1 ACTION N° 27 - FAIRE EVOLUER LES PRATIQUES AGRICOLES

| **ACTION N° 27** |
|---|
| **Faire évoluer les pratiques agricoles** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| Les exploitations agricoles sont au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique dans la mesure où elles disposent de plusieurs leviers dans l'aménagement de l'espace pour favoriser la séquestration carbone ou diminuer les émissions. Par ailleurs, elles sont très vulnérables aux impacts du réchauffement climatique qui impacte fortement leurs rendements, intégrant notamment des années extrêmes où la récolte peut être quasiment nulle, notamment en viticulture ou en arboriculture.<br>1) Volet adaptation<br>Plusieurs pistes d'adaptation sont possibles, par des aménagements des itinéraires (irrigation goutte à goutte, changement de variétés, plantation de haies, décalage des opérations agricoles…) ou vers une refonte du fonctionnement des exploitations (nouvelles productions).<br>L'outil Climat XXI permet de réaliser une projection à 2050/2100 de l'évolution des principaux indicateurs climatiques et agro climatiques à l'échelle communale. Cet outil de sensibilisation pourra être utilisé dans le cadre de réunions par filières (3 filières principales, arbo, viti et maraîchage) afin de faire émerger des initiatives concrètes d'adaptation de l'agriculture sur le territoire.<br>2) Volet atténuation<br>L'outil CLIMAGRI® pourra être utilisé. Cette démarche consiste en un diagnostic territorial initial des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre associées à la production agricole. Il intègre le stockage du carbone dans les sols et la biomasse et restitue le potentiel nourricier du territoire. Cette démarche se veut dynamique, concertée, afin d'aboutir un plan d'action partagé avec les acteurs agricoles du territoire.<br>Des retours d'expérience de sites agricoles pilotes seront valorisés pour essaimer les pratiques pertinentes sur tous les champs : maîtrise de l'énergie, réduction des émissions de GES, augmentation de la séquestration carbone, production d'énergies renouvelables, adaptation au changement climatique, valorisation des résidus agricoles en alternative au brûlage à l'air libre) seront mis en avant lors d'action de communication (sites internet, réseaux sociaux, bulletins techniques agricoles). |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| CCPSMV, CALMV, Chambre d'Agriculture 84 | Chambre d'Agriculture 84 | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Exploitations agricoles | PNRL | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | OGS<br>(Fiche Action 4.1.b) |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 3 Préserver et valoriser les patrimoines naturels, paysagers et bâtis<br>3.3 préserver et valoriser les ressources naturelles<br>3.3.1 améliorer les productions agricoles |

| REFERENTS CCPSMV | |
|---|---|
| **Techniciens :** jean OUTTERS, Lise BAJEUX | **Elu(s) :** Yves BAYON-DE-NOYER |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** | **Elu(s) :** Claude SILVESTRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Coût ETP : 65 |
| | **Investissement** | 40 000 € (à préciser) |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants :<br>ADEME projet régional des chambres d'agriculture Climat XXI<br>ADEME (70%) Climagri |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Déploiement climat xxi / communication |
| **2023** | - Déploiement Climagri / communication |
| **2024** | - Suivi des plans d'action, essaimage, communication |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | Agriculture | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaire local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS / RESULTATS |
|---|---|
| Nombre d'agriculteurs mobilisés dans les démarches Climat XXI et Climagri | 50 |
| Nombre de sites pilotes | 8 |

| | |
|---|---|
| Actions de sensibilisation / retours d'expérience | 3/an |
| Nombre d'exploitations accompagnées et SAU correspondante | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - La diversité des exploitations agricoles implique un nombre important de sites pilotes pour aborder les différents secteurs. |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

### 5.2.2 ACTION N° 28 - ADAPTER LA GESTION FORESTIERE

| ACTION N° 28 |
|---|
| **Adapter la gestion forestière** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| La forêt locale est un atout dans sa multifonctionnalité (paysage, biodiversité, séquestration carbone, production de bois…) soumis à un risque climatique fort : incendies, attaques de parasites, dépérissements. La gestion de l'espace forestier est un enjeu majeur pour conserver les différents services qu'offrent ces espaces naturels.<br><br>Les stratégies d'adaptation au changement climatique sont multiples et font l'objet de débats, mais certains aspects font l'unanimité : permettre une lutte efficace contre les incendies, et renforcer la diversité forestière en diversifiant les ressources génétiques sont deux axes majeurs de l'adaptation.<br><br>Pour y parvenir, il est nécessaire que la majeure partie de l'espace forestier soit couvert par des documents de gestion (Plans de gestion), ce qui est a priori le cas pour les nombreuses forêts communales locales, mais plus rarement dans les forêts privées morcelées. Ces documents de gestion peuvent ensuite s'appuyer sur des documents partagés, comme le guide préconisé dans le cadre de l'Opération Grand Site de Fontaine de Vaucluse (Action 4.1.b)<br><br>Par ailleurs, les pratiques de sylviculture ont des impacts directs sur le puits de carbone forestier. Il est possible d'exploiter les forêts en conduisant les peuplements de manière continue, sans pratiquer de coupes rases (à l'exception de coupes sanitaires ou d'aménagements DFCI), et en amenant progressivement les boisements vers une futaie irrégulière (essences et tailles d'arbres variées). Ces pratiques peuvent être également inscrites dans les plans de gestion, d'où l'importance de leur mise en œuvre. |

| PILOTE (S) | OPERATEUR(S) PRINCIPAL (avec nom référent si connu) | |
|---|---|---|
| Communes, EPCI | ONF, Communes Forestières, CRPF, PNRL | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Communes, propriétaires privés | CD 84, DDT 84, CAUE 84, REGION, SMVDF, relais associatifs. | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | OGS (Fiche Action 4.1.b) |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 3<br>Préserver et valoriser les patrimoines naturels, paysagers et bâtis<br>3.3 préserver et valoriser les ressources naturelles<br>3.3.2 optimiser l'exploitation forestière |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean OUTTERS, Lise BAJEUX, Caroline ALEX | **Elu(s) :** Yves BAYON DE NOYER, Patricia PHILIP | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Claude SILVESTRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP :<br>Prestations externes :<br>Autres : |
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - |
| **2023** | - |
| **2024** | - |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | Forêt | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée) |
|---|---|
| Part de la surface forestière sous Plan de gestion | |
| Linéaire de desserte DFCI réalisée et entretenue | |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - L'exploitation forestière est un sujet de plus en plus sensible dans le débat public, il est important de poursuivre les efforts de sensibilisation sur le sujet pour faciliter l'acceptation des chantiers. |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

### 5.2.3 ADAPTER LE TOURISME

Voir fiche action n°7.

# 5.3 PREVENIR L'IMPACT DES RISQUES NATURELS

## 5.3.1 ACTION N° 29 - METTRE EN ŒUVRE LES PLANS DE PREVENTION INONDATION ET INCENDIES ET INFORMER SUR LE RISQUE RETRAIT/GONFLEMENT DES ARGILES

| **ACTION N° 29 A** |
|---|
| **Mettre en œuvre les plans de prévention inondation et incendies et informer sur le risque retrait/gonflement des argiles** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| Les impacts pressentis du changement climatique se traduisent d'ores et déjà dans les risques naturels observés sur le territoire (inondations, incendies, retrait-gonflement des argiles). A ce titre, l'Etat réalise des documents de planification informant des aléas naturels en présence et règlementant la construction afin de ne pas augmenter la vulnérabilité du territoire. Il arrive par ailleurs que certaines constructions aient été construites dans des secteurs à risque, ou que des constructions soient possibles sous réserves d'aménagements, ce qui implique de mettre en œuvre des mesures de protection spécifiques.<br><br>Les documents « Inondation » en vigueur sur le secteur sont les suivants :<br>- PPRi Calavon-Coulon<br>- PPRif des Monts de Vaucluse Ouest et Lubéron<br><br>Par ailleurs, le territoire est soumis au risque de retrait-gonflement des argiles en cas de conditions météorologiques extrêmes (canicules, fortes précipitations) cause de nombreux dégâts indemnisables au titre des catastrophes naturelles sur les maisons individuelles. Il est nécessaire d'informer sur les prescriptions de construction pour que les bâtiments neufs anticipent ce risque (étude de sol, ancrage des fondations).<br><br>Au-delà de l'adoption des PPR, des PCS et des DICRIM par les communes, les territoires peuvent engager un certain nombre d'actions pour réduire leur vulnérabilité (pistes DFCI, entretien des ruisseaux et des fossés, limitation de l'imperméabilisation des sols…). |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** (avec nom référent si connu) | |
|---|---|---|
| Communes<br>CCPSMV | Communes<br>SMBS | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Habitants | DDT | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES**<br>(Avec n° fiche correspondante le cas échéant)<br>(Cit'ergie, CRTE, AMI, PAED, OGS, …) | **CCPSMV** | - PPRi Calavon-Coulon<br>- PPRif des Monts de Vaucluse Ouest et Lubéron<br>- CAUE 84 |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Vincent RIVOIRE | **Elu(s) :** Denis SERRE | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP :<br>Prestations externes :<br>Autres : |
|---|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| | **Investissement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - |
| **2023** | - |
| **2024** | - |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | ADAPTATION | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|
| Nombre d'actions de prévention mises en œuvre | |
| | |
| | |
| | |

| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |
|---|---|

| **CONSULTATION HABITANTS** | Consultation publique prévue dans la procédure PPR |
|---|---|

| ACTION N° 29 B |
|---|
| **Mettre en œuvre les plans de prévention inondation et incendies et informer sur le risque retrait/gonflement des argiles** |

| CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION |
|---|
| Les impacts pressentis du réchauffement climatique se traduisent d'ores et déjà dans les risques naturels observés sur le territoire (inondations, incendies, retrait-gonflement des argiles). A ce titre, l'Etat réalise des documents de planification informant des aléas naturels en présence et règlementant la construction afin de ne pas augmenter la vulnérabilité du territoire. Il arrive par ailleurs que certaines constructions aient été construites dans des secteurs à risque, ou que des constructions soient possibles sous réserves d'aménagements, ce qui implique de mettre en œuvre des mesures de protection spécifiques.<br><br>Les documents « Inondation » en vigueur sur le secteur sont les suivants :<br>- PPRi Calavon-Coulon<br>- PPRi Durance<br>- PPRif des Monts de Vaucluse Ouest et Luberon<br><br>Par ailleurs, le territoire est soumis au risque de retrait-gonflement des argiles en cas de conditions météorologiques extrêmes (canicules, fortes précipitations) cause de nombreux dégâts indemnisables au titre des catastrophes naturelles sur les maisons individuelles. Il est nécessaire d'informer sur les prescriptions de construction pour que les bâtiments neufs anticipent ce risque (étude de sol, ancrage des fondations).<br><br>Au-delà de l'adoption des PPR par les communes, les territoires peuvent engager un certain nombre d'action pour réduire leur vulnérabilité (pistes DFCI, entretien des ruisseaux et des fossés, limitation de l'imperméabilisation des sols…). |

| **PILOTE (S)** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** (avec nom référent si connu) | |
|---|---|---|
| Communes<br>CALMV | Communes<br>CALMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Habitants | DDT | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES**<br>(Avec n° fiche correspondante le cas échéant)<br>(Cit'ergie, CRTE, AMI, PAED, OGS, …) | **CALMV** | - PPRi Calavon-Coulon<br>- PPRi Durance<br>- PPRif des Monts de Vaucluse Ouest et Luberon<br>- PNRL |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens : Marion JAME/Corentin CHARLES** | **Elu(s) : Gérard DAUDET/Frédéric MASSIP** | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** (total ou par an en précisant le nombre d'année) | Coût ETP :<br>Prestations externes :<br>Autres : |
|---|---|---|
| | **Investissement** | |

| | | |
|---|---|---|
| | (total ou par an en précisant le nombre d'année) | |
| | **Recette/Financements** | Origines financement et montants : |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Voir documents de gestion |
| **2023** | - Voir documents de gestion |
| **2024** | - Voir documents de gestion |
| **2025** | - Voir documents de gestion |
| **2026** | - Voir documents de gestion |
| **2027** | - Voir documents de gestion |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | AGEICULTURE | |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS ASSOCIES (année d'objectif/donnée)** |
|---|---|
| Nombre d'actions de prévention mises en œuvre | |

| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |
|---|---|

| **CONSULTATION HABITANTS** | Consultation publique prévue dans la procédure PPR |
|---|---|

# 5.4 MAITRISER L'AUGMENTATION DES TEMPERATURES EN MILIEU URBANISE

### 5.4.1 ACTION N° 30 - DEVELOPPER LA VEGETALISATION DANS LA TRAME URBAINE

| **ACTION N° 30** |
|---|
| **Développer la végétalisation dans les trames urbaines** |

| **CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION** |
|---|
| L'intégration de la nature en ville dans les trames urbaines constitue un levier essentiel dans le contexte de changement climatique actuel en permettant de :<br>- Améliorer le cadre de vie<br>- Réduire les phénomènes d'îlots de chaleur, rafraichir les espaces<br>- Eviter l'imperméabilisation et l'érosion des sols<br>- Développer la biodiversité<br>- Valoriser les déplacements doux (marche à pied, …)<br>Dans le cadre des dispositifs « 20 000 arbres en Vaucluse » portée par le CD 84 et « Un million d'arbres pour la Région Sud" » lancé par la Région SUD, des actions de végétalisation ont été déjà réalisées sur les communes du territoire.<br>Pour poursuivre et appuyer d'autant plus cette démarche, le territoire a aujourd'hui pour objectif,<br>- De mieux cerner les zones concernées par la nécessité d'introduire, développer ou encore préserver la végétalisation : réalisation de diagnostic(s) à une échelle globale (commune et EPCI), et/ou par typologies d'espaces urbains (des zones les plus chaudes et des espaces verts remarquables)<br>- Sur la base de ce diagnostic, établir des préconisations d'action de végétalisation, la liste des actions et solutions, et les mesures de suivi et de contrôle des actions<br>- De créer une boite à outils pour une végétalisation durable (à destination des communes) intégrant des recommandations et outils pédagogiques sur le végétal en ville (liste de végétaux adaptés au climat du territoire, possibilités sur la dés-imperméabilisation des parcelles, etc…)<br>Parallèlement au développement de re-végétalisation, il est important de mettre en place et de sensibiliser le public à une gestion différenciée des espaces verts. |

| **Pilote** | **OPERATEUR(S) PRINCIPAL** | |
|---|---|---|
| Communes, CALMV, CCPSMV | Communes, CALMV, CCPSMV | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Communes, Habitants, Touristes, Les usagers des espaces publics | ADEME, PNRL, CAUE 84, ABF, Chambre agriculture 84, Département 84, Aménageurs, DDT 84, SCOT | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | |
| | **CALMV** | CRTE<br>Objectif stratégique 3<br>Préserver et valoriser les patrimoines naturels, paysagers et bâtis<br>3.1 préserver et valoriser le patrimoine naturel |

| REFERENTS CCPSMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Caroline ALEX, Vincent RIVOIRE | **Elu(s) :** Florence ANDRZEJEWSKI, Philippe ROUX | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| REFERENTS CALMV | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA/Marion JAME/Sandra DUBET | **Elu(s) :** Richard KITAEFF | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Prestataire pour la réalisation du diagnostic<br>0,2ETP pour suivi du diagnostic.<br>Aide du CD 84 et de la Région Sud |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | |

| PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER | |
|---|---|
| **2022** | - Consultation d'un prestataire pour la réalisation du diagnostic des zones à végétaliser (zone chaudes et zones remarquables notamment)<br>- Réalisation du diagnostic<br>- Formation des services espaces verts |
| **2023** | - Benchmarking sur les pratiques de végétalisation et réalisation d'un Guide boîte à outils<br>- Préconisations d'actions à l'échelle communale<br>- Communication/sensibilisation des communes |
| **2024** | - Suivi de actions et bilan annuel. |
| **2025** | - Suivi de actions et bilan annuel. |
| **2026** | - Suivi de actions et bilan annuel. |
| **2027** | - Suivi de actions et bilan annuel. |

| VOLET DU PCAET | ATTENUATION | ADAPTATION | QUALITE DE L'AIR |
|---|---|---|---|
| | | | |

| SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE | REGLEMENTAIRE(S) | AUTRE(S) |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/RESULTATS |
|---|---|
| 1 Diagnostic, 1 Boite à outils | A renseigner à posteriori |
| Nombre de projet de végétalisation | A renseigner à posteriori |
| Gain de végétalisation (exemple : nombres d'arbres plantés, % d'augmentation de la végétalisation à l'échelle du projet avant/après) | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | Suivi et contrôle des projets<br>Entretien<br>Planter des espèces adaptées au climat méditerranéen |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | |

# 6. MOBILISER LES CITOYENS

## 6.1 CO-CONSTRUIRE DES ACTIONS AVEC LES CITOYENS

### 6.1.1 ACTION N° 31 - FAVORISER L'EMERGENCE DE PROJETS D'ENERGIES RENOUVELABLES CITOYENS

| ACTION N° 31 |
|---|
| **Favoriser l'émergence de projets d'énergies renouvelables citoyens** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

En favorisant l'émergence de projet d'énergies renouvelables citoyens, les objectifs sont notamment de :

- Contribuer à organiser des circuits courts de l'énergie dont on peut garantir que les recettes financières profitent au territoire (pour 1 € investi 2,5 € profitent au tissu économique local (selon étude d'énergie partagée),
- Faciliter l'appropriation de ces projets par les habitants du territoire en les rendant acteur de la transition énergétique.

Un lien sera fait avec le schéma directeur des ENR (voir fiche action précédente)

Actuellement un projet de 100 kWc, situé à Cavaillon, mis en place par l'entreprise coopérative LUCISOL Energie citoyenne est en attente de raccordement.

L'objectif est de susciter d'autres projets de ce type sur le territoire. Pour cela, il est possible de s'appuyer sur l'association Energie partagée qui est missionnée par la Région SUD pour aider à la constitution de collectifs citoyens et le montage de leur projet.
Les collectivités (communes et EPCI) peuvent s'impliquer dans les projets photovoltaïques citoyens en tant que facilitateurs, investisseurs ou porteurs de projet, aux différents stades du projet : émergence, mise à disposition de toitures, développement, construction, exploitation. (*https://reseaux.photovoltaique.info/media/filer_public/48/12/48120bd9-08e9-4595-a899-3cbccbe9bc46/support_collectivite_projet_pv_citoyen.pdf*).
Les principales étapes de l'action auxquelles les collectivités peuvent contribuer sont les suivantes :

- Emergence : impulsion et animation d'un ou plusieurs groupes de citoyens, lancement appel à projets
- Développement : Elargissement du groupe initial et mise en place d'une structure de projet adapté à une gouvernance citoyenne, aides techniques et financières, soutien politique et communication locale, avances remboursables, …
- Construction : prise de participation dans la société de projet, ...

Cette action est liée à l'action 20 via l'identification du potentiel dérisqué dont une partie pourrait faire l'objet de projets citoyens et via l'appui apporté par le SEV auprès des communes dans leurs projets d'électricité renouvelable.

| Pilote | OPERATEUR(S) PRINCIPAL |
|---|---|
| CCPSMV/CALMV<br>Communes | SEV dans le cadre de son appui aux communes<br>Energie partagée (mission régionale) |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** |
| Citoyens | Région SUD, relais associatifs, LUCISOL |

| | | |
|---|---|---|
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | Action T19 du PAED |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.3 éduquer, informer et promouvoir la sobriété énergétique |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Jean-Christophe VIELLE et Yan GLOAGUEN | **Elu(s) :** Angélique RIVOIRE et Etienne KLEIN | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |
| **REFERENTS CALMV** | | | |
| **Techniciens :** Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Sylvie GREGOIRE | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | Appui Energie partagée et SEV |
| | **Investissement** | Selon les projets |
| | **Recette/Financements** | **Région SUD :**<br>Aides à l'investissement pour (voir cadre d'intervention) :<br>• Projets photovoltaïques 10 à 100 kWc en injection totale sur le réseau et incluant une composante de maîtrise de l'énergie<br>• Projets photovoltaïques en autoconsommation (>10kWc) : dispositif SMART PV<br>• Projets solaires thermiques collectifs<br>**Banque des Territoires :**<br>Soutien pour les projets supérieurs à 100 kW via une prise de participation en fonds propres dans la société de portage de projet. |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Organisation d'une réunion par le SCoT à destination des communes pour présenter la démarche et le rôle qu'elles peuvent tenir et les relais sur lesquels elles peuvent s'appuyer (SEV et Energie partagée)<br>- Identification des collectivités intéressés<br>- Organisation des appels à projet dans les communes |
| **2023** | - Etude de faisabilité des projets identifiés |
| **2024** | - Réalisation de projets |
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | TERTIAIRE INDUSTRIE AGRICULTURE RESIDENTIEL | |

| NIVEAUX D'IMPACTS | FAIBLE | MOYEN | FORT |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| INDICATEURS DE SUIVI | OBJECTIFS/INDICATEURS |
|---|---|
| Nombre de collectifs citoyens | A renseigner à posteriori |
| GWh/an d'énergie renouvelable thermique produite | A renseigner à posteriori |

| | |
|---|---|
| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |

| | |
|---|---|
| **CONSULTATION HABITANTS** | - |

# 6.2 ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE MODES DE VIE

## 6.2.1 ACTION N° 32 - DEPLOYER DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

| ACTION N° 32 |
| --- |
| **Déployer des actions de communication et d'accompagnement** |

**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTION**

L'action comporte deux volets principaux :

1. **Mobiliser les commissions extra-municipales, les conseils de développement et les associations environnementales**

L'objectif est de mobiliser ces instances citoyennes pour les impliquer dans la mise en œuvre et le suivi du PCAET et notamment la définition et l'organisation du deuxième volet de l'action (voir ci-dessous). Des points annuels seront organisés sous l'égide du SCoT afin de communiquer sur l'avancement du PCAET, la mise en œuvre des actions et les projets et propositions des instances citoyennes.

2. **Inciter les citoyens à des comportements écoresponsables**

Il s'agit de motiver les citoyens (individuellement ou en groupe ciblés) à se comporter de manière éco-responsable dans leurs modes de vie et dans leur milieu de travail. Pour cela, différents outils existent proposés pour lever les freins psycho-sociologiques au changement de comportement et valoriser les comportements exemplaires. A titre d'exemple :

- **Déclics ou Familles à énergie positive**

Il s'agit d'un défi proposé à des volontaires réunis en équipes et menés par un capitaine, de faire le pari de réduire d'au moins 8 % leurs consommations d'énergie et d'eau, particulièrement durant l'hiver, en appliquant simplement des écogestes. Il a été mis en place par le centrales Villageoises du Pays d'Aigues avec des scores individuels dans chaque équipe entre -22 % et – 41 % et des scores moyens par équipe entre -11 et – 19%.

- **Conversation carbone**

À travers six ateliers de 2h répartis sur 4 mois, les participants aborderont les questions liées à l'énergie, l'eau, la mobilité, l'alimentation, la consommation et les déchets. Ces rendez-vous conviviaux et participatifs vous invitent à échanger sur vos pratiques en petits groupes à travers des ateliers, des jeux et la mise en place d'un plan d'action personnalisé visant à réduire concrètement votre empreinte carbone. En 2019, quatre groupes ont été constitués dans le Vaucluse (Roussillon, Viens et Avignon).

- **Pratiques éco-exemplaires dans le travail, la vie publique et associative**

✓ Diagnostics ciblés sur les enjeux environnementaux locaux et les pratiques en vigueur dans le travail (Détermination d'indicateurs d'éco-exemplarité, Propositions pour la pérennisation des bonnes pratiques, Bilan, évaluation et suivi,
✓ Formations « travailler pour un territoire éco-exemplaire »
✓ Groupe interne éco-geste (CALMV) à renseigner

- **Charte zéro déchet plastique**

### 3. Communiquer sur les projets de rénovation énergétique et d'énergies renouvelables portés sur le territoire

| Pilote | OPERATEUR(S) PRINCIPAL | |
|---|---|---|
| CCPSMV/CALMV<br>Communes | ALTE<br>Conseils de développement<br>Commissions extra-municipales | |
| **CIBLES/BENEFICIAIRES** | **PARTENAIRE(S) ASSOCIE(S)** | |
| Citoyens | ADEME, relais associatifs | |
| **CADRE DE L'ACTION ET DISPOSITIFS/CONTRACTUALISATION ASSOCIES** | **CCPSMV** | |
| | **CALMV** | **CRTE**<br>Objectif stratégique 2<br>Accélérer la sobriété énergétique<br>2.3 éduquer, informer et promouvoir la sobriété énergétique<br><br>Objectif stratégique 4<br>Améliorer la qualité de vie au quotidien et favoriser l'emploi<br>4.7 optimiser la collecte et le traitement des déchets<br>4.7.1 améliorer la prévention sur la production des déchets |

| **REFERENTS CCPSMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Frédéric TONNEGUZZO | **Elu(s) :** Pierre GONZALVEZ | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| **REFERENTS CALMV** | | | |
|---|---|---|---|
| **Techniciens :** Marion BALLET, Laurence CHABAUD-GEVA | **Elu(s) :** Gérard DAUDET/Christian MOUNIER | | |
| **NIVEAU D'IMPLICATION DE L'ECHELON COMMUNAL** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
| | | | |

| | | |
|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL** | **Fonctionnement** | 1 ETP : 30.000 €/an |
| | **Investissement** | |
| | **Recette/Financements** | Dépenses externes de communication<br>20.000 €/an pendant 3 ans financés par l'ADEME<br>Structure porteuse : 10.000 €/an |

| **PRINCIPALES ETAPES ET CALENDRIER** | |
|---|---|
| **2022** | - Montage du dossier de financement auprès de l'ADEME<br>- Identification des associations relais pour recruter les citoyens ou groupe de citoyens |
| **2023** | - Mise en place des accompagnements |
| **2024** | - Mise en place des accompagnements |

| | |
|---|---|
| **2025** | - |
| **2026** | - |
| **2027** | - |

| **VOLET DU PCAET** | **ATTENUATION** | **ADAPTATION** | **QUALITE DE L'AIR** |
|---|---|---|---|
| | | | |

| **SECTEUR(S) D'ACTIVITE CONCERNE** | **REGLEMENTAIRE(S)** | **AUTRE(S)** |
|---|---|---|
| | | COMMUNICATION |

| **NIVEAUX D'IMPACTS** | **FAIBLE** | **MOYEN** | **FORT** |
|---|---|---|---|
| Production énergies renouvelables et de récupération | | | |
| Réduction des consommations d'énergie | | | |
| Réduction des émissions de gaz à effet de serre | | | |
| Réduction des polluants atmosphériques | | | |
| Emplois créés | | | |
| Réduction des inégalités sociales | | | |
| Chiffre d'affaires local généré | | | |
| Maîtrise des dépenses de fonctionnement | | | |
| Préservation de la biodiversité | | | |
| Stockage du carbone | | | |

| **INDICATEURS DE SUIVI** | **OBJECTIFS/RESULTATS** |
|---|---|
| Nombre de citoyens accompagnés | A renseigner à posteriori |
| kWh/an économisé | A renseigner à posteriori |

| **COMMENTAIRES, POINTS DE VIGILANCE** | - |
|---|---|

| **CONSULTATION HABITANTS** | . |
|---|---|